



**HAL**  
open science

# La réforme monétaire en juin 1948 et les problèmes de la main d'oeuvre en Allemagne occidentale

Burlaud Paul

## ► To cite this version:

Burlaud Paul. La réforme monétaire en juin 1948 et les problèmes de la main d'oeuvre en Allemagne occidentale. Economies et finances. Rheinische DEiedrich-Wilhelms-Universität Bonn, 1951. Français. NNT: . tel-00711277

**HAL Id: tel-00711277**

**<https://theses.hal.science/tel-00711277>**

Submitted on 27 Jun 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paul BURLAUD  
Diplômé d'Études Supérieures de Lettres  
Docteur en Droit

LA RÉFORME MONÉTAIRE DE JUIN 1948 ET LES PROBLÈMES DE LA  
MAIN-D'ŒUVRE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Bonn, 1951

Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn (30/01/1951)

Jury :

Prof. Dr. Kuhl (Dir.)

Prof. Dr. Bölcke

Prof. Dr. Baufiles

## ABRÉVIATIONS

V.W.	- Vereinigtes Wirtschaftsgebiet (Bizone)
Z.F.O.	- Zone Française d'Occupation
HICOG	- High Commissioner for Germany
G.M.	- Gouvernement Militaire
C.C.F.A.	- Commandement en Chef Français en Allemagne
BICO	- Bipartite Control Office
Ex. C.	- Comité Exécutif de la Bizone
B.I.T.	- Bureau International du Travail
O.E.C.E.	- Organisation de Coopération Économique. Européenne
E.R.P.	- European Recovery Programme
GARIOA	- Government Appropriation and Relief for Import in Occupied Areas
S.P.D.	- Sozialdemokratische Partei .Deutschland
B.D.L.	- Bank Deutscher Länder
R.M.	- Reichsmark
D.M.	- Deutsche Mark
P.I.	- Production Industrielle
Ø	- Moyenne
DMAN/P (48)	- Document du Directoire Travail de l'Autorité Alliée de Contrôle (année 1948)
DMAN/W/P (48)	- Document du Comité des Salaires du Directoire Travail de l'Autorité Alliée de Contrôle
DMAN/memo (48)	- Memorandum du Directoire Travail de l'Autorité Alliée de Contrôle (année 1948)

## INTRODUCTION

Le 18 juin 1948 les autorités d'occupation réalisaient dans les trois zones occidentales de l'Allemagne une réforme monétaire qui est, de toutes les expériences de ponction monétaire effectuées en Europe depuis la fin de la guerre, l'une des mieux réussies, dans la mesure où s'est trouvé réalisé son objectif premier

: la stabilité monétaire. Le relèvement économique dont cette réforme était la condition s'est poursuivi pendant deux ans à un rythme remarquablement rapide, dans le cadre d'une politique économique libérale dont le Professeur Erhart s'est fait le champion et dont il a été le grand maître.

Malgré un succès indéniable sur le plan strictement économique (stabilité monétaire et progrès remarquables de la production), cette réforme monétaire et la politique économique qui a suivi ont fait et font encore l'objet des controverses les plus vives, en raison de leurs répercussions dans le domaine social : Les syndicats et les partis de gauche ont fait valoir que, faute d'une loi assurant la péréquation des charges au moment même de la réforme, celle-ci s'est faite au détriment des rentiers et des épargnants dont les économies n'étaient pas investies en valeurs réelles. Ils se sont indignés des bénéfices réalisés sur les stocks et de l'augmentation des profits cependant que diminuait la part relative des salaires et des traitements dans la masse du-revenu national, etc... Mais c'est dans le développement, depuis la réforme monétaire, d'un chômage massif, qu'ils ont trouvé leur argument essentiel contre "l'économie libre" du Professeur Erhart.

À la veille de la réforme monétaire, à la fin de mai 1948, l'Allemagne occidentale ne comptait que 447 000 chômeurs, un an plus tard elle en comptait déjà 1 257 000 et le 15 février 1950, le nombre des chômeurs dépassait les deux millions (2 018 000) ; l'hiver dernier le chômage atteignait encore un chiffre analogue avec 1 911 000 chômeurs. La persistance de ce chômage constitue ainsi l'un des points faibles, sinon de la réforme elle-même, du moins de l'expérience économique qui se poursuit depuis lors. C'est à l'étude de ce problème qu'est consacrée la présente étude.

Elle nous a amené à consacrer d'assez longs développements à l'évolution générale de la situation économique et à la réforme monétaire elle-même, bien que ce ne soit pas là notre sujet. Il nous a semblé impossible de traiter des problèmes de l'emploi et du chômage sans les replacer dans une étude d'ensemble de la vie économique. C'est donc le comportement réel d'une économie que nous nous sommes donné pour tâche d'étudier, sous l'angle des problèmes de la main d'œuvre.

Pour cette raison nous avons préféré suivre un plan chronologique et faire la plus large place à la méthode descriptive.

Dans un chapitre préliminaire, consacré aux "structures économique et démographique de l'Allemagne Occidentale" il nous a semblé nécessaire de rappeler sommairement les données de base de l'économie allemande d'après-guerre en mettant l'accent sur le phénomène démographique qui va gouverner toute l'évolution que nous allons analyser.

Cette étude s'organise ensuite en deux grandes parties qui s'opposent sous les titres "chômage latent" et "chômage déclaré", l'une traitant de la situation avant la réforme monétaire, l'autre de l'évolution qui suit cette réforme.

La première partie s'ouvre par un premier chapitre consacré à l'économie allemande avant la réforme monétaire et dans lequel nous nous proposons de dégager les grandes lignes de l'économie d'inflation refoulée qui est celle de l'Allemagne à la veille de la réforme monétaire : gonflement considérable de la masse monétaire, effondrement de la production industrielle et pratiquement, stabilité des prix et des salaires à un niveau incroyablement bas.

C'est cette disproportion exceptionnelle entre l'évolution des prix officiels et des salaires d'une part et celle de la monnaie d'autre part, et l'écart considérable qui en résulte entre les prix du marché officiel et ceux du marché parallèle, qui nous donnera la "clef" nécessaire pour l'analyse du marché du travail.

Ce sera l'objet du second chapitre. Ce chapitre va justifier le titre donné à cette partie : "le chômage latent". Certes, le marché du travail se caractérise par un fort excédent des offres d'emploi par rapport aux demandes et le chômage visible de réduit à un minimum pratiquement incompressible. Si l'on définit le plein emploi comme "un état économique dans lequel tout individu désireux de travailler peut trouver un emploi aux taux de salaire en vigueur"<sup>1</sup>, ou comme "le volume maximum

---

<sup>1</sup>Institut de statistique de l'Université d'Oxford.

de l'emploi compatible avec un salaire réel donné"<sup>2</sup>, on peut dire que le plein emploi est réalisé.

Cependant la part de la population active réelle dans la population totale est inférieure à la normale ; une partie de la main-d'œuvre employée est occupée à des travaux pratiquement improductifs ; le rendement du travail est très faible, la durée du travail très réduite et l'absentéisme largement répandu. En réalité c'est un chômage latent qui se cache derrière cette forme très particulière du plein emploi.

La deuxième partie intitulée "le chômage déclaré", montrera comment la réforme monétaire en restaurant la valeur de la monnaie dans une économie de marché a révélé progressivement ce chômage latent.

Après un premier chapitre consacré à une analyse rapide de la réforme monétaire et des mesures qui l'ont complétée, nous reprendrons l'étude des problèmes de la main-d'œuvre qui sera conduite en trois chapitres suivant un plan chronologique :

Chapitre 2 - L'effet de choc et l'apparition du chômage.

Chapitre 3 - La période d'adaptation et la croissance du chômage.

Chapitre 4 - L'essor et l'économie allemande et la persistance du chômage.

Le chapitre 2 embrasse une courte période de deux mois environ (juillet et août 1948) qui suit immédiatement la réforme monétaire et il est consacré à une étude détaillée de ses effets immédiats : le renversement de la plupart des tendances précédentes sur le marché du travail et l'apparition du chômage. Le terme "chômage" sera-employé désormais, dans toute cette partie, dans le sens courant du mot, celui que lui donnent toutes les législations du travail : est chômeur tout individu qui recherche du travail et qui ne peut trouver, aux taux de salaire en vigueur, un emploi qu'il soit apte à remplir. En d'autres termes, pour être chômeur, il faut non seulement être sans emploi, mais encore s'être porté demandeur d'emploi.

---

<sup>2</sup>J.M. Keynes ; Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. P. 44.

C'est en ce sens que l'on peut parler de l'apparition du chômage, au lendemain de la réforme monétaire, si l'on néglige d'autre part le chômage résiduel qui subsistait au moment de la réforme.

Le chapitre suivant est consacré à la période d'adaptation qui traverse l'économie allemande de septembre 1948 à juin 1949. Ce processus d'adaptation se déroule en deux phases ; une première phase à caractère nettement inflationniste de septembre à décembre 1948, au cours de laquelle la hausse des prix permet une adaptation des prix de vente aux prix de revient et un réajustement nécessaire des prix, et une phase de déflation, de décembre 1948 jusque vers juin 1949, au cours de laquelle, sous la pression des prix qui sont en baisse, la production se rationalise et la productivité s'accroît rapidement. C'est au cours de cette deuxième phase que le chômage s'aggrave et qu'il atteint le niveau auquel il s'est stabilisé depuis lors., abstraction faite des Variations saisonnières.

Dans le dernier chapitre, nous nous proposons, en étudiant la persistance du chômage malgré l'essor remarquable que connaît l'économie allemande pendant le 2ème semestre de l'année 1949 et surtout au cours de l'année 1950, de démontrer le caractère structurel de ce chômage.

Nous concluons cette étude en rappelant différentes prises de position sur ce problème et en soulignant l'impuissance du gouvernement allemand à le résoudre dans le cadre de "l'économie libre" qu'il a choisie.

Avant d'aborder l'étude de l'évolution économique et les problèmes de la main d'œuvre, il importe de préciser les données de base de l'évolution que nous allons analyser et de rappeler brièvement les structures économique et démographique de l'Allemagne occidentale telles qu'elles résultent des destructions de la guerre, de son découpage territorial et des bouleversements démographiques qui ont eu lieu depuis 1939.

L'économie allemande a été moins frappé, dans ses structures, qu'on n'aurait pu le penser, par les opérations de guerre ou les démontages. Les bombardements aériens ont plus atteint les villes que les usines ; les bâtiments et surtout les

logements ont plus souffert de la guerre que les machines.

En ce qui concerne les destructions de logements, on possède maintenant des évaluations assez sûres. Voici par exemple celles de l'institut d'études économiques du D.G.B.

<b>Les destructions de logement par la guerre</b>			
	Nombre de logements en 1939	Logements détruits ou gravement endommagés (estimation 1946)	
		en chiffres absolus	en % par rapport à 1939
	en millions	en millions	
Zone Britannique	5,5	1,6	29,1
Zone Américaine	3,7	0,8	21,6
Zone Française	1,5	0,2	13,3
Zone Soviétique	4,6	0,6	13,0
Berlin	1,5	0,6	40,0
Allemagne de Potsdam	16,9	4,0	23,7
République Fédérale	10,7	2,6	24,3

Source : Wirtschaftswissenschaftliches Institut der Gewerkschaften Deutschland in Zahlen 1950 p. 168

Ces chiffres ne tiennent pas compte des dommages légers et il faut ajouter que les dégâts sont surtout localisés dans les grandes villes ; les villes de plus de 100 000 habitants ont été totalement détruites dans la proportion de 44 % en zone française, 33 % en zone britannique et 33 % en zone américaine<sup>3</sup> et cela sera lourd de conséquences sur la répartition de la population et de la main d'œuvre.

---

<sup>3</sup>Deutschland Jahrbuch 1949, p. 291

La réduction de la capacité industrielle par suite des destructions et des démontages est beaucoup plus difficile à évaluer. L'institut allemand de recherches économiques de Berlin évaluait en 1947 la capacité industrielle de 1946 à 50 % de celle de 1936<sup>4</sup>. Il est actuellement reconnu unanimement que ces évaluations ont été largement exagérées. En 1949, le Deutschland Jahrbuch a estimé que les zones occidentales avaient gardé à la fin de 1946 entre 66 et 75 % de la capacité de production de 1936<sup>5</sup>. L'Institut National des Études Économiques reprenant des estimations anglo-saxonnes a estimé les dommages subis par la Ruhr à 25 % de l'outillage industriel et ceux de l'Allemagne entière à 15 ou 20 %<sup>6</sup> et ces chiffres sont repris dans une étude récente de Monsieur Piettre<sup>7</sup>. Dans une réponse à un questionnaire de l'OECE sur le programme à long terme, préparée par les services économiques de la Bizone au cours du dernier trimestre de 1948, on lit même que la "Bizone a conservé près de 90 % de sa capacité industrielle d'avant-guerre"<sup>8</sup>. Quelles que soient les incertitudes qui règnent sur ces évaluations, il apparaît donc que la guerre n'a pas profondément atteint la structure industrielle de l'économie allemande « Le tracé des frontières de la République Fédérale et la perte au point de vue économique des territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, de la Sarre et de la zone soviétique ont modifié plus profondément, semble-t-il, la structure économique de l'Allemagne occidentale que les destructions de la guerre. A défaut d'une méthode plus rigoureuse, une comparaison de l'Allemagne occidentale au Reich de 1937, sur la base des données statistiques d'avant-guerre, permet de dégager les modifications essentielles :

---

<sup>4</sup>Die Deutsche Wirtschaft zwei Jahre nach dem Zusammenbruch

Etude de R. Nieschlag, p. 47

<sup>5</sup>Deutschland Jahrbuch 1949, p. 176

<sup>6</sup>Études et conjonctures, série bleue, N° 2 - 3 et 4 Février, Mars, Avril 1948

<sup>7</sup>Cahier N° 1 du Centre d'Études Germaniques de l'Université de Strasbourg.

A.Piettre ; Les déséquilibres permanents de l'économie allemande, p. 54

<sup>8</sup>Notes et Études documentaires N° 1125 du 6/5/1949. Programme à long terme de la Bizone p. 3 (documentation de la Présidence du Conseil).

### Comparaison de la République Fédérale au Reich de 1937

	Reich de 1937	République Fédérale	% de (3) par rapport à (2)
1	2	3	4
Superficie (1)	470 344 km <sup>2</sup>	245 372 km <sup>2</sup>	52 %
Population (1) (au 17 mai 1939)	69 316 500 h	39 352 700 h	57 %
Surface cultivée (1939) (2)	27 398 300 ha	13 869 000 ha	50,5 %
Forêts (1939) (3)	12 752 000 ha	6 949 000 ha	54,5 %
Récolte de seigle (4) (moyenne 1934/38)	7 624 000 T	3 098 000 T	40,6 %
Récolte de blé (4) (moyenne 1934/38)	4 854 000 T	2 505 000 T	61,5 %
Récolte de pommes de terre (moyenne 1934/38) (4)	48 240 000 T	19 603 000 T	40,6 %
Récolte de betteraves à sucre (4) (moyenne 1934/38)	12 863 000 T	4 118 000 T	32 %
Production de charbon (1938)	186 186 000 T	136 976 000 T	74 %
Production de lignite (6) (1938)	161 382 000 T	58 467 000 T	36 %
Valeur nette de la production industrielle (1936) en 1 000 RM (7)	62 770 709	38 492 011	61 %

(1) Statistisches Handbuch von Deutschland p. 8

(2) id.p.78 - (3) id.p.82 - (4) id.p.127 à 156 - (5) id.p.279 - (6) id.p.280 - (7) id.p.275

Ainsi sur un territoire qui représente 52 % du Reich de 1937 vivait en 1939, 57 % de la population ; donc en 1939, l'Allemagne occidentale avait une densité de 160 habitants au Km<sup>2</sup>,. cependant que la densité pour l'ensemble du Reich n'était que de 147,3. C'est le premier élément d'un déséquilibre démographique sur lequel nous reviendrons.

Du point de vue des ressources agricoles, le déséquilibre est également évident. Si l'Allemagne occidentale garde 50,5 % des terres cultivées, elle perd une part plus importante des ressources en seigle, en pommes de terre, en betteraves à sucre.

Elle garde par contre presque les 3/4 des ressources en charbon du Reich et ainsi se trouve accentué le déséquilibre entre les ressources de son économie agricole et celles de son économie industrielle. La comparaison de la valeur nette de la production industrielle en 1936 pour l'ensemble du Reich et pour l'Allemagne occidentale n'a évidemment qu'une valeur indicative, la structure industrielle s'étant modifiée depuis le recensement de 1936. Elle se trouve d'autre part faussée du fait que ces chiffres ne tiennent pas compte de la situation de Berlin dont les secteurs occidentaux sont en fait rattachés à l'économie des zones occidentales et du fait également que certaines industries ont émigré clandestinement de zone soviétique en Allemagne occidentale. Dans ces conditions une analyse plus détaillée par branche d'industrie n'apporterait aucune précision très utile.

Ces données suffisant déjà à montrer combien se sont aggravés les déséquilibres fondamentaux de l'économie allemande et la nécessité vitale pour l'Allemagne d'exporter à outrance.

Mais le bouleversement démographique qu'elle a connu depuis la guerre devait rendre le problème plus aigu encore. Malgré les pertes militaires et civiles de la guerre la population de l'Allemagne occidentale est passée de 39 350 000 habitants en 1939 à 47 581 000 en 1950, soit une augmentation de 2,9 % qui a porté la densité de la population de 160 à 194 habitants au km<sup>2</sup>. Cet accroissement a quatre

causes essentielles :

- a/ Le rappel pendant la guerre par le gouvernement national-socialiste des minorités de langue allemande d'Europe centrale.
- b/ L'exode des populations allemandes devant les troupes soviétiques.
- c/ Le transfert par décision des alliés après la capitulation de l'Allemagne des Allemands de Tchécoslovaquie, de Pologne et des territoires allemands situés à l'est de la ligne Oder-Neisse.
- d/ L'arrivée en Allemagne occidentale surtout depuis 1948 des réfugiés de la zone soviétique, soit pour des raisons politiques, soit en raison du niveau de vie supérieur de l'Allemagne occidentale depuis la réforme monétaire.

Cette augmentation de la pression démographique est peut-être le phénomène le plus important de l'histoire allemande depuis la défaite et du point de vue des problèmes de la main d'œuvre qui nous occupent ici, le problème démographique apparaît comme un problème capital.

Plus importante encore que l'augmentation globale de la population est à cet égard la répartition géographique de cet afflux de réfugiés ; le tableau suivant montre les modifications intervenues dans la population des différents Länder :

Évolution de la population en Allemagne occidentale de 1939 à 1950 par Land					
	Population en 1 000		Augmentation en % par rapport à 1939	Densité au km <sup>2</sup>	
	1939	1950		1939	1950
République Fédérale	39 350	47 581	+ 20,9 %	160	194
Schleswig Holstein	1 589	2 588	+ 62,9 %	101	165
Basse-Saxe	4 439	6 795	+ 49,7 %	96	144
Bavière	7 037	9 118	+ 29,6 %	100	130
Hesse	3 479	4 303	+ 23,7 %	165	204

Wurtemberg- Bade	3 217	3 884	+ 20,7 %	205	247
Wurtemberg	1 075	1 241	+ 15,3 %	103	119
Rhénanie- Westphalie	11 945	13 147	+ 10,1 %	352	387
Bade	1 229	1 335	+ 8,6 %	124	134
Rhénanie- Palatinat	2 962	2993	+ 1,1 %	149	151
Brême	562	568	+ 1 %	1 394	1 407
Hambourg	1 711	1 604	- 6,3 %	2 293	2 149

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Janvier 1951, p.7

L'augmentation de la population est donc supérieure dans quatre Länder à la moyenne de l'augmentation sur le territoire fédéral ; ce sont les quatre Länder limitrophes de la zone soviétique, le Schleswig-Holstein, la Basse-Saxe, la Bavière et la Hesse. Mais l'accroissement démographique est surtout massif dans le Schleswig-Holstein ( + 62,9 %) et la Basse-Saxe (+ 49,7 %). En fait cette disparité dans l'évolution démographique des différents Länder traduit surtout un accroissement de la population des campagnes et des agglomérations rurales, cependant que les grandes agglomérations urbaines qui avaient été très touchées par les bombardements aériens se dépeuplaient ou que tout au moins leur population restait pratiquement stationnaire. Le tableau suivant qui montre l'évolution démographique de quelques communes rurales et de quelques communes urbaines du Schleswig- Holstein et de Basse-Saxe, met bien ce phénomène en évidence :

Évolution de la population dans les communes rurales et urbaines					
Laender Kreise	Population au :			Augmentation ou Diminution en %	
	17.5.1939	29.10. 1946	13.9. 1950	du 17/5/39 au 29/10/46	29/10/46 au 13/9/50
<u>Schleswig-Holstein</u>					
<u>Communes rurales</u>					
Eckernförde	42 795	91 073 112	86 574	+ 112,8	- 4,9
Eutin	51 501	360 187	107 200	+ 118,2	- 4,6
Rendsburg	99 334	267	185 305	+ 88,5	- 1,1
<u>Communes urbaines</u>					
Flensburg	70 871 273	100 624	102 045	+ 42,0	+ 1,4
Kiel	735 54 094	214 459 66	253 857	- 21,7	+ 18,4
Neumünster		184	73 254	+ 22,4	- 11,1
<u>Niedersachsen</u>					
<u>Communes rurales</u>					
Blankenburg	9 470	17 809 116	17 081	+ 88,1	- 4,1
Helmstedt	74 874	832 111	126 836	+ 56,0	+ 8,6
Uelzen	62 361	132 138	117 967	+ 78,2	+ 6,2
Wolfenbüttel	91 207	784	148 067	+ 52,2	+ 6,7
<u>Communes urbaines</u>					
Braunschweig	196 068	182 062 3	223 263	- 7,1	+ 22,6
Hannover	470 950	57 040	441 615	- 24,2	+ 23,7
Hildesheim	72 101	59 909	71 821	- 16,9	+ 19,9

SOURCE : Entwicklung und Ursachen der Arbeitslosigkeit in der Bundesrepublik

Deutschland 1946/1950 et Bundesministerium für Arbeit März 1950 et Statistik der Bundesrepublik Deutschland, Band 32,(Statistisches Bundesamt)

Par rapport à- 1939 la surpopulation des communes rurales et la tendance à la dépopulation des centres urbains apparaît donc clairement; entre 1946 et 1958, la tendance tend à se renverser, mais très lentement et le déséquilibre persiste sur le plan géographique.

Le déséquilibre de la pyramide des âges n'est pas moins important pour l'objet de cette étude. La population allemande est déjà atteinte par le vieillissement mais surtout les classes économiquement productives ont été décimées par la guerre :

Évolution de la population en Allemagne Occidentale de 1939 à 1950 par groupe d'âge et par sexe						
Groupes d'âges	1939	1948	1950	1939	1948	1950
en 1 000			en %			
moins de 20 ans	12 845 099	14 285 000	15 328 000	32,5	32,5	32,2
De 20 à 44 ans	15 485 007	15 643 000	17 067 000	39,4	35,6	35,8
De 45 à 64 ans	8 135 157	10 176 000	11 170 000	20,8	23,1	23,5
65 ans et plus	2 887 440	3 893 000	4 047 000	7,3	8,8	8,5
TOTAL	39 352 703	43 997 000	47 612 000	100	100	100

SOURCE : 1939 cf. Statistisches Handbuch von Deutschland. p. 20 et suivantes  
1946 et 1950 cf. Wirtschaft und Statistik, Février 1951 p.47.

Le déséquilibre de la pyramide des âges est aggravé du fait de sa répartition par sexe.

Répartition de la population en Allemagne Occidentale par âge et par sexe, au 13/9/50				
Groupes d'âges	Hommes		Femmes	
	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%
	en 1 000		en 1 000	
moins de 15 ans	6 096	27,1	5 795	23,1
de 15 à 19	1 764	7,8	1 673	6,7
de 20 à 44	7 663	34,1	9 404	37,4
de 45 à 64	5 119	22,7	6 051	24,1
65 ans et plus	1 863	8,3	2 184	8,7
TOTAL	22 505	100,00	25 107	100,00

SOURCE : Wirtschaft und Statistik - Février 1951 p.47

Pour les groupes d'âge de 20 à 64 ans, qui sont ceux qui nous intéressent surtout ici, il y a donc un excédent de 2.670.000 femmes par rapport aux hommes.

La composition de la pyramide des âgés se traduira dans le domaine économique par une baisse de productivité et par une charge accrue pesant sur la population -économiquement productive.

Cependant les jeunes générations qui montent et qui entrent dans la vie active, à partir de 1948, sont celles qui sont nées pendant les années de forte natalité sous le régime national-socialiste et l'influence des pertes de guerre va tendre à diminuer.

Année de naissance	Population en 1 000
1931	663,3
1932	644,6
1933	624,8
1934	758,0
1935	795,9
1936	818,1
1937	832,4
1938	876,6
1939	925,1
1940	934,1

SOURCE : Wirtschaft und Statistik - Février 1951, p.129

Ainsi la guerre n'a pas bouleversé les structures de l'économie allemande aussi profondément qu'on aurait pu le croire; elle a moins créé dans ce domaine des problèmes nouveaux qu'aggravé des déséquilibres permanents et l'on peut conclure avec M. Piettre que le "Zusammenbruch de 1945 affectait beaucoup plus la conjoncture que les structures"<sup>9</sup>. La première partie de cette étude montrera les incidences dans le domaine de la main-d'œuvre de la conjoncture économique qui est née du "Zusammenbruch", tandis que dans la deuxième partie, nous verrons apparaître après la réforme monétaire l'importance des problèmes de structure que nous avons évoqués ici.

## **PREMIÈRE PARTIE - Le chômage latent**

### REMARQUE

Les renseignements statistiques donnés pour la période antérieure à la réforme monétaire appelant en général les plus expresses réserves, tant en raison de

---

<sup>9</sup>A. Piettre op. cit.

l'existence d'un marché parallèle qui échappe à toute évaluation sérieuse, que du fait de la désorganisation de l'appareil administratif. Ils ne sont donnés qu'à titre d'indication et sans qu'il soit possible d'évaluer la marge d'erreur qu'ils comportent.

## **CHAPITRE I - L'ÉCONOMIE ALLEMANDE AYANT LA RÉFORME MONÉTAIRE**

Le but de ce chapitre n'est pas de retracer l'évolution de l'économie allemande de 1945 à juin 1948, date de la réforme monétaire ; il ne prétend pas non plus présenter un tableau complet de la situation économique à la veille de la réforme monétaire; il tend uniquement à en dégager les grandes lignes en mettant l'accent sur les facteurs dont l'action s'est fait directement sentir sur le marché du travail.

La situation économique de l'Allemagne jusqu'à la réforme monétaire a été caractérisée par un niveau de production extrêmement bas, pas un gonflement considérable de la circulation monétaire (monnaie et dépôts), par un niveau des prix officiels peu modifié par rapport à l'avant-guerre et un niveau des salaires resté pratiquement stable.

La production avait été complètement désorganisée par les derniers mois de la guerre et au moment de la capitulation toute la vie économique-allemande était paralysée. Son rétablissement, de 1945 à 1948, a été fort lent; les difficultés qui ont entravé ce relèvement ont été maintes fois analysées, destructions subies par l'appareil de production et le système des transports, usure de l'outillage, démontages, arrêt du commerce extérieur et par conséquent manque de denrées alimentaires et de matières premières, pénurie de charbon, diminution du rendement individuelle de la main-d'œuvre, etc... Il n'y a pas lieu de s'étendre ici sur ce problème; il suffira de rappeler que l'indice du volume de la production industrielle, base 1936 = 100, est passé, pour la Bizone de 33<sup>10</sup> en juin 1946 à 41<sup>11</sup> en juin 1947 et 51 (?) en juin 1948, au-moment de la réforme monétaire. Même en tenant compte

---

<sup>10</sup>Report of the Military Governor, U.S.

Statistical Annex N° 31 (Janvier 1948, p. 35 )

<sup>11</sup>id. N° 47 (Mai 1949) p. 114

des réserves qu'appellent ces chiffres en raison de l'existence d'un important circuit parallèle, on peut estimer qu'ils représentent en fait un ordre de grandeur, valable. Ils sont plus éloquents encore si l'on rappelle que la population des trois zones occidentales d'occupation a augmenté de 1939 à 1948, de plus de 6 millions d'habitants (soit environ + 20 %). En ce qui concerne la production agricole, l'Allemagne occidentale devait faire face également à un énorme déficit, d'autant plus grave qu'il était dû moins à une baisse de rendement qu'à la perte des terres agricoles de l'est et qu'il présentait donc un caractère essentiellement structurel. Malgré les importations massives de denrées alimentaires auxquelles ont procédé les autorités d'occupation britanniques et surtout américaines, les rations alimentaires distribuées aux consommateurs de la catégorie normale ont généralement évolué jusqu'à la réforme monétaire entre 1000 et 1500 calories par jour ; elles sont cependant parfois tombées plus bas au printemps de 1947 jusqu'à 800 calories dans certaines régions de zone britannique, et l'on sait que pour un adulte qui n'effectue pas un travail de ferme, une alimentation normale, sous nos latitudes, représente en moyenne 3 000 calories, ce qui correspond à peu près à la consommation d'avant-guerre en Allemagne. Encore ne faudrait-il pas seulement tenir compte du total des calories distribuées mais aussi de la mauvaise composition de l'alimentation. Dans une économie de pénurie aussi généralisée, une augmentation massive du volume des moyens de paiement devait créer une inflation impossible à maîtriser dans les conditions politiques qui régnaient en Allemagne au lendemain de la capitulation.

De 8 milliards de RM lors de la déclaration de guerre, la circulation monétaire s'était élevée à un chiffre évalué lors de la capitulation à environ 60 milliards de RM. Elle s'était encore accrue de 1945 à 1948 du montant des billets émis par les puissances occupantes pour satisfaire leurs besoins, soit 6 milliards de RM pour les zones occidentales et vraisemblablement une somme de même grandeur pour la zone soviétique. De même, le niveau des comptes, en banque était passé de 1935 à 1945 de 30 à 150 milliards de RM environ, tandis que la dette publique augmentait de 15 à 400 milliards de RM. Le volume réel des moyens de paiement n'était évidemment pas aussi élevé que ces chiffres pourraient le laisser croire, une partie des billets de la Reichsbank est en effet restée dans les territoires que l'Allemagne a

perdu au moment de la capitulation. C'est ainsi par exemple que pour l'Autriche, 8 milliards de RM en billets de banque du Reich ont été présentés à l'échange lors de la réforme monétaire de décembre 1945. Il y a lieu, de même, de faire une déduction sur la masse des avoirs en banque pour les comptes de ces territoires. Une certaine masse de billets de banque a également été détruite par les opérations de guerre, mais il est impossible d'en préciser le montant. Il faudrait enfin tenir compte du blocage des comptes en banque qui a été effectué en zone d'occupation soviétique immédiatement après la capitulation. Sur ces avoirs, on a seulement débloqué, en avril 1946 300 RM (400 RM dans certains cas particuliers) sur les comptes d'épargne ne dépassant pas 3 000 RM ainsi que la totalité des avoirs des ressortissants des Nations Unies domiciliés en Allemagne. Il paraît donc pratiquement impossible d'évaluer de façon précise la masse des moyens de paiement entre 1945 et 1948. Pour l'Allemagne occidentale, on obtient cependant, en examinant les résultats des opérations de la réforme monétaire du 21 juin 1948, un ordre de grandeur assez proche de la réalité :

36 milliards de RM en billets de banque,

112 milliards de RM en dépôts bancaires,

soit au total 148 milliards de RM de moyens de paiement. Comparés à ceux de 1939, ces chiffres laissent apparaître une inflation redoutable.

Dans l'impossibilité d'opérer à brève échéance une réforme monétaire dont la réalisation n'était pas concevable tant que la machine administrative n'était pas complètement rétablie et que la production et les importations n'avaient pas retrouvé un certain niveau, les autorités alliées cherchèrent à maintenir le blocage des salaires et des prix- et à continuer ainsi la politique de stabilisation antérieurement poursuivie avec succès par l'administration nazie.

En ce qui concerne les salaires, la Directive N° 14 du conseil de contrôle<sup>12</sup> promulguée en septembre 1945 a réaffirmé le principe du blocage des salaires, confirmant sur ce point les directives antérieures d'une ordonnance de SHAEF de juillet 1945. Cette directive prévoyait bien la possibilité de certains remaniements de

---

<sup>12</sup>J.O. du CCFA, N° 23 du 11 Mai 1946

taux et certaines simplifications des multiples barèmes en vigueur, mais stipulait explicitement que, de ces corrections éventuelles, ne saurait résulter une hausse du niveau moyen des salaires. Mais il apparut bientôt qu'une réforme de la hiérarchie des professions, entraînant une modification de l'édifice des salaires, était indispensable. Ces modifications devaient tendre d'une part à supprimer le traitement de faveur accordé par le gouvernement national-socialiste à la main-d'œuvre des industries de guerre, d'autre part à drainer la main-d'œuvre plétorique de ces industries vers les industries qui devaient être développées en application du plan du niveau de l'industrie du Conseil de Contrôle en date du 27 mars 1946 et qui avaient souvent été défavorisées par la politique nazie. Le 13 septembre 1946, un additif à la directive N° 14 a donc autorisé l'augmentation ou la diminution des salaires dans certaines industries désignées par l'autorité alliée de Contrôle. Le total des augmentations à autoriser ne devaient en aucun cas accroître de plus de 5 % le niveau global des salaires.

Voici le détail des relèvements de salaires qui furent ainsi autorisés de septembre 1946 à janvier 1948 :

Référence	Date	Industrie	Déblocage autorisé en %	Estimation de l'incidence sur le volume général des salaires (%)
Directive n. 41	17/10/1946	Charbon	20	0,90
Recommandation aux Commandants de zone DMAN/memo (47)42	1/8/1947	Bâtiment Matériaux de construction	20 16	1,50
DMAN/memo (48)4	9/1/1948	Mines	12,5	0,07
DMAN/memo (48)5	id.	Textiles	15	0,37
DMAN/memo (48)1	id.	Vêtements	12	0,30
DMAN/memo (48)3	id.	Chemins de fer	10	0,30

DMAN/memo (48)2	id.	Exploitations forestières	10	0,06 13
-----------------	-----	------------------------------	----	------------

L'augmentation du volume global des salaires à la suite de ces augmentations a été estimée à 3,50 %<sup>14</sup>

L'additif à la directive 14 du 13 septembre 1946 autorisait d'autre part le relèvement des salaires dont le taux était inférieur à 50 RPF. de l'heure "pour les travailleurs dont les gains ne sont pas complétés d'une façon suffisante par des repas, logements et autres avantages gratuits ou ne sont pas compensés par un coût très bas de la vie". Enfin, à la demande de la délégation soviétique, le réajustement du salaire des femmes et des jeunes gens pour un même travail et un même rendement avait été autorisé. La fixation d'un salaire minimum de 50 RPF. n'a guère eu d'incidence, les salaires masculins inférieurs à ce taux étant exceptionnels. Par contre, le principe « à travail égal, salaire égal » a été appliqué en zone soviétique de manière extensive, les salaires de 2 ou 3 millions d'ouvrières et de jeunes gens ayant été relevés de 20 % et plus, ce qui constituait l'augmentation de salaires la plus massive qui eût eu lieu depuis 15 ans ; mais dans les trois autres zones l'application de ce principe, mollement soutenu par des syndicats où les délégués féminins sont rares, a été très peu étendue. On peut donc affirmer que jusqu'à la réforme monétaire le niveau des salaires est resté pratiquement stable en Allemagne occidentale.

Parallèlement au blocage des salaires, le Conseil de Contrôle cherchait à maintenir autant que possible le blocage des prix. Le succès de sa politique dans ce domaine devait être plus discutable. Malgré le gonflement considérable de la circulation monétaire, le régime national-socialiste avait bien réussi à bloquer efficacement les prix et à éviter le développement d'un marché parallèle important.

---

<sup>13</sup>Estimation faite par le Comité des Salaires de l'Autorité Alliée de Contrôle. cf DMAN/P(48) II ou DMAN/W/P(48) 10 des 16 et 13 Février 1948.

<sup>14</sup>Estimation faite par le Comité des Salaires de l'Autorité Alliée de Contrôle. cf DMAN/P(48) II ou DMAN/W/P(48) 10 des 16 et 13 Février 1948.

Ainsi, l'indice du coût de la vie n'était monté de 100 en 1938 qu'à 113,4 en septembre 1944.

Cependant si ce résultat avait été atteint, ce n'était pas seulement par un contrôle serré, mais aussi grâce au pillage systématiquement organisé des territoires occupés qui permettait de mettre à la disposition des consommateurs des rations alimentaires et des biens de consommation en quantités suffisantes pour leur assurer un standard de vie acceptable et par un régime de subventions étendues et une politique financière qui permettait de drainer vers les caisses d'épargne, par un système d'épargne semi-obligatoire, la masse des revenus disponibles résultant notamment de la différence excédentaire entre le niveau des salaires et le niveau du coût de la vie.

Dès la fin 1945 et le début 1946, malgré le principe établi, les autorités alliées durent accorder des dérogations au principe du blocage des prix, par suite notamment de la suppression, pour alléger le budget des Länder, de subventions qui maintenaient certains prix à un niveau artificiellement bas.

D'autre part, en ce qui concerne certains produits manufacturés, la destruction des équipements industriels obligeant à produire par des moyens de fortune et entraînant une hausse sensible du prix de revient, les commandants de zone, autorisés par le Conseil de Contrôle, ont été amenés à permettre des relèvements de prix. Enfin, certains tarifs de Chemin de fer subirent une augmentation appréciable, les tarifs postaux furent doublés et de nouvelles lois augmentèrent sensiblement le taux des impôts directs et des impôts indirects sur le tabac, l'alcool, la bière et le sucre.

Ces augmentations se sont partiellement traduites dans la hausse de l'indice officiel du coût de la vie (base 1938 = 100) qui de 112,6 en 1944 passe à 130,5 en mai 1948 dans la Bizone.

Cet indice est celui qui était établi jusqu'en 1945 par l'Office de Statistique du Reich sur la base 1913/1914 = 100. (Voir Statistisches Handbuch von Deutschland, p. 463). Il était basé sur les dépenses d'une famille ouvrière type de 5 personnes dont 3 enfants de moins de 14 ans. Les postes des dépenses qui concernent des

denrées rationnées étaient réduits de façon à correspondre aux rations officielles et les prix considérés sont les prix officiels. Pour plus de détails sur le calcul de cet indice voir : "Vierteljahreshefte zur Statistik des Deutschen Reichs" 1934, Heft IV, p. 102 et suivantes - 1937, Heft I, p.149 et suivantes et "Wirtschaft und Statistik" 1935, Nr. 20, p.759 et suivantes - 1938, Nr.7, p.282 - 1939, Nr. 21/22, p.717. Le chiffre qui est cité ici pour l'année 1944 a été calculé par les services alliés de Statistiques en changeant la base 1913/14 = 100 en 1938 = 100. (cf. par exemple Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany - British Element - Année 1947 passim). Le service de Statistique de la zone britannique a continué après 1945 le calcul de cet indice, sur la base, désormais, de 1938 = 100. Mais les nécessités politiques (justification de la politique de blocage des salaires) l'ont conduit à construire trois nouveaux indices (toujours sur la base 1938 = 100) : celui d'une famille de mineurs de 4 personnes, celui d'une famille ouvrière de 5 personnes non sinistrée et celui d'une famille ouvrière de 5 personnes sinistrée. Tandis que l'ancien indice marquait 129,4 en octobre 1947, les nouveaux marquaient respectivement à la même date : 129,4 - 120,5 et 124,3. C'est ce dernier indice calculé de façon analogue dans les Länder de zone américaine, qui a servi à la construction de l'indice du coût de la vie de la Bizone par pondération sur la base de la population de 1946, du chiffre de la zone britannique et de ceux des différents Länder de la zone américaine. C'est cet indice qui est cité ici pour mai 1948 (cf. Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany - British Element - Vol IV N° 2, Février 1949, p.96 ). En 1949, le service de Statistique de la Bizone a élaboré un nouvel indice du coût de la vie suivant un nouveau schéma de consommation déterminé par sondages et d'après les dépenses d'une famille ouvrière de 4 personnes dont 1 enfant de moins de 14 ans disposant d'un revenu mensuel moyen de DM 240.- auquel s'ajoute un salaire d'appoint de DM 80.-.Cet indice établi sur la base 1er trimestre 1949 = 100 a été également ramené à la base 1938 = 100 ; il a été calculé rétrospectivement pour la période juin à décembre 1948 (voir " wirtirtschaft und Statistik ", Heft 6, Sept. 1949, p.491). C'est cet indice qui sera cité dans la suite de cette étude. (Sur les critiques et la polémique entre l'administration du travail et les syndicats, auxquelles il a donné lieu ; voir notamment un article de "Réalités Allemandes" N° 26/27 de Février-Mars 1951, p.29 et suivantes, qui montre l'importance des considérations politiques qui n'ont cessé de

peser sur le calcul de cet indice ).

Mais si cet indice n'a pas augmenté davantage, c'est qu'il est calculé d'après les rations officielles et qu'il traduit, en effet, non seulement l'évolution des prix mais aussi un abaissement considérable du niveau de vie. D'autre part, il ne tient compte que des prix officiels qui dans bien des cas ont perdu toute signification, à mesure que s'est développé le marché parallèle.

En effet, dès que la pénurie consécutive à la dernière phase de la guerre et à l'occupation (démontages et prélèvements sur la production courante) commença à se faire sentir, un volume sans cesse croissant de produits échappa au marché officiel et l'Allemagne connut toutes les conséquences habituelles d'un régime d'inflation, malgré le blocage des prix et des salaires et malgré les contrôles : généralisation des opérations de troc, rétention des stocks, hausse des prix considérable sur le marché noir.

Le tableau suivant illustre de façon frappante l'écart qui existait vers la fin de l'année 1947 entre les prix du circuit officiel et les prix du circuit parallèle. Il indique le nombre moyen d'heures de travail que devait effectuer un manoeuvre :

- 1 - Pour l'acquisition des denrées rationnées aux prix officiels,
- 2 - Pour l'acquisition de ces mêmes denrées aux prix du marché parallèle.

Denrées (quantité 500 gr.)	Prix officiels	Prix au marché parallèle
Beurre	1,48 h	260 heures
Viande	1,24 h	85 heures
Pommes de terre	2,00 h	4 heures

15

---

<sup>15</sup>Ces chiffres ont été calculés par la Division Travail du Groupe Français du Conseil de Contrôle, d'après le cours moyen du marché noir à la fin de 1947, à Berlin et dans une dizaine de grandes villes des quatre zones, sur la base du salaire moyen d'un manoeuvre non qualifié (salaire moyen pour l'ensemble des quatre zones et de Berlin calculé de façon approximative). Il ne faut évidemment pas chercher dans ces chiffres une exactitude rigoureuse que ne permettait pas d'obtenir les données

Ces chiffres montrent bien que le marché parallèle n'était pas accessible aux salariés qui ne pouvaient disposer pour vivre que de leur salaire et qu'il aurait été aussi faux de n'envisager le pouvoir d'achat du RM qu'en fonction des prix du marché noir, que de l'envisager uniquement sous l'angle des prix officiels. C'est de cette situation complexe née de la coexistence de deux circuits différents (marché officiel rationné et marché parallèle) qu'il faut partir pour comprendre la situation du marché du travail avant la réforme monétaire.

## ***CHAPITRE II - LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AVANT LA RÉFORME MONÉTAIRE***

Pour comprendre la situation du marché du travail jusqu'à la réforme monétaire, il convient en effet avant tout de préciser de façon aussi concrète que possible la position des salariés et des employeurs dans une telle économie et de faire la plus large place à une étude psychologique des mobiles économiques des uns et des autres.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi, il est certain que leurs mobiles économiques différaient sensiblement de ce qu'ils sont ordinairement dans une économie monétaire normale; travailler n'avait guère de sens pour tous ceux qui pouvaient vivre de leurs économies., et l'épargne constituée pendant la guerre qui n'avait pu s'investir en valeurs stables était abondante. Bien des gens, dans ces conditions, préféraient acheter avec leurs économies liquides les quelques denrées rationnées auxquelles ils avaient droit et, dans la mesure où ils n'étaient pas sinistrés, se procurer par des opérations de troc les suppléments nécessaires, Même pour ceux qui n'avaient pas de quoi vivre, un emploi salarié n'offrait pas grand attrait, il était plus tentant pour beaucoup de se livrer à un trafic quelconque, petit ou grand. Si par exemple un ouvrier non qualifié vendait sa ration de cigarettes au marché noir (en 1947, dans le secteur britannique de Berlin, 40 cigarettes par personne et par période de 6 semaines), il en retirait un bénéfice de 73,60 RM (80

---

statistiques disponibles à cette époque, mais un ordre de grandeur qui s'est trouvé confirmé par d'autres travaux de différentes sources.

RM - bénéfice de la vente au marché noir au cours de cette époque - 6,40 RM prix officiel des cigarettes ). Cela correspondait à son salaire régulier d'environ 15 jours. De même, bien des femmes qui dans une économie normale, auraient cherché un emploi pour apporter au ménage un supplément de revenu, préféraient consacrer tout leur temps aux questions de ravitaillement et aux travaux domestiques.

Il est impossible d'évaluer avec quelque certitude l'effectif de la main-d'œuvre qui est ainsi demeurée en marge du marché du travail, en raison du faible attrait de la monnaie. Les statistiques de la main-d'œuvre ne sont pour cette période d'aucun secours. Les services statistiques de la Bizone ont publié par exemple pour les années 1946 à 1948 une statistique des personnes en âge de travailler enregistrées dans les offices du travail conformément aux dispositions de l'ordre N° 3. Mais les personnes ainsi enregistrées sont réparties en 5 groupes : travailleurs indépendants et aides familiaux, salariés au travail, chômeurs, personnes inaptes au travail, et enfin personnes indisponibles, telles que mères de famille ayant des enfants en bas-âge, etc... et ces chiffres laisseraient croire que toutes les personnes en âge de travailler rentrent dans l'un des 5 groupes et que par suite d'une application rigoureuse de l'ordre N° 3 toutes les personnes qui peuvent travailler occupent effectivement un emploi, exception faite de quelques centaines de milliers de chômeurs. En réalité, la plupart des personnes en âge de travailler et qui ne travaillent pas ou qui s'adonnent à une activité en marge de la légalité se sont fait enregistrer dans un emploi fictif ou se sont camouflées dans les autres catégories pour éviter de faire l'objet d'une mesure de placement obligatoire et parfois pour se faire délivrer une carte d'alimentation d'une catégorie à laquelle ils n'ont pas droit; aucune statistique officielle ne peut donc donner une idée de leur nombre. Il semble qu'en fait on ait toujours eu tendance à l'exagérer et qu'il soit resté relativement peu élevé.

Il ne faut pas méconnaître en effet le fait que les salaires sont restés la principale source de revenus pour la plus grande masse de la population, sinon la seule. Et si le marché parallèle est resté inaccessible ou presque à la grande masse des salariés en raison de l'écart considérable existant entre les prix du marché noir et les prix officiels, écart parfois supérieur au rapport de 100 à 1, le système de rationnement et de blocage des prix leur a tout de même permis de subsister. Pour certaines catégories de salariés, ce niveau de vie s'est trouvé relevé par l'attribution

de cartes d'alimentation spéciales pour travailleurs de force. Au fond, l'attribution de ces cartes d'alimentation équivalait au paiement d'un salaire en nature et l'attrait de ces avantages primait nettement l'attrait des salaires en espèces. C'est pourquoi également beaucoup d'entreprises se sont efforcées d'assurer à leur personnel de substantiels avantages en nature, par l'institution de cantines ou de coopératives d'usine. Ces cantines ou ces coopératives étaient approvisionnées par des opérations de troc, une part de la production de l'entreprise étant offerte aux agriculteurs ou à d'autres usines dont la production était différente. De même, la plupart des entreprises étrangères en Allemagne ou filiales de sociétés étrangères distribuaient régulièrement à leurs ouvriers des colis de ravitaillement expédiés de Suisse, des États-Unis ou d'ailleurs. Ainsi tendait à se généraliser un système de salaire en nature qui bouleversait entièrement l'équilibre du marché du travail et le système de rationnement. Ce phénomène se développait même parfois de façon inattendue : par exemple, on signalait en Bavière des briquetteries qui payaient en partie leurs ouvriers avec des certificats représentant un certain nombre de briques ; les ouvriers achetaient du ravitaillement avec ces certificats chez des agriculteurs ou des commerçants qui prenaient livraison des briques et les utilisaient pour la reconstruction de leur ferme ou de leur maison. Du fait même que les salaires représentent la seule source de revenu possible pour une grande partie de la population et aussi en raison des avantages en nature que comportaient beaucoup d'emplois, il semble que l'effectif des salariés effectivement au travail soit demeuré relativement élevé au cours des trois années qui se sont écoulées entre la capitulation et la réforme monétaire.

L'influence de cette conjoncture a été plus sensible sur le rendement individuel de la main d'œuvre que sur le volume global de la demande d'emploi. Elle s'est traduite par un absentéisme généralisé, dont il n'est évidemment pas possible de donner une estimation quantitative, mais qui est certainement le facteur essentiel de la diminution du rendement individuel au cours des années qui ont précédé la réforme monétaire. Les travailleurs n'avaient en effet pratiquement pas d'intérêt à gagner plus que la somme nécessaire à l'achat des denrées rationnées auxquelles ils avaient droit et à quelques autres dépenses telles que loyer, transports, etc... Au lieu de travailler pour gagner des salaires supérieurs, ils préféraient se livrer à de

menus trafics et compléter les rations insuffisantes par des voyages d'approvisionnement à la campagne. L'importance que prend l'absentéisme dépend évidemment beaucoup des industries et même des entreprises, presque nul dans les entreprises dont le personnel perçoit des avantages en nature, il prend de très grandes proportions dans les industries qui n'ont pas la possibilité d'aider leurs ouvriers par des distributions en nature. L'examen des statistiques de l'assurance-maladie est à cet égard très instructif : une comparaison établie en 1947 par l'office des assurances sociales de Berlin entre les pourcentages de malades par industries montre que le pourcentage le plus bas est observé tant pour les hommes que pour les femmes dans l'alimentation et l'hôtellerie : 5,85 et 7,7 %. Le pourcentage le plus élevé est dans la métallurgie : 11,87 % pour les hommes et 13,87 % pour les femmes au 1er octobre 1947 (à cette date le pourcentage général pour Berlin n'était que de 9 % pour les hommes et 7 % pour les femmes). Pour les femmes, ce pourcentage est même encore plus élevé dans l'industrie des transports : 15,6 %. Ainsi, dans les industries où l'ouvrier présent au travail reçoit un supplément alimentaire soit officiellement, soit grâce à des chapardages, le pourcentage des malades reste extrêmement voisin de ce qu'il était avant-guerre (5 à 6 % dans les grands centres industriels) : lorsqu'on est malade on reste au travail le plus longtemps possible pour ne pas avoir à crever de faim chez soi...

Par contre, dans les industries où le personnel ne reçoit aucun avantage en nature, les pourcentages atteignent des chiffres élevés qui sont en ce qui concerne les femmes doubles du pourcentage moyen. Tout porte à croire que si l'on avait eu une statistique de l'absentéisme, elle aurait conduit à un résultat analogue.

En ce qui concerne l'offre d'emploi, les mobiles économiques étaient également très différents de ce qu'ils sont dans une économie normale. Les réserves liquides des entreprises étaient en général abondantes et les salaires et autres charges sociales payées en RM représentaient une charge insignifiante, surtout lorsqu'une part appréciable de la production était écoulée au marché noir comme il était fréquent. Les chefs d'entreprise n'hésitaient donc pas à embaucher une main-d'œuvre nombreuse et à compenser ainsi la faiblesse du rendement individuel. Dans la crainte de manquer de main-d'œuvre, ils avaient même tendance à stocker les ouvriers comme ils stockaient les matières premières, quitte à les employer à des travaux improductifs (déblaiement à la main ou nettoyage des briques) en attendant

une reprise économique. Pour la même raison également, le chiffre des offres d'emploi ne représentait pas les besoins réels en main-d'œuvre ; les offices du travail étaient en effet généralement en présence de demandes de main-d'œuvre qu'ils ne pouvaient satisfaire que partiellement et les entreprises avaient tendance à demander le plus pour obtenir le moins. En fait, dans la plupart des secteurs, la pénurie de main-d'œuvre était moins grave qu'on le proclamait.

Un premier coup d'œil sur les statistiques de main-d'œuvre laisse apparaître au contraire un chômage important qui paraît en contradiction avec les considérations qui précèdent.

Les premières données statistiques sur le chômage- dont on ait pu disposer, celles de l'autorité alliée de contrôle, font état de 1 788 000 chômeurs en février 1946, pour l'ensemble de l'Allemagne de Potsdam, et de 1 193 000 au mois de septembre de la même année. S'il est certain que la paralysie de toute la vie économique allemande s'est accompagnée, dans les mois qui ont suivi immédiatement la défaite, d'un chômage important, on ne peut cependant accorder grand crédit à ces chiffres. Il s'est en effet révélé après coup que les statistiques fournies à cette époque à l'autorité alliée de contrôle ne mentionnaient pas les chômeurs véritables, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi que les offices de travail n'étaient pas en mesure de placer, mais tous les hommes de 14 à 65 ans et toutes les femmes de 16 à 45 ans qui n'étaient pas pourvus d'un emploi et qui étaient enregistrés dans les offices de travail conformément à l'ordre N° 3 du Conseil de Contrôle et pouvaient être contraints, en cas de nécessité à accepter un emploi. Dès le début de 1947, les offices du travail ont entrepris de réviser le fichier des chômeurs et d'en exclure toutes les personnes qui n'étaient pas chômeurs au sens propre du terme. Ce travail s'est poursuivi progressivement, à un rythme différent dans les quatre zones d'occupation, et il n'a été achevé en Allemagne occidentale qu'à la veille de la réforme monétaire. Le tableau suivant donne les chiffres officiels du chômage depuis le début de 1947 pour l'ensemble des trois zones occidentales et montre la diminution régulière de l'effectif des chômeurs qui résulte de la remise en marche progressive de l'économie allemande et surtout de l'épuration des statistiques :

CHÔMEURS EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE (en 1 000)				
	Date (Fin du mois)	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes
<b>1947</b>	Janvier	574	281	855
	Mars	587	267	854
	Juin	452	186	638
	Septembre	363	133	496
	Décembre	347	119	466
<b>1948</b>	Janvier	363	119	482
	Février	360	116	476
	Mars	357	115	472
	Avril	353	116	469
	Mai	337	110	447

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des V.W. - Abteilung Statistik

À la veille de la réforme monétaire, les trois zones d'occupation occidentales ne comptaient donc que 450 000 chômeurs environ (337 000 hommes et 110 000 femmes). Si l'on retient le fait que les personnes inaptes à un travail normal par suite d'incapacité physique comptent pour plus de la moitié dans ces chiffres, on peut affirmer qu'il n'y avait pas véritablement de chômage visible à la veille de la réforme monétaire. En dépit des statistiques, dès le début de 1947, il n'y avait déjà plus de problème du chômage en Allemagne (dans le sens courant de ce terme) et jusqu'à

la réforme monétaire, c'est bien le manque de main-d'œuvre qui a préoccupé les autorités comme les entreprises ; c'est ce qui ressort du tableau ci-dessous qui met en parallèle dans chaque groupe professionnel les offres et les demandes d'emploi non satisfaites au 31 décembre 1947, pour les 3 Länder de la zone française :

Offres et demandes d'emploi en Z.F.O.		
Groupes professionnels	Demandes d'emploi au 31/12/47	Offres d'emploi au 31/12/47
1 - Agriculture	1 068	7 286
2 - Forêts	145	5 661
3 - Mines	63	1 591
4 - Carrières	183	1 882
5 - Métallurgie	1 238	4 988
6 - Musique	4	45
7 - Chimie	77	247
8 - Caoutchouc	15	45
9 - Textile	188	1 525
10 - Papier	47	240
11 - Cuir	74	233
12 - Bois	311	1 933
13 - Alimentation	411	314
14 -Vêtement	562	2 322
15 - Soins personnels	100	429
16 - Bâtiment	507	4 454
17 - Imprimerie	57	154
18 - Nettoyage, désinfection	34	152
19 - Restaurant	445	816
20 - Transports	1 046	4 508

21 - Domestiques	1 167	6 617
22 - Manœuvres	1 538	18 055
23 - Machinistes	43	159
24 - Employés	2 947	2 618
25 - Techniciens, ingénieurs	376	147
26 - Professions libérales	562	321
27 - Professions indéfinies	1 313	1

SOURCE : Secrétariat Permanent de la conférence des ministres du travail de la Z.F.O. (Ces données ne sont pas disponibles en zones américaine et britannique).

La disproportion entre les offres et les demandes d'emploi apparaît donc importante et générale dans presque tous les groupes professionnels. D'une comparaison détaillée des offres et des demandes dans ces différents groupes, on ne peut cependant pas tirer de conclusion très certaine tant en raison du peu d'importance démographique et économique de la zone française dans l'ensemble de l'Allemagne occidentale que du peu de crédit que l'on doit accorder à ces chiffres quand on ne dispose pas de tous les renseignements nécessaires pour les interpréter. On ne peut guère y chercher que la confirmation d'une tendance générale. Signalons toutefois le cas typique des professions de l'alimentation (groupe 13) ; les demandes d'emploi y sont supérieures aux offres non satisfaites et celles-ci sont relativement insignifiantes par rapport au nombre des salariés occupés dans cette industrie (314 pour un effectif de 37 000 salariés). L'industrie de l'alimentation ne connaît pas en effet de pénurie de main-d'œuvre en raison des avantages en nature qui sont offerts aux ouvriers et de ceux qu'ils s'octroient sous forme de chapardage. Dans les professions intellectuelles (groupes 24 à 27), si le nombre des demandes d'emploi est également supérieur à celui des offres d'emploi non satisfaites, c'est pour des raisons toutes différentes; c'est avant tout la conséquence d'une évolution commune à la plupart des pays de civilisation ancienne où les activités dites "tertiaires", pour reprendre une terminologie devenue classique, sont plus recherchées que les activités "secondaires et primaires".

Mais c'est aussi pour des raisons propres à l'Allemagne d'après-guerre dont la première et l'essentielle est certainement le bouleversement social qu'a provoqué la

défaite ; des classes sociales sont ruinées ou ont perdu leur source de revenu ; que ce soient les grands propriétaires terriens de l'est frappés par la réforme agraire de zone soviétique, l'aristocratie ou la bourgeoisie expulsés des territoires cédés ou les cadres de l'ancienne Wehrmacht ou ceux du parti national-socialiste, tous répugnent également au travail manuel auquel ils ne sont peut-être pas très aptes mais qui surtout symbolise pour eux un déclassement social irrémédiable. Il y a également des raisons accessoires d'ordre matériel car si les emplois de bureau ne rapportaient que rarement des avantages en nature ou une carte d'alimentation spéciale, du moins n'exigeaient-ils pas une dépense physique que ne permettait souvent pas un état de santé compromis par la guerre et les privations et une dépense d'équipement (vêtements et chaussures de travail impossibles à remplacer) trop lourde.

Dans tous les autres groupes professionnels, l'offre, est supérieure à la demande. Il faut cependant tenir compte de la situation particulière de la zone française ; en ce qui concerne l'agriculture par exemple, ces chiffres s'expliquent par le fait que la zone française a reçu très peu de réfugiés. La situation serait toute différente dans certaines régions agricoles des zones américaine ou britannique qui doivent héberger une nombreuse population de réfugiés. Par contre, les groupes "forêts" (2) ou "manœuvres" (22) sont typiques ; c'est là que le déficit de main-d'œuvre apparaît le plus grave. Ce sont des travaux de force qui nécessitent une nourriture appropriée, des vêtements et des chaussures de travail qui s'usent rapidement; or, ces activités n'apportent pas en compensation des avantages en nature assez substantiels. Là, les chiffres des autres zones confirmeraient ces conclusions, mais ils mettraient mieux en lumière la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans les mines ainsi que dans l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction qui sont mal représentées en zone française. Ce sont là les goulots d'étranglement les plus importants que rencontre l'économie allemande dans le domaine de la main-d'œuvre.

Il ne faut cependant pas considérer la pénurie de main-d'œuvre en fonction seulement des offres d'emploi non satisfaites. Le volume de l'offre se trouve anormalement gonflé et dans bien des cas elles ne correspondent pas à un besoin réel.

Si l'on compare la répartition de la main-d'œuvre employée dans les différentes branches d'activité à la veille de la guerre et à la veille de la réforme monétaire, et si l'on admet que la répartition de la main-d'œuvre en 1938 correspond dans l'ensemble à peu près aux besoins normaux des différents secteurs, la structure économique de l'Allemagne occidentale ne s'étant pas modifiée de façon fondamentale malgré la guerre, on constate que la pénurie de main-d'œuvre s'accompagne d'une répartition défectueuse de l'emploi, conséquence également normale d'une situation où les salaires et les prix ont partiellement perdu leur rôle régulateur. On ne dispose pas d'estimations quantitatives relatives au volume et à la répartition de la main-d'œuvre ainsi mal distribuée. On peut cependant les situer dans quatre grands secteurs :

1 - Dans l'agriculture : c'est certainement là que le déséquilibre entre le volume de l'emploi et les besoins réels d'une économie normale est le plus grand. À cela il y a plusieurs raisons. La plus évidente, c'est le phénomène qu'ont connu tous les pays où a sévi une grave pénurie de denrées alimentaires ; plutôt que d'être exposés à mourir de faim en ville, bien des gens ont cherché à travailler dans l'agriculture même sans salaire ou pour un salaire dérisoire, pourvu qu'ils soient nourris et logés. Les exploitants agricoles, d'autre part, dans l'impossibilité où ils étaient de dépenser les produits de leurs ventes à l'achat d'articles manufacturés, étaient plus disposés à recruter une main-d'œuvre supplémentaire.

Ces remarques peuvent paraître en contradiction avec les chiffres du tableau précédent relatif aux demandes et aux offres d'emploi par groupes professionnels, les offres d'emploi apparaissant pour l'agriculture environ sept fois supérieures aux offres. Certes ces chiffres ne portent que sur la zone française qui n'avait pratiquement pas encore reçu de réfugiés et l'agriculture y était moins surpeuplée que dans les zones britannique et américaine. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour expliquer cette disproportion entre les offres et les demandes d'emploi; il faut surtout tenir compte des conditions très particulières de cette époque pour apprécier la valeur de ces chiffres. Les offres d'emploi traduisent moins les besoins réels de l'agriculture dans des conditions économiques normales que la tendance des agriculteurs à employer une main-d'œuvre surabondante, d'une qualification et d'un rendement certes souvent déplorables, mais presque gratuite.

Le désordre qui régnait alors dans les services des offices du travail est également responsable de cette confusion car il s'est confirmé depuis que les offres d'emploi de courte durée pour les travaux saisonniers de l'agriculture avaient continué pendant des mois à figurer dans la statistique alors qu'elles étaient devenues caduques et parfois même alors qu'elles avaient été satisfaites. Pour ces diverses raisons la contradiction semble donc plus apparente que réelle. Il n'en reste pas moins que l'agriculture était certainement plus surpeuplée en zones britannique et américaine qu'en zone française. Ce sont en effet les trois Länder essentiellement agricoles, la Bavière, la Basse Saxe et le Schleswig-Holstein, qui ont reçu la plus grande partie des 9 millions de réfugiés que l'Allemagne occidentale a dû recueillir et ces réfugiés qui ne pouvaient être logés pour la plupart dans les villes où les destructions étaient immenses, ont surtout trouvé refuge dans les agglomérations rurales ; en effet, les réfugiés qui sont arrivés en convoi au cours des années 1945 et 1946, venant des territoires situés à l'Est de la ligne Oder-Neisse ou de Tchécoslovaquie ont été répartis entre les Länder non pas en fonction des possibilités d'emploi mais suivant l'espace logeable disponible. Ces réfugiés qui venaient en majeure partie des régions agricoles de l'Allemagne orientale ont donc tout naturellement recherché un emploi dans l'agriculture où un grand nombre d'entre eux ont trouvé l'abri d'un toit et la certitude de ne pas mourir de faim.

2 - C'est également l'un des facteurs qui expliquent l'augmentation exceptionnelle de l'emploi jusqu'à la réforme monétaire, dans l'artisanat et dans ce que l'on pourrait appeler l'industrie de la camelote ou de la pacotille. Ces entreprises qui n'exigeaient pas ou presque pas de capitaux étaient souvent montées par des réfugiés qui travaillaient avec des moyens de fortune et qui avaient souvent plus d'ingéniosité que de connaissances véritablement professionnelles ou techniques. La production se vendait bien en raison de l'abondance monétaire et du manque de biens de consommation et d'articles de qualité; il y entrait peu de matières premières ou des matières premières qui n'étaient pas rares, comme le bois, et il n'y avait pas ou peu de consommation d'énergie. Quand on examine en détail l'évolution de l'emploi dans les différentes branches d'activité, on peut relever la branche "instruments de musique et jouets" comme la plus typique de ce phénomène. En Bizonie, l'emploi est passé dans ces industries de 14 032 salariés au 30 juin 1946 à

29 242 au 30 juin 1948, soit une augmentation de 15 210 salariés, ce qui représente un pourcentage + 108,4 % ! C'est la plus forte augmentation d'emploi enregistrée pendant cette période, à une exception près, celle de l'industrie du verre et de la céramique (+ 113,5 %). Par contre, la branche "production des métaux" n'accusait qu'une augmentation de 16 043 salariés soit 7,4 %. La comparaison des chiffres de l'emploi dans ces branches d'activité au 25 juin 1938 et au 30 juin 1948 (pour l'ensemble du territoire fédéral) n'est pas moins éloquente.

Branches d'activité	Emploi au 25/6/1938	Emploi au 30/6/1948	+ ou - (2-3)	
1	2	3	4	
Instruments de musique, jouets	20 634	32 659	+ 12 025	+ 58 %
Production de métaux	434 474	246 425	- 188 049	- 43 %

(Territoire fédéral)

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit ; Abteilung Statistik

Encore cette statistique ne porte-t-elle que sur les seuls salariés, ce qui fausse les résultats pour une branche souvent artisanale comme celle des jouets où les travailleurs indépendants sont nombreux.<sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> A ce sujet voir : Ministère de l'économie nationale - Direction de la documentation et des études économiques - Section des économies étrangères (Institut de conjoncture), étude N° 59 du 26 février 1945 sur l'industrie des jouets en Allemagne, p.9, qui signale que sur 21 035 personnes occupées en 1933 en Allemagne dans l'industrie des jouets, on ne compte que 9 649 salariés (soit 46 %), le nombre des petits patrons étant encore plus élevé dans l'industrie des jouets en bois (2 338 sur 4 072 personnes occupées), des poupées (3 260 sur 4 777 personnes occupées) et du verre. Il est également à signaler que le travail à domicile et le travail familial sont très répandus dans ces industries (en 1925 le nombre de personnes travaillant à domicile s'élevait à 28,7 % du total des personnes occupées. Ce pourcentage atteignant même 60,8 % pour l'industrie des jouets en verre et jouets de Noël et 39,6 % pour l'industrie des jouets en étoffe.

3 - Dans le secteur des services publics, on constatait également l'inflation de personnel que l'on a toujours observée quand les pouvoirs publics sont obligés de faire fonctionner un appareil de contrôle très développé dans le domaine économique. Bien que les administrations locales aient été reconstituées dès 1946, les puissances d'occupation ont continué jusqu'en 1948 à faire de l'administration directe et elles ont dû ainsi employer un personnel allemand nombreux. Ces emplois étaient particulièrement recherchés non seulement parce qu'ils étaient bien payés et comportaient d'importants avantages en nature, mais aussi parfois parce qu'ils permettaient d'être placés à la source même du marché noir.

4 - L'inflation de personnel administratif n'épargnait pas davantage les entreprises du secteur privé; du point de vue commercial et financier, les affaires exigeaient un nombre anormalement élevé de personnel de bureau et de personnel administratif pour mener à bien les transactions compliquées à base de compensation qu'exigeait le troc des produits finis contre des matières premières.

La comparaison de l'effectif de la main-d'œuvre salariée au travail dans les cinq grands groupes économiques en juin 1938 et en juin 1948 permet dans une certaine mesure d'apporter quelques précisions sur le volume de la main-d'œuvre ainsi mal distribuée.

SALARIÉS AU TRAVAIL EN ALLEMAGNE				
Groupes Économiques	Au 25/6/1938 (2)	Au 30/6/1948 (1)	+ ou - du 25/6/38 au 30/6/48	
			en valeur absolue	En %
Agriculture et forestage	880 000	1 546 000	+ 666 000	+ 76 %
Industrie et artisanat	6 714 000	6 609 000	- 105 000	- 1,6 %

Commerce et transports	2 242 000	2 348 000	+ 106 000	+ 4,4 %
Services publics et privés	1 605 000	2 295 000	+ 690 000	+ 43 %
Services domestiques	809 000	670 000	- 139 000	- 17 %
TOTAL	12 250 000	13 468 000	+ 1 218 000	+ 10 %

### SOURCES :

(1) Wirtschaft und Statistik, Heft II Février 1950, p. 1184

(2) Bundesministerium für Arbeit, Abteilung Statistik.

L'augmentation de 76 % des effectifs de la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture et 43 % dans les services publics et privés, confirme bien les remarques qui précèdent en ce qui concerne ces deux groupes économiques. Par contre, l'industrie et l'artisanat étant réunis dans un même groupe, il n'est pas possible de mettre en valeur les pertes de main-d'œuvre subies par l'industrie et gagnées par l'artisanat. Néanmoins, le développement des activités artisanales apparaît à la lecture des statistiques relatives aux travailleurs indépendants et aides familiaux :

Travailleurs indépendants et aides familiaux en Bizone				
(en 1 000)				
Groupes économiques	en Mai 1939	au 30/6/48	+ ou - de Mai 1939 à Juin 1948	
			En valeur absolue	en %
Agriculture et forestage	3 463	3 128	- 335	- 10 %
Industrie et artisanat	833	1 106	+ 273	+ 33 %
Commerce et transports	850	829	- 21	- 2,5 %
Services publics et privés	162	230	+ 68	+ 42 %

T O T A L	5 308	5 293	- 15	
-----------	-------	-------	------	--

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Heft 8, Novembre 1949

Il est évident que l'augmentation de 33 % dans le groupe industrie et artisanat concerne en fait presque exclusivement l'artisanat de même que l'augmentation de 42 % dans le groupe des services publics et privés concerne uniquement les services privés. Ainsi, comparé avec l'avant-guerre, le volume de l'emploi a augmenté de façon très sensible dans quatre secteurs d'activité : l'agriculture, l'artisanat, et les services publics et privés; mais c'est un phénomène temporaire, conséquence directe de la désorganisation de toute l'économie, qui ne survivra pas à la réforme monétaire car il ne correspond pas à une modification de la structure économique du pays.

Dans l'industrie, malgré une certaine diminution de l'emploi, la pénurie de main-d'œuvre dont on se plaint n'en apparaît pas moins également paradoxable, si l'on rappelle qu'à la veille de la réforme monétaire, la production industrielle atteignait péniblement 50% de son niveau de 1938. En fait, l'économie allemande nécessite un emploi de main-d'œuvre hors de proportion avec son niveau de production et cette rupture d'équilibre entre le niveau de la production et le volume de la main-d'œuvre traduit la chute catastrophique du rendement individuel et du rendement global. Ceci n'est pas dû seulement au facteur main-d'œuvre, absentéisme, faible capacité de travail résultant d'un ravitaillement et de conditions d'habitat insuffisantes, vieillissement de la population active par suite des pertes de guerre et de l'absence des prisonniers, etc... mais également aux autres facteurs de la production : destruction, détérioration ou usure de l'outillage, pénurie ou mauvaise qualité des matières premières, manque de charbon et d'énergie électrique... le problème de la main-d'œuvre ne peut ainsi être dissocié des autres problèmes que pose le relèvement de l'économie allemande.

De même que dans les autres problèmes de la vie économique, les autorités alliées ont dû maintenir le dirigisme que le gouvernement national-socialiste avait instauré sur le marché du travail. L'ordre N° 3 du Conseil de Contrôle en date du 18

janvier 1946, a été l'instrument essentiel de cette politique : d'une part, il organisait un recensement général de la main-d'œuvre disponible, les hommes de 14 à 65 ans et les femmes de 16 à 45 ans. étant tenus de se faire inscrire dans les offices du travail ; d'autre part, il maintenait le dirigisme en matière de main-d'œuvre puisque toute embauche et tout licenciement était subordonné à l'autorisation préalable de l'office du travail. Le système du livret de travail et du fichier, où étaient reproduits tous les renseignements portés sur le livret de travail était conservé bien que ce soit un héritage du gouvernement national-socialiste; et les offices du travail restaient investis du droit de placer ou de déplacer les travailleurs par voie d'autorité selon les besoins des différents secteurs économiques.

Le contrôle de la main-d'œuvre était renforcé par une collaboration étroite entre les offices du travail et les services du ravitaillement et les cartes d'alimentation n'étaient délivrées que sur présentation d'un certificat d'emploi établi par l'employeur ou d'une attestation d'enregistrement à l'office du travail. En fait cependant, malgré cet appareil législatif et un système administratif perfectionné qui avait fait ses preuves, le dirigisme n'a pas été aussi rigoureux que pendant la guerre et la fraude s'est pratiquée sur une large échelle surtout par l'établissement de contrats de travail fictif; le dirigisme par une action directe en matière de main-d'œuvre était d'autre part difficilement compatible avec la démocratie libérale que les alliés occidentaux prétendaient implanter en Allemagne et le placement obligatoire par exemple n'a pratiquement pas été utilisé dans les zones de l'ouest.

Dans le domaine de la main-d'œuvre comme dans les autres domaines de la vie économique, la politique d'économie dirigée poursuivie par les alliés n'a donc pas été un succès.

## **DEUXIÈME PARTIE - Le chômage déclaré**

### ***CHAPITRE I - L'ASSAINISSEMENT ÉCONOMIQUE ET LA RÉFORME MONÉTAIRE***

Pour sortir de ce chaos économique, il n'y avait le choix qu'entre deux ordres de solution : accepter l'inflation et laisser monter les prix et les salaires jusqu'au moment où serait réalisé un équilibre correspondant au volume des moyens de paiement et

au niveau de la production, ou réaliser une opération de déflation rigoureuse. La première solution risquait de soulever les plus graves difficultés sociales et de se heurter à l'hostilité d'une opinion publique qui a encore gardé la hantise de l'inflation. D'autre part le niveau des prix et des salaires officiels invitait à tenter une opération de déflation. C'est donc à cette solution que se rangèrent très vite les alliés.

En l'absence d'un gouvernement allemand, c'était aux autorités d'occupation en effet qu'il appartenait de prendre les mesures nécessaires. Or, au terme de l'accord de Potsdam (communiqué du 2 août 1945), l'Allemagne devait être "traitée comme une entité économique" et à cette fin une "politique commune" devait être établie par les alliés dans le domaine économique.

Le rétablissement économique de l'Allemagne s'est ainsi trouvé lié au problème de son unité économique. L'histoire des négociations quadripartites sur ce problème<sup>17</sup> est jalonnée d'une série d'échecs jusqu'au moment où s'est trouvée consommée la rupture de l'Allemagne en deux blocs au début de 1948. Après un premier échec en juillet 1946 à la conférence de Paris, la "Bizonie" a été créée par la fusion sur le plan économique des zones américaine et britannique. A la conférence de Moscou en avril 1947, puis à la conférence de Londres en décembre 1947 les Soviétiques refusèrent de nouveau de souscrire à la fusion économique de l'Allemagne en ce qui concerne le commerce extérieur. Chacun de ces échecs a été suivi d'un renforcement de la structure de la Bizonie, tant sur le plan politique et administratif que sur le plan économique, et d'un accroissement de l'aide extérieure que lui fournissaient les anglais et surtout les américains. Grâce à cette aide, très appréciable, la Bizonie donnait au printemps de 1948 des signes certains d'une reprise économique.

Les négociations quadripartites sur le problème monétaire ont de même entraîné

---

<sup>17</sup>Il ne s'agit pas ici de prendre position sur un problème d'histoire contemporaine pour lequel on ne dispose pas des sources d'information nécessaires et qu'il est donc impossible de traiter avec toute l'objectivité désirable. C'est pourquoi nous résumons sans la critiquer la version française des événements telle qu'elle apparaît à la lecture des rapports du Gouvernement Militaire Français.

sans résultats jusqu'au printemps de l'année 1948. Les autorités américaines et soviétiques avaient très vite estimé que des mesures immédiates s'imposaient dans le domaine monétaire et le premier projet de réforme monétaire fut établie par le chef de la division "finances" américaine à Berlin, M. Dodge. Les autorités françaises étaient par contre beaucoup plus circonspectes et elles estimaient qu'il était imprudent d'opérer une réforme monétaire avant qu'un certain équilibre ne fut réalisé entre l'offre et la demande par une augmentation massive des importations. Les discussions, ont trainé au sein des organismes quadripartites de l'autorité alliée de contrôle jusqu'au milieu de l'année 1947. Elles ont ensuite repris très activement vers la fin de l'année 1947 par suite de la volonté évidente des américains d'arriver à une solution. Ces travaux avaient finalement abouti à rapprocher sur un grand nombre de points des opinions à l'origine divergentes. Mais aucun accord n'avait pu se faire sur l'impression des nouveaux billets, par suite de l'opposition des Russes aux mesures de contrôle estimées indispensables par les alliés de l'ouest pour surveiller l'impression qui devait se faire à la fois à Berlin dans le secteur américain de la ville et à Leipzig, en zone soviétique d'occupation.

Après l'échec de la conférence quadripartite de Londres en décembre 1947, le gouvernement américain, britannique et français s'orientèrent définitivement vers la fusion économique des trois zones d'occupation occidentales et vers une réorganisation de l'économie allemande limitée à ces trois zones. Une conférence tripartite réunie à Londres du 23 février au 5 mars 1948 jeta les bases de la nouvelle politique : les décisions de Londres suscitèrent de vives réactions de la part des Russes et l'activité du Conseil de Contrôle fut définitivement interrompue le 20 mars 1948. Dès lors, l'évolution de la situation économique dans les trois zones occidentales devait rapidement se précipiter.

La participation de l'Allemagne de l'ouest au programme de relèvement européen dans le cadre du plan Marshall passait sur le plan des réalités dès le mois suivant. Après les conversations qui eurent lieu à Francfort le 14 avril 1948 entre les trois commandants en chef des zones occidentales, l'accord multilatéral des 16 était paraphé à Paris le 16 avril pour la Bizone par le général Robertson et pour la zone française par le général König. C'était la première étape sur la voie de la fusion des

zones d'occupation occidentales, mais c'était aussi le premier pas et un pas important sur la voie du redressement économique ; l'importance de l'aide E.R.P. qui se cumule avec une aide américaine spéciale pour les territoires occupés (G.A.R.I.O.A. = Government Appropriation and Relief for Import in Occupied Areas) ressort en effet des chiffres suivants qui donnent le montant de l'aide effectivement réalisée :

Allocations en millions de \$			
	Aide militaire (GARICA)	Aide ERP	Total
1945-1946	154,6	-	154,6
1946-1947	273,1	-	273,1
1947-1948	626,7	-	626,7
1948-1949	576,9	613,5	1 190,4
1949-1950	387,8	281,7	669,5
1950-1951	-	206,8	206,8
T O T A L	2 019,1	1 102,0	3 121,1

SOURCE : Haut Commissariat de la République Française - Division de l'Économie Générale et des Finances.

La statistique des importations d'après la source de leur financement montre à quel point cette aide de l'étranger a été essentielle pour le redressement de l'économie allemande :

Importations en millions de \$ pour la Bizone seulement			
Période	Financées par l'aide extérieure	Financées par les exportations	Total

	Millions \$	%	Millions \$	%	Millions \$	%
1947	600	82 %	134	18 %	734	100%
1948	983	70 %	417	30 %	1 400	100%
1949	915	44 %	1 160	56 %	2 075	100 %

SOURCE : Statistique de la joint Export Import Agency publiée dans le Report of the Military Governor (U.S.)

Statistical Annex Issue XXVII, Mai 1949 N° 47, p. 183 et Wirtschaft und Statistik, Heft 6 de septembre 1949 p.474 - Heft II de Février 19.50, p 1246.

En même-temps, le taux de change du Mark a été stabilisé. Par rapport au Dollar, à la Livre et au Franc (jusqu'à la dévaluation de décembre 1945) les parités officielles adoptées pour la monnaie d'occupation reflétaient une dévaluation du Mark de 75 %. Les règlements extérieurs se faisaient en Dollars sur la base officielle en 1945, de 1 RM = 10 cents (en 1938, 40 cents). En fait, jusqu'en 1948, on appliqua aux différents produits des coefficients de conversion comportant des écarts considérables, chaque transaction pour l'importation ou pour l'exportation s'effectuant en principe sur la base du prix intérieur allemand d'une part et du prix dans le pays étranger intéressé d'autre part ; les taux de conversion variaient ainsi, à l'exportation de 20 à 85 cents pour 1 Mark et à l'importation de 30 cents à 1,12 \$ pour 1 Mark.

En avril 1948, il fut décidé qu'un cours unique serait adopté pour les importations et les exportations de la Bizone : 30 cents pour 1 Mark. Cela représentait donc, par rapport à 1938, une dévaluation de 25 % seulement (et non plus de 75 % comme en 1945) plus conforme à l'opération de déflation projetée et à la structure des prix et des salaires allemands. Ce taux a été définitivement adopté pour la zone française, au moment de la fusion du commerce extérieur des trois zones occidentales en octobre 1948.

L'adoption de ce nouveau cours de change devait entraîner certains relèvements de prix pour les marchandises importées, mais il restait cependant prévu que dans certains cas particuliers un taux de conversion inférieur pourrait être appliqué à

l'exportation, et un taux supérieur à l'importation. Ce fut pendant un certain temps le cas à l'importation des produits alimentaires qui restèrent vendus aux prix intérieurs allemands.

Ces mesures constituaient un premier pas vers le rétablissement de la concurrence allemande sur les marchés internationaux, condition de sa viabilité dans le domaine économique et vers la restauration d'une économie de marché sur le plan des échanges extérieurs, comme sur le plan intérieur. Ce n'était évidemment qu'un premier pas puisque, par ailleurs, le commerce extérieur restait entièrement dirigé par les alliés - l'office du commerce extérieur (Joint Export Import Agency - JEIA - pour la Bizone) détenait un monopole absolu - et qu'il se bornait à des échanges bilatéraux qui se ramenaient en fait le plus souvent à des opérations de troc, en raison de la clause du paiement en Dollars.

La deuxième étape vers la fusion économique des trois zones d'occupation occidentales a été la réorganisation bancaire qui a préparé la réforme monétaire. Sous l'influence des thèses fédéralistes françaises, la Reichsbank avait été mise en liquidation, à des dates d'ailleurs très différentes suivant -les zones d'occupation et remplacée par une banque centrale dans chaque Land<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup>Zone américaine

Bavière, Landesgesetz du 6/12/46

Wurtemberg-Bade, Landesgesetz du 7/12/46

Hesse, ordonnance du GM (US) du 7/12/46

Ces trois textes sont identiques et sont entrés en vigueur le 1/1/47

Zone française

Ordonnance N° 78 du CCFA du 18/2/47

(J.O. du 28/2/47 N° 57)

Bade, Landesverordnung du 7/4/47

Landesgesetz du 13/4/48

Wurtemberg-Hohenzollern, Rechtsanordnung du 8/7/47 et Landesgesetz du 2/8/48

État Rhéno-Palatin, Landesgesetz du 4/12/47

Zone britannique

Ces banques centrales de Land jouent le rôle de banque de réescompte et d'office central de clearing pour les banques de leur territoire et en fait elles ont hérité de la plupart des attributions de l'ancienne Reichsbank, sauf le droit d'émettre des billets de banque... Ce système fut complété peu avant la réforme monétaire par la création, le 1 mars 1948, à Francfort d'un institut d'émission : la Banque der Deutschen Länder<sup>19</sup>. Les banques centrales des Länder de la Bi- , zone avaient adhéré à cet institut dès sa création, mais ce n'est que le 17 avril que fut décidée l'adhésion des banques centrales des Länder de zone française, avec effet rétroactif à dater du 1er avril et la participation d'un représentant français à la commission alliée de la banque.

Les banques centrales de Land étaient affiliées à cet institut d'émission et étroitement reliées à lui puisque son capital avait été souscrit par les banques membres et que son conseil était composé de leurs présidents. Un comité directeur, nommé par le conseil d'administration, déterminait la politique générale bancaire et dirigeait en la coordonnant, et la contrôlant, l'activité des banques centrales de Land notamment en matière de crédit et d'escompte...

Sous le contrôle de la commission alliée de la banque, la Bank der Deutschen Länder devait être ainsi appelée à jouer un rôle capital dans la réalisation de la réforme monétaire ; C'est elle qui devait élaborer les règlements et instructions complétant les lois fondamentales de la réforme et en assurer l'application avec la collaboration des banques centrales de Land sur le plan local.

Les institutions nécessaires à la réalisation de la réforme monétaire dans les zones occidentales étaient donc en place. Les conditions économiques paraissaient également favorables à sa réussite. Le blocage des prix et des salaires maintenu par

---

Ordonnance N° 133 du GM britannique du 27/1/48 entrée en vigueur le 1/4/48

<sup>19</sup>Loi N° 60 du GM (US) et ordonnance N° 129 (amendée) du GM (UK) (cf. JO.CCFA N° 219-220 des 19 et 23/11/48). Ordonnance N° 155 bis du CCFA en date du 16 juin 1948 Ord. N° 303 du CCFA en date du 26/3/49 (JO du CCFA N° 250-256 du 1/4/49).

Ord. N° 209 du CCFA en date du 12/4/49 (JO du CCFA N° 258-259 du 8-12/4/49

Ord. N° 161 du CCFA en date du 21/6/48 (JO N° 175) Arrêté N° 86 du CCFA du 29/9/48

les autorités d'occupation allait étayer la valeur du nouveau Mark ; malgré l'importance du marché noir et quels que soient les défauts du système des prix et des salaires officiels, il y avait des prix de référence. Certes le volume de la production paraissait encore très insuffisant pour satisfaire les besoins et assurer à la nouvelle monnaie un pouvoir d'achat réel ; mais tandis que les années 1946 et 1947 avaient été mises à profit pour remettre en marche l'appareil de production et procéder aux réparations les plus urgentes, depuis les derniers mois de 1947, il apparaissait que l'économie des zones occidentales avait atteint un palier qu'elle ne pouvait guère dépasser sans une solution du problème monétaire et une aide accrue de l'étranger. Dans beaucoup de secteurs la production industrielle piétinait ; la production des mines de charbon, où les chiffres sont connus avec précision, offre un bon exemple de cette évolution :

Extraction de charbon (moyenne journalière en 1000 tonnes)	
φ 1945	116,3
φ 1946	177,8
φ 1947	234,7
Nov.1947	279,8
Déc. -	262,3
Janv.1948	254,8
Fév. -	267,6
Mars -	288,1
Avril -	268,5
Mai -	265,8
φ 1936	384,4
	(1)

Malgré l'incertitude des données statistiques relatives à la production industrielle, il reste également intéressant de citer l'indice général de la production industrielle qui paraît confirmer cette tendances :

Indice de la production industrielle en Bizone
--

(1936 = 100)	
Janv 1946	27
Φ 1946	34
Φ 1947	40
Oct. 1947	45,4
Nov. -	44,5
Déc. -	44,3
Janv. 1948	46,8
Fév. -	47,3
Mars -	50,7
Avril -	52,9
Mai -	47,0
	(2)

#### SOURCES :

(1) Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element), Vol. IV, n°.2, Fév.1949, p.137.

(2) Statistische Monatszahlen, Janv.1949, n°.6, p.15

La réforme monétaire apparaît donc comme la condition des progrès qui restent à accomplir, mais en même temps le niveau de la production reste insuffisant pour assurer le succès de cette réforme. Un accroissement massif des importations qui seraient lancées sur le marché au moment même où par ailleurs la réforme monétaire aurait libéré les stocks clandestins permettait seul de sortir de ce dilemme et de réaliser le climat d'abondance nécessaire au succès de l'opération sur le plan psychologique.

Les chiffres des importations de produits alimentaires (financées par l'aide GARIOA, et par l'aide intermédiaire, puis par l'aide ERP) pendant les mois qui ont précédé et qui ont suivi la réforme montre que sa préparation n'avait pas été négligée sur ce plan là non plus :

Importations de produits alimentaires, catégorie A (Bizone) (1)		
Mois	Quantités (en 1 000 T)	Valeurs (en milliers de \$)
Φ mensuelle 1947	367,5	43,6
Janvier 1948	310,4	40,1
Février "	359,9	47,9
Mars "	482,5	63,3
Avril "	603,7	93,0
Mai "	582,5	73,4
Juin "	714,9	90,5
Juillet "	625,7	76,0
Août "	916,5	107,3
Septembre "	796,0	95,7

(1) Importations financées par l'aide GARIOA et l'aide intérimaire puis ERP.

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element), vol IV, n°.2, fév. 49, p.179

Sur le plan économique, le terrain était donc prêt pour la réalisation de la réforme monétaire et la saison paraissait favorable, le début de l'été apportant une abondance de produits agricoles de toutes sortes qui pour la première fois depuis la guerre allait apparaître sur les marchés. C'est à ce moment là que les négociations aboutirent sur le plan politique.

Après l'interruption de l'activité du Conseil de Contrôle le 20 mars 1948, les négociations sur cette réforme s'étaient poursuivies entre les autorités américaines, britanniques et françaises et les principes en furent rapidement arrêtés. Pour mettre au point les mesures d'application, les experts alliés recoururent à la collaboration de techniciens allemands, qu'ils réunirent à cet effet pendant un mois en conclave dans un camp entouré de fils de fer barbelés et soigneusement gardé de toute indiscretion. Les nouveaux billets de banque avaient été imprimés secrètement en

Amérique dès le début de printemps mais on n'avait pas prévu à ce moment-là l'émission dans les secteurs occidentaux de Berlin et le nombre des nouveaux billets était si strictement calculé que le manque de billets qui apparut quand il fallut étendre à Berlin-Ouest la zone Deutsche Mark, amena les autorités alliées à accentuer le caractère draconien de la réforme. La loi fut finalement promulguée dans les trois zones occidentales, le 18 juin 1948 après notification préalable au Commandant en Chef soviétique. L'entrée en vigueur de la loi et le début des opérations d'échange étaient fixés au Dimanche 20 juin 1948.

La réforme reposait sur le principe d'une contraction brutale de la masse monétaire.

Elle était en grande partie inspirée du plan américain initial, le plan Dodge. La disposition essentielle de ce plan était la réduction dans la proportion de 10 à 1 de tous les moyens de paiement, des comptes en banques ainsi que des créances et dettes privées. Une monnaie nouvelle devait être créée et mise en circulation à l'occasion d'un échange opéré suivant cette proportion. Finalement, faute surtout de billets, le taux de 1 pour 10 n'a été respecté que pour les créances, mais l'échange des billets et comptes en banques des particuliers a été réalisé grosso modo à raison de 6,5 %.

Le plan initial américain prévoyait ensuite une répartition équitable des charges nées de la guerre entre les détenteurs de créances "monétaires et les propriétaires de biens réels. Les mesures qu'il comportait à cet effet ne furent pas adoptées par les alliés lors de la réforme monétaire de juin 1948 et l'égalisation des charges fut laissée au soin des autorités allemandes. Il a paru en effet préférable à l'époque de les laisser prendre leurs responsabilités dans un domaine qui touchait plus les intérêts privés allemands que la situation économique générale du pays.

Les principales dispositions de la réforme étaient les suivantes :

1 - Les personnes physiques ont pu échanger 40 DM au pair. Le surplus de RM devait être déposé en banque, sauf 20 RM par personne qui devaient faire l'objet d'un second débloqué dans les deux mois. Cette seconde tranche de 20 II«

a été versée effectivement à partir du 20 août.<sup>20</sup>

2 - Les entreprises ont reçu une dotation de 40 DM par salarié et un deuxième versement de 20 DM deux mois plus tard.

3 - Les comptes en banque en RM ont été valorisés à concurrence de 10 % en DM, mais la moitié en restait bloquée tandis que l'autre devenait disponible au fur et à mesure des autorisations données par les services allemands des finances, après vérification de l'origine licite des fonds.<sup>21</sup> Les modalités de déblocage de la seconde moitié devaient être décidées par les autorités d'occupation dans un délai de trois mois. Devant la hausse des prix constatée après la réforme monétaire, les Anglais et les Américains étaient hostiles au déblocage; les Français désiraient voir ces sommes réservées à des investissements ; Finalement le 4 octobre, était décidé <sup>22</sup> un déblocage de 1,5 % et l'annulation pure et simple de 3,5 %. Sur ces 1,5.%, 1 % était crédité à un compte libre et le solde soit 0,5 % des anciens avoirs en RM était versé à un compte qui devait être rendu disponible en vue de l'acquisition de valeurs à long et à moyen terme, après fixation d'une procédure complexe d'investissement dans certains types de valeurs agréées, ce qui a été fait par une décision de la Commission Alliée de la Banque entrée en vigueur le 5 mai 1949.<sup>23</sup>

4 - les collectivités publiques n'ont pas été alimentées par une conversion de leurs avoirs en RM ; Ces avoirs ont été au contraire annulés et les collectivités publiques ont reçu une dotation forfaitaire égale à un mois de leurs recettes fiscales (recettes moyennes des six derniers mois)<sup>24</sup>

5 - De même les avoirs des Banques centrales des Länder et des banques privées ont été annulés en totalité. La couverture de leurs exigibilités était réalisée

---

<sup>20</sup>Arrêté N. 80 du C.C.F.A. du 18 août 1948

<sup>21</sup>Ordonnance N 160 du C.C.F.A. du 26 juin 1948 (J.O. n. 177 bis du 27 juin 1948)

<sup>22</sup>Ordonnance N. 175 du C.C.F.A du 30 septembre 1948 (J.O. n. 205 du 1<sup>er</sup> octobre 1948)

<sup>23</sup>Décision de la Commission Bancaire Alliée publiée au J.O. du C.C.F.A. n. 268/269. des 13/17 mai 1949

<sup>24</sup>Ordonnance 158 du CCFA

de la façon suivante :<sup>2526</sup>

- 15 % de leurs exigibilités à vue et 7 <sup>1/2</sup> % de leurs exigibilités à terme, en monnaie nouvelle, étaient couvertes par une ouverture de crédit à la Banque centrale de Land.
- Les exigibilités des Banques centrales de Land étaient couvertes à concurrence de 30 % par une ouverture de crédits à la Banque d'Émission. Après cette opération, la différence comptable entre l'actif et le passif était couverte par l'inscription de "créances de péréquation", titres émis par les Länder, portant intérêt à 3 % et mobilisables par les établissements financiers auprès des banques centrales de Land et par celles-ci auprès de la banque d'émission.

6 - La dette publique n'était pas annulée mais le service en demeurait suspendu.<sup>27</sup>

7 - La loi dite d'émission enfin a défini la nouvelle monnaie, le Deutsche Mark, et consacré le droit d'émission conféré à la Banque des pays allemands (Bank der Deutschen Länder). Elle a fixé un plafond de la circulation à 10 milliards de DM.<sup>28</sup>

Ainsi en définitive, à une circulation d'environ 36 milliards de RM et à une masse de dépôts bancaires de 112 milliards de RM, soit au total 148 milliards de RM de moyens de paiements annulés par la réforme monétaire dans les trois zones occidentales, a été substitué une circulation qui était à la fin de décembre 1948 d'environ 6 milliards de DM et un volume de dépôts en DM libres d'environ 12 milliards de DM.

La réforme monétaire a donc amputé beaucoup plus sévèrement la masse des dépôts bancaires que la circulation fiduciaire proprement dite et la capacité de crédit

---

<sup>25</sup>Ordonnance 160 du CCFA

<sup>26</sup>Arrêté N. 73 du 26 juin 1948 (J.O. C.C.F.A. n.177 du 27/6/48)

<sup>27</sup>Ordonnance 160 du CCFA

<sup>28</sup>Ordonnance N.159 du C.C.F.A.(J.O. C.C.F.A. n.176 du 24/6/48, en date du 18 juin 1948

des banques s'est trouvée très réduite du fait de la disproportion qui en est résulté entre la masse des dépôts et le montant des billets en circulation ; le rapport entre ces deux moyens de paiements qui était de 1 à 4 dans l'Allemagne de 1938, et de 1 à 3 approximativement à la veille de la réforme monétaire, n'était plus que de 1 à 2 en décembre 1948.

La réforme monétaire a entraîné également une réforme fiscale. Dès la fin de 1945, en vue de résorber une partie du pouvoir d'achat excédentaire provoqué par l'inflation, un des premiers actes du Conseil de Contrôle avait été une augmentation massive des impôts ; cette fiscalité excessive ne se justifiait plus après la réforme monétaire; au contraire des mesures d'allègement s'imposaient afin de ne pas entraver la reconstitution de l'épargne. Les alliés ont donc procédé à une réduction considérable des impôts directs<sup>29</sup> Cette réduction a atteint environ 35 % pour les impôts sur les revenus et les salaires et 5 % pour l'impôt sur les sociétés. En matière d'impôts indirects, des mesures d'allègement étaient également prévues, mais elles n'ont été réalisées que plus tard lorsque la reprise de l'activité économique et le développement de la consommation ont permis de compenser dans une certaine mesure la moins-value qu'entraînait cette réforme fiscale.<sup>30</sup>

La réforme monétaire s'est accompagnée d'importantes mesures d'ordre économiques en effet, dès l'introduction du nouveau Mark, l'apparition sur les marchés des stocks clandestins, offerts à des prix assez voisins des prix officiels, a créé le climat favorable pour un retour à une politique économique plus libérale. Sous l'impulsion du Dr. Erhard, Directeur du Département de l'économie dans l'administration allemande de la Bizone, c'est toute une politique économique nouvelle, d'inspiration extrêmement libérale qui a été inaugurée. Les autorités anglaises et américaines ont d'ailleurs laissé la responsabilité de cette politique à l'administration bi-zonale allemande et ne se sont réservés que le droit (dont elles n'ont pas fait usage) d'opposer un veto à ses décisions. Les décisions essentielles

---

<sup>29</sup>Ordonnance N° 161 du C.C.F.A, en date du 21 juin 1948 (J.O. n. 175) Arrêté n 86 du C.C.F.A. du 29/9/48

<sup>30</sup>Ordonnance H. 183 du C.C.F.A. en date du 18 octobre 1948 (J.O. du C. O.P.A. H. 210 - 211)

ont été la suppression de la plupart des mesures de contingentement, de rationnement et de contrôle des prix, en Bizone. Le contingentement n'a plus été maintenu que pour quelques matières premières industrielles (acier, charbon, produits chimiques entrant dans la fabrication des engrais). Le rationnement individuel n'a plus porté que sur les textiles, chaussures et sur les principales denrées alimentaires. Parallèlement les prix ont été libérés pour toutes les marchandises qui cessaient d'être contingentées ou rationnées et même pour certaines de celles qui le demeuraient. En zone française-le contingentement et le rationnement ont été maintenus plus longtemps qu'en Bizone et sur un nombre un peu plus important de produits et les prix sont restés fixés soit par les autorités d'occupation soit par les autorités allemandes sous le contrôle du Gouvernement militaire. Ce n'est que progressivement que la politique économique de la zone française s'est alignée sur celle de la Bizone, à mesure que s'est dessinée sur le plan politique la fusion des trois zones occidentales.

Parallèlement à la libération des prix les autorités de la Bizone ont dû supprimer le blocage des salaires; ce fut l'objet d'une loi du 29 octobre 1948. Désormais les salaires seront librement négociés entre les syndicats et le patronat et feront l'objet de conventions collectives.

Ainsi après plus de dix ans d'un dirigisme sévère la vie économique de l'Allemagne occidentale va se développer à nouveau dans le cadre d'une économie de marché. Quelles seront les conséquences dans le domaine de la main-d'œuvre de l'opération de déflation que viennent de réaliser les alliés, et du retour rapide à une économie de marché ?

## ***CHAPITRE II - L'EFFET DE CHOC ET L' APPARITION DU CHÔMAGE***

En restaurant soudain la valeur de la monnaie dans une économie de marché, la réforme monétaire a brutalement modifié les mobiles économiques des demandeurs d'emploi comme ceux des chefs d'entreprises.

Les salaires représentent désormais un pouvoir d'achat effectif et les dispositions psychologiques des salariés ou des demandeurs d'emploi éventuels tendent

rapidement à redevenir ce qu'elles sont dans une économie monétaire normale. L'effet le plus instantané et le plus spectaculaire de la réforme monétaire a été la libération des stocks clandestins. L'abondance a réapparu comme par enchantement pour tous les biens de consommation. Après des décades d'austérité et des années de disette aiguë, le commerce paraît regorger soudain de produits et de biens de toutes sortes offerts à des prix géographiquement variables mais en général modérés. On assiste donc dès les premiers jours à une poussée de la demande sur les biens de consommation courante, en particulier sur les produits alimentaires, les textiles, les chaussures et les articles ménagers.

Bien vite cependant, une constatation s'est imposée à l'esprit de chacun ; la nouvelle monnaie est une chose rare. L'attribution par tête avait été très faible (40 DM) et les disponibilités des acheteurs s'épuisent rapidement; et pourtant, les besoins à satisfaire sont immenses. Il importe donc à nouveau de gagner de l'argent.

De nouvelles couches de demandeurs d'emploi apparaissent donc sur le marché du travail : personnes dont les économies liquides se sont épuisées rapidement après la ponction que la réforme monétaire leur a fait subir; femmes qui désirent apporter un supplément au revenu du ménage ; jeunes gens que la réforme monétaire a forcé à interrompre ou à abandonner leurs études; intermédiaires de toutes sortes qui vivaient d'activités plus ou moins rémunératrices dans le processus clandestin de la distribution... La statistique des demandes d'emploi non satisfaites à la fin du mois en zone française illustre bien ce phénomène :

Date	Hommes	Femmes
31/12/47	10 577	3 844
2 juin 1948 : Réforme monétaire		
30/ 6/48	14 050	4 970
30/9/48	20 585	11 488
31/12/48	21 036	10 170

SOURCES : Secrétariat Permanent de la conférence des Ministres du Travail de la Z.F.O.

Mais plus important encore du point de vue économique est le changement d'attitude dans le travail que l'on constate chez les salariés. L'absentéisme disparaît presque du jour au lendemain. L'ouvrier n'a plus à aller chercher du ravitaillement à la campagne et il a désormais la crainte d'être renvoyé. Le rendement de la main-d'œuvre commence donc à se relever :

Date	Indice du rendement par heure de travail du salarié : 1936 = 100 (1)	Augmentation en % par rapport au chiffre précédent
Juin 1948	62,8	
Sept. 1948	72,4	+ 15,3 %
Déc. 1948	82,8	+ 0,5 %
Mars 1949	78,4	+ 7,7 %
Juin 1949	80,8	+ 3,0 %

(1) SOURCE : Office statistique de la Bizone. Le calcul de cet indice est limité à la Bizone et porte sur l'industrie sans le bâtiment, l'énergie, l'alimentation et les stimulants.

Ces résultats ne doivent cependant faire illusion; ils traduisent une augmentation incontestable du rendement ; mais ils sont faussés par l'apparition, dans la statistique de la production industrielle, de la fraction de la production qui avant la réforme monétaire était camouflée en vue de la constitution de stocks clandestins, ou détournée vers le circuit du marché parallèle.

En même temps qu'une augmentation du rendement de la main-d'œuvre, on constate une augmentation de la durée du travail car désormais les ouvriers sont disposés à travailler à plein temps et même à faire des heures supplémentaires. La moyenne hebdomadaire des heures de travail qui avant la réforme monétaire se situait généralement un peu en dessous de 40 h tend rapidement à rattraper le niveau des autres pays et même à le dépasser :

Moyenne hebdomadaire des heures de travail				
Date		Allemagne (Bizone)	France	Royaume Uni
$\Phi$ 1946		39,4	43,3	46,2
1947	Mars	37,5	44,8	45,0
	Juin	41,0	45,3	
	Septembre	39,9	45,0	
	Décembre	37,4	44,6	
1948	Mars	40,7	44,9	45,3
	Juin	41,1	44,8	
	Septembre	43,8	44,8	45,3
	Décembre	44,6	43,8	
1949	Mars	45,3	43,6	45,3
	Juin	46,3	43,7	

SOURCE : Revue internationale du travail (Publication mensuelle du B.I.T.)

En ce qui concerne les offres d'emploi et l'attitude des employeurs, la réforme monétaire a de même provoqué un changement radical de situation.

Désormais, les chefs d'entreprises n'ont plus la crainte de manquer de main-d'œuvre, sauf peut-être pour la main-d'œuvre qualifiée. Loin de chercher à embaucher, ils sont plutôt tentés d'envisager des licenciements. Les industries rencontrent en effet des difficultés de trésorerie et dans chaque secteur industriel les difficultés éprouvées sont d'autant plus grandes que le stade de la production est plus éloigné du consommateur. Ce sont donc les industries des matières premières et celles des biens d'investissement ou d'équipement lourd qui sont les plus touchées. Dans ce secteur, la réforme monétaire a posé dès les premiers jours le problème du coût de production, en laissant aux entreprises une trésorerie trop étroite et en faisant disparaître le marché parallèle comme solution de leur équilibre financier. Les chefs d'entreprises doivent désormais chercher à rationaliser leur production, à calculer les coûts et à éliminer les méthodes de travail trop onéreuses. Mais dans les premiers mois qui suivent la réforme monétaire, **ceci n'est vrai que des industries les plus éloignées du consommateur**. Dans les autres, au contraire,

l'augmentation de la production s'effectue généralement abstraction faite de toute question de rentabilité, car on profite de la hâte des consommateurs à satisfaire leurs besoins et du désordre qui règne sur les marchés à la consommation, faute de points de repères après un tel bouleversement des habitudes.

Ce renversement de la conjoncture sur le marché du travail provoque en premier lieu et dès les premiers jours de la réforme un effondrement brutal des offres d'emploi. Ces quelques chiffres relatifs d'une part à l'ensemble de la zone américaine, d'autre part à la Bavière, permettent de suivre la situation des offres d'emploi presque au jour le jour et sont particulièrement éloquentes.

Offres d'emploi		
Date	zone américaine	Bavière
<b>1948</b> 31 mai	341 610	170 943
20 juin	pas disponible	161 061
23 -	-	73 587
26 -	-	55 221
30 -	113 641	30 733
03 juillet	96 673	26 146
07 -	86 529	25 429
10 -	82 812	24 993
13 -	77 820	24 752

	17 -	74 103	25 951
	21 -	70 420	26 176
	24 -	70 222	26 481
	28 -	70 221	27 156
	31 -	70 348	27 656
4	4 août	69 908	27 853
7	07...-	69 888	28 068
11	11 -	70 229	28 725

SOURCE : Report of the Military Governor for Germany (U.S.) n°.37 de juillet 1948  
Statistical annex n°.17 p.13

Là encore, cependant, il convient d'interpréter les chiffres et de ne pas perdre de vue que les offres d'emploi étaient avant la réforme monétaire très supérieures aux besoins réels, en raison du peu d'empressement de la main-d'œuvre qui incitait les entreprises à demander le plus pour obtenir le moins. La diminution des offres d'emploi au moment de la réforme monétaire ne correspond donc pas à une diminution équivalente des possibilités d'emploi réelles. D'autre part elle ne représente pas uniquement des annulations d'offre d'emploi mais également des offres rapidement satisfaites à la suite de l'augmentation des demandes, ce que montre bien une augmentation sensible du nombre des placements effectués par les offices du travail :

<b>Placements et offres d'emploi en Bizone de Mai à Novembre 1948</b>			
<b>Période</b>	<b>Placements au cours du mois</b>		<b>Offres d'emploi non satisfaites à la fin du mois</b>
<b>1948</b>	Mai	368 570	724 600
	Juin	389 373	604 800
	Juillet	506 859	245 000

Août	480 818	235 400
Septembre	454 611	261 100
Octobre	517 662	268 800
Novembre	461 687	245 200

SOURCE : Statistische Monatszahlen, publication mensuelle de l'office statistique de la Bizone n°. 6 de janv. 1949, p.4.

Cette augmentation du nombre des placements effectués correspond à une modification de la structure de l'emploi qui doit s'adapter à de nouvelles conditions économiques. Cette adaptation ne se fera en quelques jours ou même en quelques mois. A ne considérer que son volume global, il semble que l'emploi n'ait pas immédiatement été affecté par la réforme monétaire puisqu'il n'a pratiquement pas varié de juin à septembre 1948 (- 5 000 pour l'ensemble du territoire fédéral). Mais un examen plus détaillé des statistiques montre que sa composition a changé et que ce processus de transformation qui va se poursuivre et s'accuser au cours des années suivantes a bien été déclenché dès les premiers jours de la réforme monétaire qui a bouleversé l'équilibre du système économique existant auparavant.

Dans l'agriculture, la diminution de l'emploi qui était déjà amorcée depuis 1946 se précipite brusquement. Les agriculteurs ne tiennent plus à nourrir la main-d'œuvre qui n'est pas strictement indispensable; ils sont pressés de vendre le plus possible pour se procurer de la monnaie nouvelle. De leur côté, beaucoup de travailleurs agricoles, qui de par leur métier appartenaient à l'industrie, étaient maintenant enclins à délaissier les travaux des champs pour ceux de l'usine. Le tableau suivant montre l'accélération du rythme de l'exode rural dans la Bizone après la réforme monétaire.

<b>Diminution par trimestre du nombre des salariés occupés dans l'agriculture et les forêts (Bizone)</b>				
Trimestre	Avant la réforme monétaire		Après la réforme monétaire	
	1947	1948	1948	1949

3 <sup>e</sup> . trimestre	- 13		- 89	
4 <sup>e</sup> . trimestre	- 58		- 84	
1 <sup>er</sup> trimestre		- 60		- 74
2 <sup>e</sup> trimestre		- 12		- 5
T O T A L	- 143		- 252	

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany  
British Element vol. IV n°.2, Février 1949, p.63

En ce qui concerne l'évolution de l'emploi dans le secteur des services publics et privés, la réforme monétaire marque une coupure encore plus sensible : augmentation continue des effectifs de salariés avant la réforme, diminution rapide après. Cette diminution provient en premier lieu de licenciements dans les services publics. L'approvisionnement en monnaie nouvelle, égal à un mois de recette, qui avait été alloué aux collectivités publiques s'est révélé insuffisant en raison de la chute des recettes fiscales rendue inévitable par le resserrement des trésoreries consécutif à la réforme monétaire. Même à plus longue échéance la réforme fiscale devait entraîner une diminution sensible des rentrées et cependant il fallait équilibrer les budgets avec les recettes ordinaires ;<sup>31</sup> les autorités d'occupation avaient inclus ce principe sous forme de disposition impérative dans les lois fondamentales relatives à la réforme monétaire, afin d'éviter par là une source d'inflation et elles s'étaient réservé le droit d'intervenir en matière budgétaire si ce principe n'était pas respecté.

Les administrations allemandes ont donc été amenées à opérer des licenciements, rendus d'ailleurs possibles par l'abandon de certains contrôles économiques, dans la domaine du rationnement notamment. Les autorités d'occupation de leur côté également ont réduit le volume de leur appareil administratif à mesure qu'elles laissaient de plus larges responsabilités aux autorités allemandes, en passant de la phase de l'administration directe à celle d'un simple contrôle; elles ont donc été amenées à procéder à des licenciements parmi le

---

<sup>31</sup>Ordonnance du CCFA N° 160 du 26 juin 1948 relative à la réforme monétaire (art. 76) du CCFA N° 177 du 27/6/48

personnel allemand de leurs services, d'autant plus que leurs budgets en DM étaient plus limités qu'avant la réforme monétaire alors qu'elles avaient la possibilité d'émettre de la monnaie d'occupation. Dans les services privés enfin, la nécessité d'une gestion rentable adaptée aux nouvelles conditions économiques a amené également une diminution de l'emploi. Voici à titre d'exemple l'évolution de l'effectif des salariés au travail dans le secteur des services publics et privés, pour la Bizone seulement :

Salariés au travail dans les Services Publics et Privés - Bizone -		
Date (Fin du mois)	Salariés au travail	Augmentation ou diminution par rapport au chiffre précédent (en 1000)
Mars 1947	1 897	
Juin -	1 959	+ 62
Sept. -	2 011	+ 52
Déc. -	2 049	+ 38
Mars 1948	2 062	+ 13
Juin -	2 075	+ 13
Sept.....-	2 001	- 74
Déc.	1 952	- 49
Mars 1949	1 916	- 36
Juin -	1 894	- 22
Sept. -	1 872	- 22

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany  
British Element vol. IV,n°.2,Février 1949, p.53 et Wirtschaft und Statistik, Heft 7  
Octobre 1949 p.573

Dans le secteur des services domestiques, le recul de l'emploi amorcé dès la fin de l'année 1947 se poursuit à peu près au même rythme sous l'influence de la diminution des effectifs du personnel allié des autorités d'occupation et des embarras d'argent causés pour beaucoup d'allemands par la réforme monétaire.

Mais les variations de l'emploi dans ce secteur d'activité portent sur de faibles effectifs et n'affectent guère l'évolution du volume global de l'emploi.

Dans le secteur du commerce et des transports, on assiste à une diminution de l'emploi dans les transports, qui se précipitera au cours du dernier trimestre de l'année 1948 et se poursuivra en 1949, du fait surtout des licenciements auxquels sont contraints les chemins de fer. L'octroi d'un approvisionnement en DM égal à un demi-mois de recettes prévu pour la Bundesbahn par les lois sur la réforme monétaire a été très insuffisant, et à cette source passagère de difficultés est venu s'ajouter le déficit causé par une diminution considérable du trafic voyageurs maintenant que les voyages ne sont plus payables en RM mais en DM.

Période ou date (fin du mois)	Indice du nombre de "Voyageurs-Kilomètre" sur la Bundesbahn (Base 1936 = 100) (1)	Personnel employé par la Bundesbahn (en 1 000) (I)	Salariés employés dans les transports (en 1 000) (2) (chemins de fer + autres transports)
Mars 1948	300,8	507,7	775,0
Avril -	283,2	515,6	
Mai -	325,7	521,1	
Juin	293,8	527,2	797,8
Juil.	127,5	529,8	
Août	162,6.	529,4	
Sept.	153,4	528,1	792,3
Oct.	154,4	524,9	
Nov.	154,6	518,1	
Déc. -	149,4	497,9	715,3

(Pour la Bizone seulement)

(1) SOURCE : Wirtschaft und Statistik, n°.7 d'octobre 1949, p.621 et 622

(2) SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the control commission for Germany (British Element). Vol. IV n°.2 Fév 1949, p.66

Par contre, dans le commerce, le nombre des salariés employés qui augmentait rapidement depuis 1946, a continué sa progression, à un rythme sensiblement égal. En effet le commerce a généralement tiré de gros bénéfices du marché noir avant la réforme monétaire et il a été ensuite le premier bénéficiaire de cette réforme qui a permis impunément la liquidation de stocks clandestins dans des conditions particulièrement avantageuses. la réforme monétaire n'a donc pas affecté de façon sensible l'évolution de l'emploi dans ce secteur :

Date (fin du mois)	Salariés au travail dans le secteur commerce et banque. (Pour la Bizone seulement ) (en 1 000)	Augmentation avant et après la réforme monétaire (en 1 000)
Sept 1947	920,9	+ 69
Déc. -	942,8	
Mars 1948	957,3	
Juin -	989,8	+ 71,7
Sept. -	996,4	
Déc. -	1 048,9	
Mars 1949	1 061,5	

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element) vol. IV, n°.2 Février 1949, p.66

En ce qui concerne le secteur de l'industrie et de l'artisanat, la progression de l'emploi qui n'avait pas cessé depuis 1946 s'est poursuivie (+ de 181 000 de juin à septembre 1948). Mais cette progression du chiffre global de l'emploi dans ce secteur cache une évolution différente dans les divers groupes d'industrie :

<b>Évolution de l'emploi dans quelques groupes d'industrie (Bizone)</b>		
Groupes d'industries	2e.trimestre 1940	3e.trimestre 194 a

Instruments de musique, jouets	- 1 300	- 9 400
Travail du bois	+ 15 300	- 7 700
Mines autres -que les mines de charbon	+ 9 700	- 8 200
Mines de charbon	+11 000	- 3 400
Textiles	+17 800	+ 22 800
Vêtement	+14 900	+15 400
Production de fer,acier et métaux non ferreux	+ 7 400	+20 600
Travail des métaux	+11 800	+14 600

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element) Vol. IV,n°.2, Fév.1949, p.64 à 66.

La diminution de l'emploi dans les groupes "instruments de musique", "jouets" et "travail du bois" traduit la crise qui frappe, depuis la réforme monétaire, les activités artisanales et l'industrie de la "camelote". Les objets d'une utilité contestable, ou en tous cas secondaire, et de mauvaise qualité ou de qualité médiocre, ne se vendent plus. L'emploi tend à retrouver dans ces industries son volume d'avant-guerre. Dans les mines par contre la diminution des effectifs de main-d'œuvre ne correspond pas à une diminution des possibilités d'emploi mais à un bouleversement des mobiles économiques des salariés. Jusqu'à la réforme monétaire; le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire dans les mines n'a pu être assuré que grâce à des avantages en nature considérables. Depuis la réforme, ces avantages ont perdu leur attrait et les mineurs - qui souvent n'étaient pas mineurs de profession ont maintenant tendance à reprendre leur ancien métier (souvent l'industrie métallurgique) eu à abandonner les mines pour d'autres professions moins pénibles et aussi bien payées. L'augmentation de l'emploi dans l'industrie textile et dans l'industrie métallurgique, supérieure pendant le 3ème trimestre 1948 à ce qu'elle a été au cours du trimestre précédent, traduit non seulement l'essor que connaissent ces industries, dont l'approvisionnement en matières premières s'améliore considérablement, mais aussi une normalisation du marché du travail et la tendance de l'emploi à retrouver

une répartition analogue à celle d'avant-guerre. Rappelons<sup>32</sup> en effet par exemple que pour l'industrie textile l'emploi était inférieur, au 30 juin 1943, de 26 % au chiffre de juin 1938 et pour l'industrie de la production des métaux de 43 %.

Ainsi, un niveau général de l'emploi pratiquement stationnaire au lendemain de la réforme monétaire recouvre en fait une évolution très différente tant dans les secteurs de l'économie que dans les divers groupes d'industrie, différences qui s'expliquent par les ajustements rendus nécessaires à la suite de la réforme monétaire.

De même, l'évolution de l'emploi est différente dans les deux sexes : jusqu'à la réforme monétaire le pourcentage, de la main-d'œuvre féminine dans le total des salariés au travail n'avait pas cessé de décroître. Cette évolution s'expliquait d'une part par le retour des prisonniers de guerre, d'autre part, par le fait que le faible pouvoir d'achat des salaires n'incitait pas les femmes mariées à rechercher un emploi. La réforme monétaire a brusquement renversé le sens de cette évolution et désormais, malgré des temps d'arrêt, le pourcentage de la main-d'œuvre féminine dans l'effectif des salariés augmentera de façon générale dans la plupart des secteurs de l'économie :

<b>% de la main-d'œuvre féminine dans l'effectif des salariés (1)</b>						
Date (fin du mois)	Agriculture et forêts	Industrie et artisanat	Commerce et transports	Services publics et privés	TOTAL	
Juin 1947	34,2	18,0	27,9	36,6	29,6	
Sept. -	33,9	17,9	27,5	35,8	29,1	
Déc. -	33,5	18,0	27,2	35,2	28,8	
Mars 1948	32,5	18,2	26,7	35,0	28,4	
Juin -	33,1	18,1	26,5	34,8	27,1	
Sept. -	33,9	18,8	26,7	35,0	28,3	

---

<sup>32</sup>Statistique du Ministère Fédéral du Travail : par branches d'activité et pour l'ensemble du territoire fédéral.

Déc.	-	33,9	19,9	27,9	35,6	28,0
Mars	1949	33,8	20,6	28,4	35,3	29,3
Juin	-	34,5	20,3	29,0	35,6	29,3
Sept.	-	34,6	20,4	29,6	36,0	29,4

(1) (Pour la Bizone seulement)

SOURCE : Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element), Vol. IV, n° 2. de Fév. 1946, p,63.  
Wirtschaft und Statistik, n°.7 d'Oct. 49, p.573

La tendance à la substitution de la main-d'œuvre féminine à la main-d'œuvre masculine est générale après la réforme monétaire dans tous les groupes d'industrie à la seule exception des industries qui comportent des travaux de force où le travail féminin n'est plus rentable. Cette tendance se traduit suivant le cas soit par une augmentation de l'emploi chez les femme en face d'une diminution de l'emploi chez les hommes, soit par une augmentation de l'emploi chez les femmes supérieure en pourcentage à l'augmentation de l'emploi enregistrée chez les hommes, soit enfin par une diminution de l'emploi chez les femmes inférieure en pourcentage à la diminution de l'emploi enregistrée chez les hommes. Voici quelques exemples particulièrement frappants tirés des statistiques de l'emploi du troisième trimestre 1948 dans la Bizone :

Groupes d'industrie	Augmentation ou diminution de l'emploi du* 30/6/1948 au 30/9/1948 en % (Bizone)	
	Hommes	Femmes
Mines de charbon	- 0,1 %.	- 17,9 %
Pierres et terres	+ 3,6 %	- 3,2 %
Mécanique de précision - optique	- 0,6 %	+ 10,5 %
Transformation fer – acier - métaux	+ 3,5 %	+ 18,7 %
Electrotechnique	+ 0,1 %	+14,3 %
Cuir	+ 3,0 %	+ 10,9 %

Caoutchouc	+ 1,8 %	+ 17,2 %
------------	---------	----------

SOURCE : Calculé d'après la Statistique de l'emploi donné dans Monthly Statistical Bulletin of the Control Commission for Germany (British Element) Vol. IV, n°.2, Fév 1949, p.64 à 66.

Ce phénomène paraît s'expliquer d'une part par le fait que parmi les nouveaux demandeurs d'emploi apparus depuis la réforme monétaire il y a une forte proportion de femmes, d'autre part par le niveau plus bas des salaires féminins qui rend dans beaucoup d'industries l'emploi de la main-d'œuvre féminine plus avantageux du moment que réapparaît la nécessité de réduire les prix de revient. La différence entre les salaires masculins et les salaires féminins est en effet beaucoup plus accusée en Allemagne que dans la plupart des autres pays européens. Une simple comparaison avec les salaires français montre combien est anormal l'écart qui existe en Allemagne entre les salaires des deux sexes et explique l'importance de ce facteur dans l'évolution de l'emploi depuis la réforme monétaire.

<b>Différence entre les salaires horaires bruts, masculins et féminins pour les ouvriers (I)</b>				
Date	Salaires masculins	Salaires féminins	Différence en chiffres absolus (2-3)	% par rapport aux salaires masculins (4 par rapport à 2)
1	2	3	4	5
<b>Allemagne (Bizone seulement)</b>				
	en Dpf.	en Dpf.	en Dpf.	
Juin 1948	106,5	63,5	- 43,0	- 40 %
Sept. 1948	115,8	72,1	- 43,7	- 39 %
Déc. 1948	121,6	76,4	- 45,2	- 37 %

<b>France</b>				
	en Frs.	en Frs.	en Frs	
Juin 1948	65,1	58,4	- 6,7	- 9,7 %
Sept.1948	71,3	63,0	- 8,3	- 11,6 %
Dec. 1948	75,3	66,9	- 8,4	- 11,1 %

(1) Pour la France, Sources : Revue internationale du travail. **Vol. II** , n° 5, mai 1949, p.639. Les chiffres cités sont ceux de la statistique du niveau général des salaires ; c'est une statistique des taux de salaire, c'est à dire qu'elle repose en général sur les salaires fixes dans les conventions collectives. Elle porte sur toutes les branches d'activité (industrie, bâtiment, commerce, transports) sauf l'agriculture, les mines, l'alimentation, les boissons, le tabac, la navigation, les services publics et les services domestiques. Les chiffres sont les taux horaires bruts utilisés dans le calcul du paiement pour heures supplémentaires, en plus des taux de base, toutes les primes collectives (allocation de vie chère, primes de production, etc..) sont incluses mais non les primes individuelles (travail aux pièces, allocations de déplacement, etc., ).

Pour l'Allemagne, SOURCE : Wirtschaft und Statistik. Septembre 1949, p. 489, Janvier 1950 p 1 085 et Mars 1950, p. 1 419. Les chiffres cités sont ceux de la statistique du niveau moyen des salaires. C'est une statistique des gains moyens, établie d'après les bordereaux de salaires d'un certain nombre d'entreprises représentatives. Elle porte sur l'industrie seulement, y compris le bâtiment, l'alimentation et les stimulants.

Ces deux séries statistiques ne sont donc pas exactement comparables ; elles paraissent cependant fournir un ordre de grandeur suffisamment approché pour l'objet de cette étude.

De même qu'elle n'a pas été uniforme dans les différents secteurs de l'économie, dans les différents groupes d'industrie et pour les deux sexes, l'évolution de l'emploi a été très différente dans les divers Länder. Les mouvements d'adaption déclenchés par la réforme monétaire se sont également traduits par des bouleversements dans l'évolution de l'emploi sur le plan géographique :

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'EMPLOI PAR LAND				
Länder	1 <sup>er</sup> trim. 1948	2 <sup>ème</sup> trim. 1948	3 <sup>ème</sup> trim. 1948	4 <sup>ème</sup> trim. 1948
Basse-Saxe	- 31 367	+ 30 562	- 62 713 (- 3,2 %)	- 9 915
Schleswig-Holstein	+ 18 547	+ 14 456	- 61 802 (- 7,9 %)	- 14 432
Bavière	+ 42 654	+ 48 288	- 56 234 (-2,2 %)	+ 43 535
Rhénanie-Westphalie	+ 37 050	+ 125 331	+104 262 (+ 2,7 %)	+ 109 391
Hesse	+ 2 592	+ 21 169	+ 19 193 (+ 1,6 %)	+ 28 226
Wurtemberg-Bade	- 18 165	+ 12 649	+ 13 771 (+ 1,2 %)	+ 30 967
Hambourg	+ 8 700	+ 22 503	+ 2 153 (+ 0,4 %)	+ 14 426
Brème	+ 1 936	+ 4 920	+ 5 147 (+ 2,4 %)	+ 1 600
Rhénanie-Palatinat	+ 8 830	+ 4 761	+ 16 632 (+ 2,4 %)	+ 15 027
Wurtemberg	+ 4 281	+ 4 369	+ 8 345 (+ 2,9 %)	+ 14 706
Bade	- 556	+ 3 117	+ 9 484 (+ 3,0 %)	+ 15 046

SOURCE : Les chiffres de l'emploi par land pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 1948 n'ont jamais été diffusés ; ils ont été communiqués à l'auteur sur sa demande par le Bundesministerium für Arbeit, Abteilung Statistik.

Les chiffres de l'emploi par land pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 1948 ont été diffusés

par la Verwaltung für Arbeit des V.W., Abteilung Statistik.

Ainsi, dans trois Länder, la Basse-Saxe, le Schleswig- Holstein et la Bavière, la réforme monétaire entraîne un renversement dans la tendance de l'évolution de l'emploi. Dans ces trois Länder, une augmentation presque régulière de l'emploi avant la réforme, fait place après la réforme à une diminution sensible. D'abord brutale au cours du 3ème trimestre de l'année 1948, surtout dans le Schleswig-Holstein, cette diminution se ralentira pendant le dernier trimestre de l'année mais elle s'accéléra à nouveau au début de 1949 et se poursuivra jusqu'en 1950. Ces trois Länder sont ceux dont la structure est à prédominance agricole et la contraction du volume de l'emploi que l'on y enregistre est évidemment liée à l'accélération de l'exode rural que nous avons relevé après la réforme monétaire. Mais ce sont également ces Länder là qui comptent le plus grand nombre de réfugiés.

<b>POPULATION ET RÉFUGIÉS AU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1948</b>						
Länder		Population- totale (en 1000)		Réfugiés (en 1000)		
		Total	+ ou – depuis 1939	Catégorie A (1)	Catégorie B (1)	A + B en % de la pop. totale
1 -	Schleswig- Holstein	2 712,3	+ 1 123,3	910 ,3	124,1	38,2 %
2 -	Basse-Saxe	6 745,0	+2 205,5	1 729,0	288,2	30,0 %
3 -	Bavière	9 141,2	+2 103,6	1 883,3	202,8	22,8 %

	TOTAL (1 à 3)	18 598,5	+5 432,4	4 522,6	615,1	
4 -	Rhénanie- Westphalie	12 608,6	+ 663,5	1 008,4	103,0	8,8 %
5 -	Hambourg	1 502,9	- 209,0	75,7	50,0	8,3 %
6 -	Brême	525,4	- 37,5	27,8	11,1	7,4 %
7 -	Hesse	4 214,0	+ 734,8	638,0	98,6	17,4 %
8 -	Wurtemberg-Bade	3 811,1	+ 593,8	673,1	55,0	19,2 %
9 -	Bade	1 245,9	+ 28,7	33,5	14,7	3,8 %
10 -	Wurtemberg	1 153,3	+ 77,4	47,7	14,4	5,4 %
11 -	Rhénanie-Palatinat	2 843,8	- 118,3	61,7	16,5	2,8 %
	TOTAL (4 à 11)	27 905,0	+1 733,4	2 565,9	363,3	
	TOTAL RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE	46 503,5	+7 165,8	7 088,5	978,4	17,4

SOURCE : Report of the Military Governor U.S. N°.47 Statistical annex. N° XXVII, Mai 1949, p.27. Ces chiffres sont en général des estimations.

(1) Les réfugiés de la catégorie A sont les personnes-de nationalité allemande ou d'origine ethnique allemande qui le 1er janvier 1945 étaient domiciliées à titre permanent en dehors des frontières du Reich (frontières du 1er mars 1938) ou dans les provinces allemandes situées à l'est de la ligne Oder-Neisse (frontière de 1937)

Les réfugiés de la catégorie B sont les personnes de nationalité allemande domiciliées le 1<sup>er</sup> janvier 1945 à titre permanent à Berlin ou dans le territoire de ce qui est actuellement la zone soviétique.

Ainsi, trois Länder qui ne comptaient en 1939 que 33 % de la population du territoire qui forme actuellement la république fédérale, hébergent en 1948 environ 63 % des réfugiés que l'Allemagne occidentale a dû recueillir. Ces réfugiés représentent plus du tiers de la population dans le Schleswig- Holstein, plus du quart dans la Basse-Saxe et presque le quart dans la Bavière. Jusqu'à la réforme monétaire, ils ont trouvé à s'employer dans l'agriculture ou dans de petites industries

à caractère artisanal qu'ils ont le plus souvent montées de toutes pièces. C'est donc dans ces Länder que la structure de l'emploi, sous la pression du phénomène démographique, s'est écartée plus que partout ailleurs de ce qu'elle était avant-guerre. Mais cette modification dans la structure de l'emploi ne correspond pas à un changement dans la structure économique du pays ou en tous cas pas aux possibilités du pays dans une économie normale. La réforme monétaire, en restaurant la notion du prix de revient, devait donc dans ces Länder plus que partout ailleurs bouleverser l'économie de l'emploi qui va tendre désormais à retrouver un volume et une répartition analogue à celle d'avant-guerre.

L'accroissement soudain du nombre des demandeurs d'emploi au lendemain de la réforme monétaire coïncidant avec une stagnation du volume global de l'emploi et une modification de sa structure, sur le plan professionnel comme sur le plan géographique, devait entraîner dès les premiers jours qui ont suivi la réforme une augmentation rapide du chômage.

Là encore les statistiques de la zone américaine qui permettent de suivre la situation presque au jour le jour sont les plus intéressantes :

ÉVOLUTION DU CHÔMAGE EN ZONE AMÉRICAINE		
Date	Indice 20 Juin 48 = 100	En % de la population salariée
31 Mai 1948	105	4,3
20 Juin	100	4,1
23 -	102,5	4,2
26 -	105,6	4,3

30	-	111,4	4,5
3	Juillet	117,3	4,8
7	-	124,4	5,1
10	-	129,7	5,3
13	-	134,2	5,5
17	-	140,9	5,7
21	-	147,2	6,0
31	-	159,5	6,5
4	Août	164,2	6,7
7	-	166,1	6,7
11	-	170,4	6,9

SOURCE : Report of the Military Governor (U.S.) n°.37 de Juillet 1948. Statistical Annex n°. XVII, p.12

Cette augmentation du nombre des chômeurs après la réforme monétaire contraste avec une diminution régulière au cours des mois qui ont précédé cette réforme. Pour l'ensemble de l'Allemagne occidentale et pour chaque sexe séparément cette évolution du chômage s'est traduite par les chiffres suivants :

<b>NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE</b>			
Date (Fin du mois)	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes

Janvier	1948	362 874	119 097	481 971
Février	1948	360 126	116 227	476 353
Mars	1948	356 639	115 164	471 803
Avril	1948	353 181	116 201	469 382
Mai	1948	337 428	109 515	446 943
Juin	1948	338 506	112 585	451 091
Juillet	1948	473 390	191 626	665 016
Août	1948	544 596	239 636	784 232
				=====
Septembre	1948	542 124	242 002	784 126
			=====	
Octobre	1948	506 013	233 410	739 423

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des V.W.-Abteilung Statistik.-

Ainsi se dégage une première phase dans l'évolution du chômage, caractérisée par une augmentation soudaine à une époque de l'année où les facteurs saisonniers, ne se font pas encore sentir. Cette phase se termine à la fin d'août pour le chômage masculin et à la fin de septembre en ce qui concerne le chômage féminin. Le bilan en est le suivant :

- au total, augmentation de :  
337 289 = + 75 % (à la fin août) ;
- pour les hommes de :  
207 168 = + 61,5 % (à la fin août) ;
- pour les femmes de :  
132 487 = + 121 % (à la fin septembre).

L'augmentation du chômage touche donc proportionnellement les femmes beaucoup plus fortement que les hommes, et ceci bien que l'emploi ait légèrement diminué pour les hommes (- 26 000 du 30 juin au 30 sept. 1948) tandis qu'il augmentait chez les femmes (+ 20 000 au cours du trimestre).

C'est la preuve que proportionnellement l'afflux de la main-d'œuvre féminine sur



Schleswig-Holstein	3,3	2,4	2,7	6,8	9,5	11,1	11,5	14,0
Bavière	6,7	5,6	5,4	8,0	9,6	9,8	8,6	8,3
Basse-Saxe	3,1	2,9	2,9	4,7	5,9	6,7	7,0	8,3
Territoire Fédéral	3,5	3,3	3,2	4,7	5,5	5,5	5,2	5,3
Rhénanie- Westphalie	3,0	3,2	3,0	3,9	3,9	3,4	3,1	2,5
Hambourg	2,5	2,2,	2,5	4,3	4,9	4,6	4,7	4,3
Brême	4,5	4,1	3,2	4,3	4,7	4,6	5,2	5,0
Wurtemberg-Bade	2,9	2,5	2,6	2,8	2,8	2,7	2,5	2,1
Bade	0,3	1,0	1,0	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Wurtemberg	0,6	0,4	0,4	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6
Rhénanie-Palatinat	0,6	0,7	0,7	1,2	1,4	1,4	1,4	1,4

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des V.W. - Abteilung Statistik

Là encore la réforme monétaire marque une coupure très nette dans l'évolution du chômage. Avant la réforme le chômage était presque également réparti dans les différents Länder; le pourcentage des chômeurs par rapport à la population salariée était presque partout voisin de la moyenne du territoire fédéral. Sauf en Bavière où il était supérieur et dans les trois Länder de la zone française où il était très nettement inférieur en raison surtout de l'absence de réfugiés. Depuis la réforme monétaire, trois Länder se détachent, dans lesquels le pourcentage des chômeurs dépasse sensiblement la moyenne du territoire fédéral et tend rapidement à approcher de 10 % sont le Schleswig-Holstein, la Bavière et la Basse-Saxe, les trois Länder agricoles et les plus encombrés de réfugiés, dans lesquels nous avons déjà souligné la diminution de l'emploi. Dans l'augmentation de + 207 000 chômeurs masculins que nous avons relevée de la fin mai à la fin août 1948, ces trois Länder participent pour la plus large part :

Schleswig-Holstein : + 49 900

Basse-Saxe : + 49 200

Bavières	+ 69 800
	—————
	+168 900

Soit environ 82 % de l'augmentation totale dans la république fédérale.

Si l'on fait le bilan des répercussions de la répercussion de la réforme monétaire dans le domaine de la main-d'œuvre, en reprenant -les grandes lignes de ce chapitre, on aura passé en revue les phénomènes essentiels qui vont caractériser l'évolution du marché du travail au cours des années qui suivent :

- Augmentation du nombre des demandes d'emploi ;
- Augmentation du rendement horaire de la main-d'œuvre ;
- Augmentation de la durée du travail ;
- Diminution du nombre des offres d'emploi ;
- Accélération de l'exode rural ;
- Diminution de l'emploi dans les transports, dans les services publics et privés et dans les services domestiques ;
- Augmentation de l'emploi dans le commerce et l'industrie ;
- Tendance à la substitution de la main-d'œuvre féminine à la main-d'œuvre masculine ;
- Développement du chômage ;
- Diminution de l'emploi et augmentation plus sensible du chômage dans les régions agricoles surpeuplées de réfugiés.

Donc il n'y a pas eu, dès le lendemain de la réforme monétaire, la vague de licenciements ni le chômage massif **que d'aucuns avaient prévus** ; si le niveau de l'emploi est resté pratiquement stable et si dès le mois de septembre la montée du chômage paraît presque partout enrayée, la réforme monétaire n'en apparaît pas moins, en ce qui concerne ses répercussions dans le domaine de la main-d'œuvre, comme un bouleversement des tendances précédentes et comme le point de départ d'une évolution nouvelle. C'est cette évolution que nous allons étudier dans les chapitres suivants à travers les fluctuations de la conjoncture économique. Nous



<u>INDICE P.I. (1)</u>							
(1936 = 100) Total	51,1	61,2	64,9	70,0	73,7	75,4	79,0
Biens d'investissement (5)	39,7	50,2	55,3	61,4	65,5	68,4	71,0
Biens généraux de production (5)	77,6	84,7	85,8	90,5	93,6	94,1	99,0
Biens de consommation (5)	44,8	58,3	62,8	66,2	69,6	69,7	73,0
<u>INDICE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE (2)</u>							
(1938 = 100) Total	154,8	153,6	171,9	178,8	187,7	190,1	192,6
Produits alimentaires	123,5	127,2	129,2	132,2	148,6	150,6	154,4
Produits industriels	175,6	179,3	200,3	209,9	213,7	216,5	218,0
<u>INDICE DU COÛT DE LA VIE (3) (1938 = 100)</u>	151,0	159,0	157,0	159,0	165,0	165,0	167,9
<u>INDICE DES SALAIRES HORAIRES BRUTS DANS L'INDUSTRIE (4) (1938 = 100)</u>	122,0			133,2			140,3

(1) et (2) SOURCE : Statistische Monatszahlen v. Statistischen Amt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes.N°.6 et 7 de Janvier et Février 1949, p.1.

(3) SOURCE : Wirtschaft und Statistik,N°.6 de Septembre 1949, p.491, voir note p.29 ci-dessus.

(4) SOURCE : id. N° 10 de Janvier 1950 p.1084

(5) La répartition des industries dans ces trois indices et leurs coefficients de pondération sont les suivants :

1. BIENS D'ÉQUIPEMENT	49.11
a) <u>Matières premières</u>	
- Extraction de minerais de fer	0.24
- Extraction de minerais de métaux non ferreux	0.03

- Fer et acier	7.56
- Moulages de fer et acier	2.46

L'examen de ces statistiques semble contredire le titre de ce chapitre. Les progrès de la production, de même que la hausse des prix paraissent plus rapides immédiatement après la réforme monétaire, de juin à août, qu'au cours des mois qui suivent, de septembre à décembre. Cette dernière période n'apparaîtrait pas du tout comme un boom économique, mais elle serait déjà caractérisée au contraire par un ralentissement sensible dans l'essor de la production et dans la hausse des prix.

---

- Métaux non ferreux	1.99
- Moulage de métaux non ferreux	0.40
- Scieries et travail du bois	1.35
- Verre plat	0.36
- Pierres et terres	4.64
<b>b) Produits finis</b>	
- Construction en fer et acier 1)	1.94
- Construction de machines	9.86
- Construction d'avions 2)	1.15
- Équipement électrique	3.45
- Constructions navales	1.30
- Instruments d'optique et de précision	1.13
- Autres produits métalliques	7.32
- Véhicules	3.91
<hr/>	
<b>2. BIENS DE PRODUCTION</b>	<b>28.40</b>
- Mines de charbon	8.00
- Mines de sel	0.44
- Autres exploitations minières	0.04
- Pétrole brut	0.24
- Huiles minérales raffinées	0.74
- Dérivés du goudron de houille	0.35
- Produits chimiques (sauf fibres artificielles)	9.79

- Produits en caoutchouc	1.33
- Électricité	5.10
- G a z	1.65
- Tourbe 3)	0.07
- Fibres artificielles	0.69

---

En fait, il ne faut pas perdre de vue que les chiffres de juin et juillet, et même ceux d'août dans une certaine mesure, ne traduisent le plus souvent que des résultats statistiques sans rapport avec la réalité, comme nous avons déjà souligné pour les chiffres de la production industrielle. Vers le mois de septembre, par contre, on peut considérer comme pratiquement terminée dans beaucoup de domaines cette phase d'adaptation au cours de laquelle la représentation statistique qui, jusqu'à la réforme monétaire, traduisait essentiellement ces fictions, rejoint progressivement le réel autant que faire se peut. En ce qui concerne les prix, il faut souligner d'autre part que l'indice des prix des produits de base ne donne aucune idée de l'augmentation beaucoup plus considérable qu'ont subi les produits fabriqués ni de la hausse des prix dans le commerce de détail. L'indice du coût de la vie n'est pas plus satisfaisant ; il ne donne aucune indication pour les produits qui ne figurent pas dans le "panier familial" et surtout il a été influencé par des considérations politiques à une époque où l'administration économique de la Bizone voulait freiner les revendications de salaire des syndicats.

3. <u>BIENS DE CONSOMMATION</u>	22.49
- Jouets et bijouterie	0.84
- Céramique	0.82
- Verre soufflé	0.25
- Transformation du bois	2.21
- Production de papier	1.41
- Transformation de papier et imprimerie	3.06
- Transformation des matières plastiques	0.14
- Production de cuir	0.98

- Travail du cuir	0.40
- Chaussures	1.56
- Textiles	
- Habillement	1.83
<hr/>	
TOTAL	100

Faute de données statistiques appropriées ou réellement sûres, il faut donc corriger et compléter ces chiffres par une analyse plus concrète de l'évolution de l'économie, ce qui est d'autant plus justifié que les facteurs psychologiques ont joué un rôle déterminant dans la vie économique.

C'est là en effet qu'il faut chercher en premier lieu l'explication de la hausse des prix. Lorsqu'ils eurent vendu suffisamment pour reconstituer leurs liquidités, les commerçants et les industriels crurent pouvoir faire preuve d'une certaine réserve en présence de la soif d'achat des consommateurs et maintenir puis bientôt augmenter le niveau des prix, ceci d'autant plus que le remplacement des marchandises ne s'effectuait pas sans retards et sans à-coups et que les stocks finirent bientôt par se clairsemer.

D'autre part, les commerçants et les industriels commencèrent à éprouver de fortes inquiétudes sur le sort des sommes considérables d'argent liquide qu'ils avaient amassées en monnaie nouvelle. Devant la hausse des prix le mécontentement grandit. Les syndicats et les partis politiques de gauche réclamaient une seconde réforme monétaire qui aurait pour but, par un nouvel échange de la monnaie décrété par surprise, le contrôle et la liquidation des bénéfices réalisés sur les stocks. La thésaurisation des premiers mois fut remplacée par un nouveau stockage de marchandises. Les commerçants et les producteurs cherchèrent à limiter leurs ventes et en même temps à employer les sommes liquides qu'ils avaient amassées et qu'ils n'osaient confier aux banques, en achetant de grandes quantités de biens de consommation durables.

L'offre a donc diminué en qualité comme en quantité, cependant que la demande augmentait rapidement, entraînant une hausse de prix sans cesse accélérée. Devant cette hausse et la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, les consommateurs précipitaient leurs achats dans la mesure de leurs disponibilités.

Le débloqué progressif de 5 % des anciens comptes en banque, au fur et à mesure des autorisations données par les services allemands des finances, puis le versement à partir du 20 août d'une seconde tranche de 20 DM par personne, enfin le débloqué à partir du 4 octobre d'une nouvelle fraction de 1 % des anciens comptes en banque, sont venus gonfler progressivement le volume de la circulation fiduciaire, tandis que parallèlement se développait le volume du crédit et que les crédits bancaires à court terme étaient dans une large mesure affectés aux investissements. Néanmoins, cette augmentation du volume des moyens de paiement n'aurait pu entraîner une hausse des prix aussi importante et revêtir un caractère nettement inflationniste si, en raison de facteurs psychologiques, la vitesse de circulation de la monnaie ne s'était accélérée de façon considérable.

Dans ce climat d'activité fiévreuse et de spéculation, la production connut un essor remarquable ; chaque mois apportait de nouveaux records. En raison de la timidité de l'action syndicale, les salaires n'augmentaient que lentement et modérément; les bénéfices de l'industrie augmentaient donc en même temps que les prix et, devant les perspectives de profit qui s'ouvraient ainsi à ceux, les industriels n'hésitèrent pas à procéder à d'importants investissements par la voie du crédit bancaire mais surtout par autofinancement. En même temps de nouvelles sociétés surgirent en grand nombre, créées notamment par des réfugiés et souvent sur des bases financières précaires.

Comme il fallait s'y attendre au cours d'une période hausse rapide des prix et de facilité dans les affaires, l'augmentation de la production industrielle s'est réalisée beaucoup plus par un accroissement des effectifs de main-d'œuvre que par une augmentation du rendement. L'indice du rendement par heure de travail de salarié, établi pour la Bizone, qui avait augmenté de 15,3 % au cours du trimestre précédent (nous avons indiqué les réserves qu'il y avait lieu de faire sur ce chiffre) n'a plus progressé que de 0,5 % du 30 septembre au 31 décembre 1948.

On enregistre par contre une forte augmentation de l'effectif global des salariés au travail : + 240 000 du 30 septembre au 31 décembre 1948, soit un accroissement de 1,8 %, et ceci à une époque de l'année où le jeu des facteurs saisonniers entraîne une diminution de l'emploi.

<b>Augmentation ou diminution de l'emploi du 30 septembre au 31 décembre 1948 (territoire fédéral)</b>	
Agriculture et Forêts	- 89 910
Industrie et Artisanat	+ 344 181
Commerce et Transports	+ 44 880
Services publics et privés	- 53 575
Services domestiques	- 5 874
<b>T O T A L</b>	<b>+ 239 702</b>

SOURCE : D'après Wirtschaft und Statistik, Heft II, Février 1950, p. 1184.

La diminution de l'emploi que nous avons observée dès le lendemain de la réforme monétaire dans l'agriculture, les transports, les services publics et privés et les services domestiques s'est poursuivie tandis que l'effectif des salariés occupés dans le commerce a progressé mais c'est dans l'industrie et l'artisanat que se situe cette augmentation massive de la main-d'œuvre salariée qui entraîne une progression spectaculaire de la courbe générale de l'emploi.

La diminution du chômage reste cependant très inférieure à l'augmentation de l'emploi, en raison de l'accroissement de la population salariée qui se poursuit. Le tableau ci-dessous met en parallèle l'évolution du chômage, de l'emploi et de la population salariée au cours des deux derniers trimestres de l'année 1948 :

Trimestres	Salariés au travail	Chômeurs	Population salariée (1 +2)
	1	2	3
1948 III	- 5 000	+ 333 000	+ 328 000
IV	+ 240 000	- 24 000	+216 000

SOURCE : Wirtschaft und Statistik.

L'examen des statistiques mensuelles du chômage permet cependant d'en suivre l'évolution de plus près :

ÉVOLUTION DU CHÔMAGE (Territoire fédéral) par mois					
Date (Fin de mois)		Hommes	Femmes	Hommes et Femmes	
				Chiffres absolus	+ ou - dans le mois
Août	1948	544 596	239 636	784 232	+ 119 216
Septembre	"	542 124	242 002	784 126	- 106
Octobre	"	506 013	233 410	739 423	- 44 703
Novembre	"	492 161	222 967	715 128	- 24 295
Décembre	"	548 012	211 611	759 623	+ 44 495
Janvier	1949	723 496	239 370	962 866	+ 203 243

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Heft 7, Octobre 1949, P. 567

Ainsi, dès le mois de décembre, la courbe du chômage se redresse légèrement après avoir accusé une diminution peu accentuée de septembre à novembre. En janvier 1949, l'augmentation du chômage se précipite par suite d'un renversement de la conjoncture économique.

La hausse des prix comportait des dangers sociaux et politiques devant lesquels les autorités gouvernementales allemandes ne pouvaient pas rester indifférentes. Dès le début de novembre les syndicats avaient présenté un programme de revendications en dix points, dans lequel ils demandaient notamment l'institution d'un contrôle des prix doté de pouvoirs répressifs étendus, l'aggravation des peines contre la spéculation et le stockage et d'une manière générale le retour au dirigisme et à la planification. A Stuttgart, une manifestation de protestation contre la hausse des prix avait dégénéré en bagarre et la foule avait défoncé des vitrines et malmené quelques soldats américains. Ce mouvement de protestation aboutit à une grève générale de 24 h le 12 novembre. Mais les syndicats, dont les avoirs avaient été réduits par la réforme monétaire, n'étaient pas en mesure de financer une grève de longue durée; le mouvement syndical n'était pas suffisamment assis pour espérer faire triompher ses thèses en matière de politique économique et le Professeur Erhard, directeur de l'économie de la Bizone n'entendait pas accepter la moindre entorse à la politique libérale dont il s'était fait le champion ; il prétendait stabiliser le nouveau Mark dans le cadre d'un marché libre et les circonstances aidant, il y

réussit. Il répliqua à ces mouvements de protestation en mettant en train un programme de production d'objets de première nécessité standardisés fabriqués aux moindres frais possible (le "Jedermann Programm") et en instituant le "Preisspiegel", barème des prix largement publié et respecté par des magasins témoins.<sup>33</sup> Ces premières mesures eurent déjà des répercussions psychologiques favorables. Dans le courant de novembre, la Bank der Deutschen Länder prit des mesures pour réduire le volume monétaire. Elle décréta un relèvement du niveau des réserves minima afin de réduire les possibilités de crédit des banques et finit même par avoir recours à une interdiction directe de l'octroi de crédits, en ordonnant aux banques de ne pas dépasser le volume des crédits accordés fin octobre. Certes le contingentement des crédits ne fut pas toujours appliqué de façon rigoureuse, d'autant plus que la liquidité des banques leur permettait souvent de maintenir le volume des crédits par leurs propres moyens. Mais ces mesures sont intervenues à un moment particulièrement favorable. La création de nouvelle monnaie allait prendre fin, la conversion des anciens comptes en DM étant pratiquement terminée. L'ampleur de la demande qui jusque là dépassait le volume des revenus courants devait donc diminuer de façon sensible, d'autant plus qu'après avoir cédé pendant des mois à une griserie générale, les consommateurs avaient déjà tendance à s'assagir d'eux-mêmes et qu'une propagande systématique lancée par la presse et la radio les invitait à faire la grève de l'acheteur. C'est à ce moment là que les importations de matières premières, de produits finis et semi-finis commencèrent à arriver en plus grande abondance et que l'offre augmenta.

Dans le courant du mois de décembre 1948, la hausse des prix paraissait déjà enrayée dans bien des secteurs et tandis qu'au cours des années normales, le chiffre d'affaires réalisé avant les fêtes de Noël est le plus élevé de l'année, le

---

<sup>33</sup>Les prix maxima du "Preisspiegel" ont été souvent largement dépassés dans la pratique ; quant au "Jedermann-Programm" il s'est surtout caractérisé par la mauvaise qualité des produits offerts et il a été rapidement mis en sommeil. Il est permis de penser que ces mesures n'ont pas eu une influence déterminante dans la baisse des prix qui a suivi et que dans d'autres circonstances, elles auraient échoué comme ont échoué en général les expériences analogues tentées dans d'autres pays.

commerce éprouva cette année-là une grande déception. La confiance des commerçants fut ébranlée, ils eurent peur d'une crise et cherchèrent à liquider leurs stocks cependant qu'ils réduisaient ou arrêtaient presque complètement le réapprovisionnement auprès de l'industrie. Dès le mois de janvier la baisse des prix était amorcée dans tous les secteurs, sauf en ce qui concerne les produits alimentaires, et aussi bien dans le commerce de détail, qu'au stade de la production.

À aucun moment cette baisse n'a revêtu le caractère d'un effondrement brusque ; elle s'est effectuée timidement mais de façon continue jusque vers juin 1949, où le niveau des prix se stabilise. Par ailleurs cette période ne présente en aucune façon le caractère d'une crise. La production industrielle ne cesse pas de progresser dans presque tous les secteurs. Mais le rythme de la vie économique s'est assagi et les progrès sont moins rapides. Après une période de développement rapide et désordonné, l'économie allemande doit faire face à de multiples problèmes pour consolider les résultats acquis et les dépasser : goulots d'étranglement, problème des investissements, rationalisation, etc... Dans la mesure des données disponibles, le tableau suivant résume cette évolution :

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN Bizone							
AU COURS DU 1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1949							
	Déc. 1948	Janv. 1949	Fév. 1949	Mars 1949	Avril 1949	Mai 1949	Juin 1949
INDICE P.I.(1936 = 100)							
TOTAL (1)	79	80	85	85	86	88	89
Biens d'investissement	71	75	79	77	81	82	84
Biens généraux de production	99	100	104	104	101	103	104
Biens de consommation	73	67	74	77	78	82	80
INDICE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE (1938 = 100) TOTAL (2)	192,6	191,6	189,7	188,5	186,1	189,2	187,1

Produits industriels	218,0	216,2	212,5	210,3	208,4	203,6	202,7
Produits alimentaires	154,4	154,8	155,5	155,8	152,7	167,6	163,7
INDICE DU COÛT DE LA VIE (1938 = 100) (3)	167,9	167,2	167,6	166,9	163,9	160,7	158,9

(1) SOURCE : Wirtschaft und Statistik N° 11, février 1950, p.1216/1217 cf. note 5 p.100 ci-dessus

N. B. Indice pour l'ensemble du territoire fédéral et corrigé de l'inégalité du nombre de jours ouvrables.

(2) et (3) SOURCE : id. N° 6, septembre 1949. p.491/492  
Voir note p.29 ci-dessus.

N. B. Pour la Bizone seulement.

Ces tendances déflationnistes et le processus d'assainissement qu'elles ont déclenché dans l'économie allemande devaient avoir d'importantes répercussions sur le marché du travail.

Peu à peu, certaines entreprises, les moins aptes à soutenir une concurrence plus sévère, doivent fermer leur porte. Les entreprises les plus touchées sont souvent celles qui ont été montées par des réfugiés sur des bases financières précaires et avec un outillage insuffisant. Les chiffres suivants, qui se rapportent à la Bizone, traduisent une vague de faillites :

	Protêts d'effets de commerce supérieurs à 3 000 DM	Banqueroutes déclarées
Janvier	272	104

Février	371	211
Mars	533	333
Avril	459	311
Mai	637	423
Juin	436	

SOURCE : Earl R. Peckner : Unemployment and Underemployment in the Bizonal Area of Germany, p. 27.

Les entreprises, même les mieux adaptées aux nécessités de la lutte économique, doivent néanmoins sous la pression des prix réduire leur prix de revient et rationaliser leur production. Dans la plupart des cas cette rationalisation se traduit par une économie de main-d'œuvre. L'exemple suivant, emprunté à l'industrie de la chaussure de la Bizone est typique de ce processus :

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE : Bizone						
	Mars 1948	Juin 1948	Sept. 1948	Déc. 1948	Mars 1949	Juin 1949
Indice de la production de Chaussure (1936 = 100)		(28)	72	76	78	82
Prix moyen au détail d'une paire de chaussures de ville pour homme		DM 24,74	DM 33,75	DM 37,04	DM 33,45	DM 31,71
Prix moyen au détail d'une paire de chaussures de travail		DM 21,87	DM 32,00	DM 34,06	DM 29,80	DM 27,08
Salariés occupés (en 1 000)	109,2	114,9	117,5	120,9	112,0	104,4

SOURCE : -Statistische Monatszahlen et Wirtschaft und Statistik.

On ne dispose malheureusement d'aucune donnée sur le nombre des licenciements qui ont été effectués pendant cette période ; les seuls renseignements statistiques disponibles concernent uniquement l'augmentation ou la diminution du nombre des salariés au travail dans les différents groupes économiques, branches d'activité ou groupes professionnels. Mais ces chiffres ne laissent pas apparaître tous les transferts de main-d'œuvre qui s'effectuent, souvent sans entraîner une variation très sensible du niveau de l'emploi dans la branche d'activité considérée.

Le tableau suivant donne les variations de l'emploi dans les cinq grands groupes économiques pendant les deux premiers trimestres de l'année 1949.

<b>AUGMENTATION OU DIMINUTION DE L'EMPLOI (TERRITOIRE FÉDÉRAL)</b>		
Groupes économiques	Du 31/12/48 au 30/3/49	Du 30/3/49 au 30/6/49
Agriculture et Forêts	- 79 000	- 10 000
Industrie et Artisanat	- 153 000	+ 67 000
Commerce et Transports	- 12 000	+ 17 000
Services publics et privés	- 43 000	- 25 000
Services domestiques	- 4 000	- 7 000
<b>T O T A L</b>	<b>- 291 000</b>	<b>+ 42 000</b>

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Heft 11, février 1950, p. 1184.

La diminution de l'emploi que nous avons déjà notée au lendemain de la réforme monétaire dans l'agriculture, dans les services publics et privés et dans les services domestiques, s'est donc poursuivie au cours de ces deux trimestres. Le secteur commerce et transports enregistre une baisse passagère de l'emploi au cours du premier trimestre en raison d'une réduction brutale des effectifs de la main-d'œuvre employés dans les transports ; cette réduction d'effectifs correspond en fait à des licenciements de fin d'année. Tandis que se poursuit donc dans les transports la

diminution de l'emploi qui s'est amorcée dès le lendemain de la réforme monétaire, le nombre des salariés occupés dans le commerce ne cesse de s'accroître. Dans l'industrie et l'artisanat par contre, la courbe de l'emploi change de direction. Le nombre des salariés au travail dans ce secteur qui n'avait pas cessé d'augmenter depuis la réforme monétaire et qui s'était même accru au cours du dernier trimestre de l'année 1948 de 344 000, a brusquement diminué pendant les trois premiers mois de l'année 1949 (- 153 000) et au cours du second trimestre, si l'augmentation reprend, c'est à un rythme beaucoup plus lent (+ 67 000). Si l'on veut cependant apprécier la portée réelle de ces chiffres, il faut tenir compte de l'influence des facteurs saisonniers et isoler par conséquent les branches d'activité où se situent les variations saisonnières de l'emploi, c'est-à-dire : le bâtiment, les industries des matériaux de construction et les industries de l'alimentation.

<b>ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET L'ARTISANAT</b>			
Groupe économique ou branches d'activité	4 <sup>ème</sup> trimestre 1948	1 <sup>er</sup> trimestre 1949	2 <sup>ème</sup> trimestre 1949
Bâtiment	+ 14 554	- 142 507	+ 91 731
Matériaux de construction	+ 3 792	+ 8 702	+ 16 207
Alimentation	+ 39 183	- 6 562	+ 2 474
<b>T O T A L</b>	<b>+ 57 529</b>	<b>- 157 771</b>	<b>+ 110 412</b>
<b>T O T A L</b> Industrie et Artisanat	<b>+ 344 000</b>	<b>- 153 000</b>	<b>+ 67 000</b>
Industrie et Artisanat sans bâtiment, matériaux de construction et alimentation	+ 286 000	+ 5 000	- 43 000

SOURCE : Wirtschaft und Statistik  
Heft 10, Janvier 1950, p. 1013  
Heft 11, Février 1950, p. 1184

Ainsi, pendant le dernier trimestre-de 1948, les facteurs saisonniers ont relativement très peu joué; par contre la diminution de l'emploi au cours du premier trimestre de 1949 est essentiellement une diminution saisonnière qui porte avant tout sur les industries du bâtiment et l'augmentation de l'emploi au cours du trimestre suivant résulte d'une reprise du bâtiment qui cache une légère réduction du nombre des salariés occupés dans les autres branches d'activité. En ce qui concerne le niveau de l'emploi, il apparaît donc que la pression déflationniste qui s'est exercée au cours des premiers mois de l'année 1949 n'a eu d'autre influence que d'arrêter un mouvement d'expansion trop rapide et d'ailleurs malsain : on ne constate aucunement une baisse brutale de l'emploi comme dans une véritable période de crise; certes il y a des faillites et des licenciements dans certaines entreprises, mais le niveau de l'emploi se maintient en général malgré une certaine tendance à la baisse dans certaines branches d'activité. Le résultat de cette dépression, en ce qui concerne l'emploi, est d'un autre ordre : désormais l'augmentation de la production ne se réalise plus tant par une augmentation du nombre des salariés au travail que par une augmentation du rendement.

Date	Indice du rendement horaire par salarié (1936 = 100) (I) en Bizone	Augmentation en % par rapport au chiffre précédent
Déc. 1948	72,8	+ 0,5 %
Mars 1949	78,4	+ 7,7 %
Juin 1949	80,8	+ 3,0 %

(1) SOURCE : Office statistique de la Bizone.

Le calcul de cet indice est limité à la Bizone et porte sur l'industrie sans le bâtiment, l'énergie, l'alimentation et les stimulants.

Dès lors, le problème du chômage va se poser avec une gravité accrue. Le niveau de l'emploi restant pratiquement actionnaire et l'expansion de la production s'effectuant par une augmentation du rendement et de la durée du travail, l'économie allemande ne sera plus en mesure d'absorber l'augmentation de la population

salariée, qui se poursuit régulièrement au rythme de 150 000 personnes par trimestre en moyenne. Le tableau suivant met en parallèle l'évolution de l'emploi, du chômage et de la population salariée par trimestre et cette comparaison, si l'on ne tient pas compte des variations saisonnières, montre bien que l'accroissement de la population salariée constitue le facteur essentiel de l'augmentation du chômage.

ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU MARCHÉ DU TRAVAIL (TERRITOIRE FÉDÉRAL)				
Trimestres		Salariés au travail	Chômeurs	Population salariée (1+2)
		1	2	3
1948	IV	+ 240 000	- 24 000	+ 216 000
1949	I	- 255 000	+ 409 000	+154 000
1949	II	+ 41 000	- 114 000	+ 155 000
1949	III	+ 116 000	+ 31 000	+ 147 000

SOURCE : Wirtschaft und Statistik.

Le tableau suivant donne le détail de l'augmentation du chômage mois par mois :

<b>ÉVOLUTION DU CHÔMAGE (TERRITOIRE FÉDÉRAL)</b>			
		Nombre de chômeurs à la fin du mois	+ ou - par rapport au chiffre du mois précédent
Décembre	1948	759 623	+ 44 495
Janvier	1949	962 866	+ 203 243
Février	1949	1 068 885	+ 106 019
Mars	1949	1 168 127	+ 99 242
Avril	1949	1 232 381	+ 64 254
Mai	1949	1 256.889	+ 24 508
Juin	1949	1 283 302	+26 413
Juillet	1949	1 302 857	+ 19 555

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Heft 10, janvier 1950, p. 1012.

Le rapport du nombre des chômeurs au nombre des offres d'emploi non satisfaites à la fin du mois est encore plus significatif que les chiffres bruts du nombre des chômeurs :

**NOMBRE DES CHÔMEURS PAR OFFRE D'EMPLOI NON SATISFAITE  
À LA FIN DU MOIS (Bizone)**

DATE (fin du mois)		Hommes	Femmes	TOTAL
Juin	1948	0,83	0,54	0,73
Juillet	1948	2,93	2,15	2,66
Novembre	1948	2,89	2,80	2,86
décembre	1948	4,19	2,85	3,70
Janvier	1949	6,21	2,95	4,86
Février	1949	7,23	3,24	5,52
Mars	1949	8,79	3,79	6,58
Avril	1949	9,78	4,68	7,52
Mai	1949	11,78	5,65	9,04

SOURCE : HICOG Office Labor Affairs  
Report and Analysis Branch.

Il faut cependant tenir compte ici de ce que la statistique des offres d'emploi (qui donnait avant la réforme monétaire des chiffres supérieurs aux besoins réels) est maintenant **en dessous** de la réalité, les employeurs ayant tendance de plus en plus à ne pas notifier les offres d'emploi aux Offices du Travail et à recruter directement la main-d'œuvre.

Il n'en reste pas moins que l'Allemagne se trouve désormais devant un grave problème de chômage. Certaines régions connaissent encore pratiquement le plein emploi et ne souffriront jamais d'un chômage aigu ; dans les "**dispressed areas**" par contre, la situation ne cesse de s'aggraver :

**POURCENTAGE DES CHÔMEURS PAR RAPPORT  
À LA POPULATION SALARIÉE**

	Déc. 1949	Mars 1949	Juin 1949
Schleswig-Holstein	14,1	20,7	22,6
Basse-Saxe	8,3	12,5	13,7
Bavière	8,3	13,2	12,6
Brême	5,0	6,7	8,3
Hambourg	4,3	6,2	8,2
Hesse	4,7	7,5	7,9
Rhénanie-Westphalie	2,5	3,3	4,3
Wurtemberg-Bade	2,1	3,7	4,7
Rhénanie-Palatinat	1,4	3,6	4,6
Bade	1,3	1,7	2,0
Wurtemberg	0,6	1,2	1,5
République fédérale	5,3	8,0	8,7

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des VW, Abteilung Statistik.

La gravité de ce chômage ne ressort plus seulement de sa densité élevée dans certaines régions déterminées mais aussi de l'augmentation de sa durée.

**RÉPARTITION DES CHÔMEURS SUIVANT LA DURÉE DU CHÔMAGE (EN %)  
DANS LA Bizone**

	Jusqu'à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	+ de 12 mois
au 31/3/49	55,0 %	24,5 %	16,0 %	4,5 %
au 31/8/49	43,5 %	25,4 %	22,4 %	8,7 %

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des V.W.

Abteilung Statistik.

Le chômage de longue durée est plus répandu dans les trois Länder les plus éprouvés, le Schleswig-Holstein, la Basse-Saxe et la Bavière.

RÉPARTITION DES CHÔMEURS PAR RAPPORT À LA POPULATION SALARIÉE					
L Ä N D E R	jusqu'à 14 jours	de 14 jours à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 à 12 mois	plus de 12 mois
Schleswig-Holstein	8,8	38,3	27,6	22,9	2,4
Basse-Saxe	8,7	40,2	27,6	17,9	5,6
Bavière	8,9	42,8	26,0	16,9	5,4
Hambourg	18,6	47,0	17,0	13,8	3,6
Brême	13,6	43,1	26,2	12,5	4,6
Hesse	12,5	45,4	25,0	12,9	4,2
Rhénanie-Westphalie	25,8	46,8	15,1	8,1	4,2
Wurtemberg-Bade	24,7	52,6	15,3	6,2	1,2
Bizone	12,2	42,8	24,5	16,0	4,5

SOURCE : Verwaltung für Arbeit des V.W., Abteilung Statistik.

Ainsi les tendances que nous avons vu naître au lendemain de la réforme monétaire s'affirment maintenant de façon plus marquée. La montée du chômage, contenue pendant une courte période d'inflation et de hausse des prix, a repris son cours à mesure que s'est affirmée la stabilité monétaire et que s'est poursuivi l'assainissement de l'économie ; mais dès le mois de juillet 1949, le niveau du

chômage d'été semble devoir se stabiliser approximativement au chiffre de 1 300 000 chômeurs et si l'on ne tient pas compte de l'aggravation saisonnière qui est à prévoir à l'entrée de l'hiver, il apparaît désormais que la courbe du chômage a atteint un palier.

Ce chômage ne représente-t-il qu'une crise de croissance de l'économie allemande qui ne survivra pas à la phase d'adaptation qu'elle a traversée au début de 1949 ? Est-il lié à la pression déflationniste qui s'exerce et à une insuffisance de la demande globale et après cette première étape au cours de laquelle la production s'est développée sous la pression des prix dans le sens d'une rationalisation et d'une augmentation extrêmement rapide de la productivité, verrons-nous l'économie allemande dans une deuxième phase de son expansion absorber une grande partie de ses chômeurs ? Dans un examen rapide de l'évolution économique pendant le deuxième semestre de l'année 1949 et au cours de l'année 1950, nous allons chercher une réponse à cette question.

#### ***CHAPITRE IV - L'ESSORT DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ET LA PERSISTANCE DU CHÔMAGE***

Après la période de **réadaptation** qui a suivi la réforme monétaire, l'économie allemande a réalisé au cours de la deuxième moitié de l'année 1949 et surtout pendant l'année 1950, des progrès qui paraissent remarquables. Jusqu'au mois d'août 1950, elle connaît une conjoncture lentement mais sûrement ascendante ; par la suite comme dans la plupart des pays occidentaux, l'évolution de la situation internationale entraîne un boom de la production qui pose, vers la fin de l'année 1950 et le début de l'année 1951, des problèmes nouveaux. Nous n'aborderons pas, dans cette étude, l'examen de ces problèmes ; c'est une phase nouvelle qui s'ouvre dans l'évolution de l'économie allemande, comme dans celle de la plupart des pays du monde occidental, caractérisée par un renforcement des contrôles de l'état que rendent indispensable le développement des productions nécessaires au programme de réarmement, les difficultés d'approvisionnement sur les marchés mondiaux pour certaines matières premières et les menaces d'inflation qui en sont la conséquence. Nous nous limitons donc dans ce chapitre à l'étude de la phase

d'économie libérale qui se termine vers la fin de 1950.

Elle a été marquée sur le plan de la politique intérieure par la levée des mesures de contingentement et de rationnement qui subsistaient encore (seule l'énergie - carburants charbon et électricité - est restée soumise à un contrôle) et par la libéralisation des prix qui restaient contrôlés ; seule une trentaine de produits essentiels pour l'industrie et l'agriculture sont restés soumis à la taxation. Sur le plan des échanges extérieurs, l'Allemagne s'est associée aux diverses mesures prises par l'OECE et un grand nombre de produits ont été libérés. Cependant le contrôle des changes a dû être maintenu et malgré l'adhésion de l'Allemagne à l'Union européenne, le problème des paiements n'a pu être résolu.

Dans le cadre de cette politique, la production industrielle a accompli des progrès remarquables, qui ressortent nettement des chiffres de l'indice de la production industrielle.

	<b>Indice de la Production Industrielle (Base 1936 = 100)</b>			
	Indice général	Biens d'investissements	Biens généraux de production	Biens de consommation
Juin 1949	88	83	105	79
Sept. -	92	86	108	87
Déc. -	93	88	113	92
Mars 1950	96	93	120	96
Juin -	108	107	121	94
Sept. -	125	124	137	112
Nov. -	135	136	142	125
Déc. -	128	128	139	116

SOURCE : Wirtschaft und Statistik

La hausse des prix, enrayée pendant la période de déflation des premiers mois de l'année 1949, tend à nouveau à s'accroître vers la fin de la même année et se précipite à partir de juillet 1950, sous l'influence de la conjoncture internationale. Cette tendance apparaît tout d'abord dans l'évolution des prix des matières

premières :

<b>Indice des prix de 45 produits de base (30 industriels et 15 agricoles)</b>			
<b>Base 1938 = 100</b>			
	Indice général	Produits industriels	Produits alimentaires
Juin 1949	187	203	164
Sept. -	185	199	165
Déc. -	195	205	180
Mars 1950	197	215	169
Juin -	198	218	168
Sept. -	218	245	179
Déc. -	229	265	176

SOURCES : Wirtschaft und Statistik

Très limitée pour les produits agricoles, la hausse des prix a donc été très accusée pour les produits industriels et la distorsion des produits agricoles et industriels qui se posait dès le début de 1949 s'est aggravée.

Néanmoins les répercussions de la hausse des matières premières sur les produits fabriqués a été limitée :

<b>Indice des prix de 386 produits industriels</b>				
<b>base 1938 = 100</b>				
t	Indice général	Produits de base	Produits d'investissement	Produits de consommation
Juin 1949	184	190	184	175
Sept. -	182	187	182	173
Déc. -	181	190	178	171
Mars 1950	180	191	174	166
Juin -	178	190	170	165
Sept. -	185	198	169	175
Déc. -	195	216	172	178

SOURCE : Wirtschaft und Statistik - Heft 1, Janvier 1951, p.85

Une hausse de l'indice des prix des produits fabriqués de 7 % environ au cours de l'année 1950 représente un succès remarquable si on la compare aux hausses de prix qu'ont subi d'autres pays européens pendant la même période.

De même le maintien de la stabilité monétaire a été pleinement réalisé :

<b>Évolution et structure du volume monétaire (en millions de DM)</b>				
	Monnaie en circulation	Dépôts		Volume monétaire
		à vue	d'épargne et à terme	
Juin 1949	6 553	8 817	4 302	20 520
Sept. -	7 029	8 956	4 611	21 480
Déc. -	7 330	9 488	5 176	24 678
Mars 1950	7 420	9 251	6 082	25 129
Juin -	7 728	9 433	6 987	27 143
Sept. -	7 923	10 259	7 522	28 488
Déc. -	7 979	10 551	8 233	29 405

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Heft 3, Mars 1951, p.354

L'augmentation du volume monétaire ne représente donc que 32 % de septembre 1949 à septembre 1950, cependant que l'indice de la production industrielle augmentait de 36 % au cours de la même période.

On notera cependant que, bien que la proportion des dépôts à terme ait tendance à augmenter, la masse la plus importante des dépôts est constituée par les dépôts à vue.

Aussi le crédit à court terme a-t-il été le mode essentiel de financement de l'activité économique.

<b>Crédit des Banques d'affaire (en millions de DM)</b>		
	<b>Crédits à court terme (six mois au plus)</b>	<b>Crédits à long et à moyen terme</b>
Juin 1949	6 407	1 270
Sept. -	8 060	1 315
Déc. -	9 848	1 818
Mars 1950	10 986	2 463
Juin -	11 466	3 208
Sept. -	12 442	4 195
Déc. -	13 594	

SOURCE : Wirtschaft und Statistik. Deutschland in Zahlen 1950, p.314

Une part importante de crédits à moyen et à long terme ont été accordés sur les fonds de contre-partie de l'aide Marshall. Comparé à l'importance des crédits bancaires, le montant des émissions de valeurs sur le marché des capitaux apparaît très modeste ; depuis la réforme monétaire le marché des capitaux est en fait pratiquement inexistant :

<b>Montant total des émissions de valeurs du 22 juin 1948 au 31/12/1950 (en millions de DM)</b>		
	<b>Émises</b>	<b>Placées</b>
Valeurs à revenu fixe	2 071,7	1 329,8
Valeurs à revenu variable	120,9	116,7
<b>T O T A L</b>	<b>2 192,6</b>	<b>1 446,5</b>

SOURCE : Deutschland in Zahlen 1950, p.322

On est particulièrement frappé par le volume insignifiant des valeurs à revenu variable ; c'est en grande partie la conséquence de la limitation des dividendes à 6 ou 7 % par des dispositions législatives qui datent d'avant-guerre.

Les taux d'intérêt reflètent également la pénurie de capitaux qui règne en Allemagne. Le taux de l'escompte par la BDL était de 4 % et a été porté à 6 % le 27 octobre 1950 ; le taux d'escompte pratiqué par les banques variait entre 6 et 7 % vers la fin de 1949 ou au début de 1950 et à la fin de décembre 1950 il était entre 8 et 9,5 %. Le taux de l'argent à long terme est également resté très élevé; depuis la réforme monétaire<sup>34</sup>.

8,0	millions d'obligations ont été émises à	3,5 %
0,1	- - -	4,5 %
759,5	- - -	5,0 %
150,0	- - -	5,5 %
383,9	- - -	6,0 %
447,2	- - -	6,5 %

Ainsi, malgré un relèvement assez remarquable apparemment, l'économie allemande doit faire face en fait à de difficiles problèmes et le premier de tous est celui des investissements; on a évalué à 16,5 milliards de DM environ le montant des investissements réalisés en 1949-1950 (année plan Marshall), ce qui représenterait 19,4 % du revenu national qui a été estimé pour la même période à 85 milliards. Le chiffre global n'apparaît donc pas négligeable, si l'on rappelle que les investissements en France ont été évalués pour l'année 1949 à 1 540 milliards de francs, ce qui représenterait environ 18,6 % du revenu national<sup>35</sup> Mais c'est le mode de financement de ces investissements qui est anormal et qui est la source des difficultés que rencontre l'Allemagne, l'origine des fonds se répartit à peu près de la façon suivante :

Fonds publics .....	20 %
Fonds de contre-partie .....	8 %
Marché des capitaux .....	14 %
Autofinancement .....	58 %

---

<sup>34</sup>SOURCE : Deutschland in Zahlen 1950, p. 322

<sup>35</sup>cf., Memorandum de la France à l'OECE, avril 1950

L'autofinancement est ainsi la source principale des investissements. De ce fait le gouvernement ne dispose pas des moyens d'action suffisants pour orienter l'effort principal vers les secteurs de la production, jugés essentiels, tandis qu'en raison de la faiblesse du marché des capitaux, les industries ou les entreprises qui ne réalisent pas de gros profits, ne peuvent que très difficilement procéder à des émissions publiques. L'effort principal d'investissement se porte donc vers les entreprises qui réalisent les plus gros profits et qui se trouvent ainsi à même de réinvestir leurs bénéfices. Dans un pays qui doit faire face à une tâche imposante dans le domaine de la reconstruction et de la modernisation, il eût paru plus logique d'assurer une réelle priorité à certains secteurs essentiels de l'économie; signalons par exemple que les investissements dans les mines de charbon, n'ont représenté que 537 millions de DM, soit 3 % du total des investissements pendant l'année 1949-1950. La seule réussite du gouvernement allemand dans le domaine des investissements est celle du programme de reconstruction immobilière ; 7,3 milliards de DM ont été consacrés en 1950.à ce programme :

- 3,5 milliards à la construction d'environ 200 000 logements nouveaux ;
- 1,7 milliards à des constructions à usage industriel ;
- 1,1 milliards à des édifices publics ;
- 700 millions aux ponts et chaussées ;
- 250 millions à des constructions à usage agricole.

Si l'insuffisance du marché des capitaux et l'orientation défectueuse des investissements comportent des menaces pour l'avenir, l'évolution de l'économie allemande jusque vers la fin de 1950, vue uniquement sous l'angle des réalisations immédiates, et sur le plan intérieur, peut apparaître comme un succès éclatant. L'indice de la production industrielle (sans le bâtiment) est passé de 88 en juin 1949 à 135 en novembre 1950, tandis que l'industrie du bâtiment connaissait également un essor remarquable.

On pourrait facilement supposer dans ces conditions que le chômage a été presque complètement résorbé ; or il n'en a rien été. L'Allemagne occidentale

comptait 1 283 000 chômeurs en juin 1949 elle en comptait 1 316 000 en novembre 1950.

L'incidence de l'augmentation de la production industrielle sur le niveau de l'emploi a été en effet beaucoup moins important qu'on aurait pu le prévoir.

		Évolution de l'Emploi du 31/3/49 au 31/12/50		
		Salariés au travail	Augmentation ou diminution	
			en chiffres absolus	en %
1949	II	13 489 000}	+ 158 000	+ 1,2 %
	III	13 604 000}		
	IV	13 556 000}	- 297 000	- 2,2 %
1950	I	13 307 000}	+ 998 000	+ 7,5 %
	II	13 846 000}		
	III	14 296 000}		
	IV	14 163 000		

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Mars 1951, p.271

Sauf au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année 1950, le niveau de l'emploi n'a donc accusé que des variations de très faible amplitude. Il est intéressant de s'arrêter plus particulièrement sur cette période d'avril à septembre 1950, où l'emploi a augmenté de près d'un million de personnes; la répartition de cette augmentation dans les 5 grands secteurs économiques apporte déjà un élément d'analyse importants :

Augmentation ou diminution de l'emploi de 31/3/50 au 30/9/50		
	En valeur absolue	en %
1 - Agriculture et forêts	+ 11 718	-+ 1, ?
2 - Industrie et artisanat	+ 840 209	+11,8
3 - Commerce et transports	+ 135 273	+ 5,5
4 - Services publics et privés	+ 4 958	+ 0,2
5 - Services domestiques	- 3 928	- 0,6
TOTAL (1-5)	+ 998 230	

SOURCE : Wirtschaft und Statistik, Mars 1951, p.271

85 % de l'augmentation de l'emploi enregistrée se situe donc dans le secteur "industrie et artisanat", 13,5 % dans le commerce et les transports et seulement 1% environ dans l'agriculture malgré la tendance saisonnière. L'augmentation de l'emploi paraît donc essentiellement liée à l'expansion de la production industrielle dont l'indice (sans l'alimentation, les stimulants et le bâtiment) passe au cours de la même période de 100 à 124.

Cependant une étude plus détaillée de l'évolution dans les différentes branches d'activité industrielle montre que le bâtiment et l'industrie des matériaux de construction comptent pour près de la moitié dans l'augmentation de l'effectif des salariés occupés dans l'industrie et l'artisanat :

Augmentation de l'emploi du 31/3/50 au 30/9/50	
1 - L'industrie et l'artisanat,	840 209
2 - dont :	343 608
a. Le bâtiment	
3 -    b. L'industrie des matériaux de construction	49 163
4 - Total 2 + 3	392 771
5 - % de 4 par rapport à 1	46 %

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit Abteilung Statistik.

Ces chiffres traduisent le succès du programme de reconstruction en ce qui concerne ses effets directs sur l'emploi ; par contre ils laissent déjà entrevoir que l'expansion de la production dans les secteurs industriels, couverts par l'indice de la production industrielle que nous avons cité n'a pas entraîné la progression de l'emploi que l'on pouvait attendre.

C'est ce que confirme une comparaison des variations en valeur absolue et en valeur relative d'une part de l'indice de la production industrielle, d'autre part de l'emploi dans le secteur "industrie et artisanat", sans le bâtiment et les industries de l'alimentation et des stimulants qui ne figurent pas non plus dans l'indice de la production industrielle :

	Variations du 31/3/50 au 30/9/50	
	En valeur absolue	en %
Indice de la production industrielle (sans bâtiment, alimentation et les stimulants)	23 points	+ 22,8 %
Emploi dans l'industrie et l'artisanat (sans bâtiment, alimentation et les stimulants)	+ 428 056	+ 7,7 %

- statistique du ministère du travail

Emploi dans les industries figurant

dans l'indice de la production

+ 386 000

+ 9 %

(enquête sur la P.I.)

Ainsi l'augmentation de l'emploi ne correspond pas à l'augmentation de la production et apparaît relativement faible ; elle est de 7,7 % ou de 9 % suivant que l'on examine la statistique des offices du travail ou la statistique relative aux établissements couverts par l'enquête sur la production. La différence n'est pas très grande. Pendant la même période l'indice de la production industrielle augmente de 22,8 %.

L'accroissement de la production n'a donc pu se réaliser que grâce à une très forte progression du rendement par salarié. Cette progression est de l'ordre :

- si l'on prend pour base la statistique-des offices du travail 5 :

$$\frac{22,8 - 7,7}{1 + (7,7 \times 0,01)} = 14,0 \%$$

- si l'on prend pour base la statistique de l'emploi dans les établissements couverts par l'indice de la production :

$$\frac{12,6 - 9}{1 + (9 \times 0,01)} = 12,6 \%$$

Il est plus difficile de savoir de façon précise dans quelle mesure cette augmentation du rendement par salarié correspond à un accroissement de la durée moyenne du travail et dans quelle mesure elle correspond à une augmentation du rendement horaire. Le service fédéral des statistiques a établi un indice du rendement (base 1936 = 100) par heure de travail de salarié dans l'industrie dont le champ correspond à celui de l'indice de la production que nous avons choisi, sauf en ceci qu'il ne comprend pas la branche "énergie". Cet indice a progressé de la façon suivante :

Indice de la productivité par heure de travail de salarié dans l'industrie (1936 = 100)		Augmentation en % par rapport au chiffre précédent
1949 Juin (1)	80,8	
Sept.	80,9	
DEC.	81,7	+ 1,0 %
1950 Mars	86,2	+ 5,5 %
Juin	89,0	+ 3,2 %
Sept.	97,3	+ 9,3 %

(1) N.B. Juin 1949, pour la Bizone seulement.

SOURCE : Wirtschaft und Statistik.

L'accroissement de la productivité a donc été exceptionnellement rapide au cours de l'année 1950, cet accroissement est de 13 % sur la base de l'indice que nous avons cité. Il est bien évident toutefois que les variations de cet indice ne peuvent fournir qu'un ordre de grandeur très approximatif et qu'il ne saurait être question de mettre sous la forme d'une équation rigoureuse les différents facteurs de l'augmentation de la production.

L'augmentation du rendement par salarié ne correspond pas seulement à une augmentation du rendement horaire, mais également à une augmentation très sensible de la durée moyenne du travail; les éléments statistiques font défaut pour évaluer la durée moyenne de la semaine de travail dans les industries qui figurent sous l'indice de la production que nous avons utilisé. La statistique publiée par le Bureau fédéral de statistiques ne porte en effet que sur les ouvriers de l'industrie, excluant toutes les autres catégories de salariés, et elle englobe tous les groupes d'industrie, y compris le bâtiment, l'alimentation et les stimulants.

Toute tentative de comparaison rigoureuse avec les variations des indices cités ci-dessus, serait d'autre part faussée du fait que la pondération des différents groupes d'industrie n'est pas la même, dans le calcul des indices de la production industrielle et du rendement horaire et dans la statistique de la durée moyenne du

travail chez les ouvriers de l'industrie. Il reste néanmoins intéressant de citer ces chiffres :

Durée moyenne de la semaine de travail pour les ouvriers de l'industrie				
		Hommes et Femmes	Hommes	Femmes
1949	Juin	46,3	47,1	43,5
	Sept.	47,4		
	Déc.	46,9		
1950	Mars	47,3	48,2	44,4
	Juin	48,2		
	Sept.	49,1		

SOURCE : Wirtschaft und Statistik.

La durée moyenne de la semaine de travail est ainsi depuis 1949 supérieure en Allemagne à ce qu'elle est dans les autres pays de l'Europe occidentale et ce n'est pas le moindre des paradoxes d'un pays qui souffre par ailleurs d'un chômage massif chronique.

		Allemagne	France	Royaume-Uni
Septembre	1949	47,4	43,8	45,4
0 1er trim.	1950	47,3	44,2	
0 2ème trim.	1950	48,2	44,2	(1)

(1) France : industries de transformation

Royaume-Uni : industries de transformation, mines, bâtiments, transports.

SOURCE : Revue Internationale du Travail (BIT)

Au cours du 2ème trimestre de 1950 on a assisté à une généralisation des heures supplémentaires pour la main-d'œuvre masculine, la semaine de travail passant de 48,2 heures à 49,1. Le détail des 26 groupes professionnels est d'ailleurs encore plus significatif : en juin, dans 18 groupes professionnels sur 26, la durée de la semaine de travail était supérieure pour les hommes à 50 heures.

Sans parler des difficultés techniques que rencontrent les entreprises à organiser un système de plusieurs équipes et à augmenter autrement leurs effectifs de main-d'œuvre, il y a lieu de citer parmi les raisons de cette généralisation des heures supplémentaires ; un manque de main-d'œuvre qualifiée dans certaines professions et en certains endroits et l'attitude des ouvriers qui malgré l'opposition de principe des syndicats sont en général heureux de gagner ainsi un supplément de salaire. Si les syndicats en la matière n'ont pas su imposer une discipline à leurs adhérents, le gouvernement de son côté n'a rien tenté pour combattre la généralisation des heures supplémentaires et par là le chômage.

Malgré l'augmentation de l'emploi, le chômage, si l'on ne tient pas compte des variations saisonnières, garde en effet un niveau pratiquement constant, en raison de l'accroissement de la population salariée (= salariés au travail + salariés en chômage).

Trimestre		Salariés au travail	Chômeurs	Population salariée	
		en 1 000	en 1 000	en 1 000	
1949	I	- 255	+ 409	+ 154 )	
	II	+ 41	+ 115	+ 156 )	+ 654
	III	+ 116	+ 31	+ 147 )	
	IV	- 48	+ 245	+ 197 )	
1950	I	- 249	+ 293	+ 44 )	
	II	+ 538	- 314	+ 224 )	+ 737
	III	+ 450	- 266	+ 184 )	
	IV	- 133	+ 418	+ 285 )	

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit - Abteilung Statistik.-

Cet afflux continu de main-d'œuvre sur le marché du travail s'explique, par

diverses raisons :

- le mouvement naturel de la population et l'arrivée en fin de scolarité des jeunes gens nés pendant des années de forte natalité,
- la tendance à une plus forte participation de la population à la vie active : travail de la femme plus répandu et recul de l'âge de la retraite en raison des difficultés de vie,
- l'afflux des réfugiés venant de la zone orientale. Ce facteur a été très important après la réforme monétaire mais depuis la fin de 1949 il ne semble pas jouer un rôle très appréciable.

Il est difficile d'apprécier l'importance relative des deux premiers facteurs en l'absence de données statistiques précises. Quoiqu'il en soit, il paraît certain que ces facteurs vont continuer à jouer au cours des années qui viennent et l'augmentation de la population salariée ne paraît pas devoir se ralentir de façon très marquée.

Cet accroissement de la population salariée a donc été continu depuis la réforme monétaire, et semble devoir rester un facteur important dans l'évolution du chômage ; il freine sa **résorption** en période d'augmentation de l'emploi et se conjugue par contre avec les augmentations saisonnières du chômage provoquant au début de l'hiver un bond spectaculaire de la courbe.

L'évolution du chômage se déroule en effet à nouveau depuis la fin de 1949, suivant un cycle saisonnier, particulièrement net dans l'évolution du chômage masculin, le plus sensible aux variations saisonnières :

l'Augmentation ou diminution du chômage masculin		
	1949 - 1950	1950 - 1951
Août	- 11 890	- 88 431
Septembre	- 5 124	- 53 985
Octobre	- 3 811	- 35 912
Novembre	+ 57 761	+ 71 039
Décembre	+ 148 167	+ 342 171
Janvier	+ 285 496	+ 110 074

Février	+ 72 450	- 143 835
Mars	- 118 220	- 86 445
Avril	- 71 735	- 126 367
Mai	- 98 979	- 62 177
Juin	- 110 289	- 57 127
Juillet	- 75 902	- 29 148

SOURCE : BUNDESMINISTERIUM FÜR ARBEIT. -ABTEILUNG STATISTIK

SI L'EN CONSIDERE LE CHIFFRE GLOBAL DES CHOMEURS (HOMMES ET FEMMES ), IL APPARAÎT QUE LE CHOMAGE EST PRATIQUEMENT STABILISÉ DEPUIS LA FIN DE L'ÉTÉ 1949 A UN NIVEAU NETTEMENT SUPÉRIEUR À UN MILLION. Le minimum se situe vers 1 250 000 et le maximum aux alentours de 2 millions - si l'on considère la pointe du 15 février 1950 et du 15 janvier 1951<sup>36</sup> - ce qui laisse apparaître un important chômage saisonnier de l'ordre de 700 000 chômeurs au maximum de l'hiver.

CHÔMEURS (Hommes et Femmes)			
Fin du mois	1949	1950	1951
Janvier		1 897 000	1 821 000
Février		1 981 000	1 662 000
Mars		1 852 000	1 567 000
Avril		1 784 000	1 446 000
Mai		1 668 000	1 387 000
Juin	1 283 000	1 538 000	1 326 000
Juillet	1 303 000	1 452 000	1 292 000
Août	1 308 000	1 341 000	1 259 000

---

<sup>36</sup> Au 15/2/1950 : 2.018.000 chômeurs  
au 15/1/1951 : 1.911.000 chômeurs

Septembre	1 314 000	1 272 000	
Octobre	1 317 000	1 230 000	
Novembre	1 384 000	1 316 000	
Décembre	1 558 000	1 690 000	

SOURCE : Bundesarbeitsministerium - Abteilung Statistik.-

Quelle est donc la nature de ce chômage persistant ? Il est certain qu'il représente en partie un chômage résiduel qui n'est vraisemblablement pas négligeable dans l'état actuel de l'Allemagne et qui comprend des travailleurs marginaux (inaptes à un travail normal, travailleurs âgés, etc...) dont la mise au travail présenterait de grandes difficultés pour peu de résultats, sauf en cas d'une économie de guerre, néanmoins, le chômage apparaît dans sa majeure partie comme un chômage structurel. Ce problème structurel ressort en premier lieu de la répartition géographique du chômage envisagé tant par rapport à la population salariée que par rapport au nombre des offres d'emploi non satisfaites à la fin du mois :

		CHÔMEURS		Offres d'emploi non satisfaites	
	LAND	Chiffres absolus au 30/9/1950	% par rapport à la population salariée	Chiffres absolus au 30/9/1950	Nombre de chômeurs pour une offre d'emploi
	1	2	3	4	5
1	- Schleswig-Holst.	178 082	21,5	2 973	59,9
2	- Basse-Saxe	301 517	14,0	14 133	21,3
3	- Hambourg	82 528	12,2	2 259	36,5
4	- Bavière	297 998	10,6	22 136	13,4
5	-Brême	21 676	10,1	1 373	15,8

6	-Hesse (arrondissement de Kassel seulement)	44 381	12,0	2 202	20,2
	<b>TOTAL (1-6)</b>	<b>926 182</b>	<b>13,1</b>	<b>45 526</b>	<b>20,5</b>
7	- Rhénanie-Westph.	173 945	3,8	59 154	2,9
8	- Wurtemberg-Bade	49 729	3,7	14 157	3,5
9	- Rhénanie-Palatinat	51 670	6,4	5 735	9,0
10	- Bade	10 109	2,6	4 235	2,4
11	- Wurtemberg-Hohenzollern	7 465	2,0	4 650	1,6
12	- Hesse (sauf arrondissement de Kassel)	52 747	5,2	9 109	5,8
	<b>TOTAL (7-12)</b>	<b>345 665</b>	<b>4,5</b>	<b>97 040</b>	<b>3,6</b>
	RÉP. FÉD. ALLEMANDE	1 271 847	8,2	142 296	8,9

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit.-Abteilung Statistik.-

En pourcentage, la répartition du chômage entre les deux parties de l'Allemagne n'a pas sensiblement varié. Alors qu'à la fin février 1950 le Schleswig-Holstein, la Basse-Saxe, la Bavière, Brême et Hambourg comptaient 67 % du total des chômeurs, les mêmes Länder comptaient pour 69 % de ce même total au 30 septembre 1950 et pour 68 % au 31 décembre 1950

A part quelques rares exceptions comme Hambourg ou Brême, en pourcentage, la diminution du chômage ainsi que l'augmentation de l'emploi ont été à peu près égales dans les différents Länder au cours des deuxième et troisième trimestre 1950

:

LÄNDER	Diminution du chômage du 31/3 au 30/9/50		Augmentation de l'emploi du 31-3 au 30-9-1950	
	Valeur absolue	%	Valeur absolue	%

	(en milliers)		(en milliers)	
1 - Schleswig-Holst.	- 57	- 24	+ 52	+ 9
2 - Basse-Saxe	- 120	- 28	+ 149	+ 9
3 - Hambourg	- 8	- 9	+ 32	+ 6
4 - Bavière	- 181	- 37	+ 216	+ 9
5 - Brême	- 1	- 4	+ 10	+ 5
<b>TOTAL (1-5)</b>	<b>- 367</b>	<b>- 29</b>	<b>+ 459</b>	<b>+ 9</b>
6 - Rhénanie-Westph.	- 84	- 32	+ 252	+ 6
7 - Wurtemberg-Bade	- 50	- 37	+ 75	+ 6
8 - Rhénanie-Palatinat	- 22	- 30	+ 61	+ 9
9 - Bade	- 6	- 37	+ 28	+ 8
1 - Wurtemberg-Hohenzellern	- 6	- 46	+ 24	+ 7
1 - Hesse	- 67	- 41	+ 89	+ 7
<b>TOTAL (6-11)</b>	<b>- 235</b>	<b>- 33</b>	<b>+ 528</b>	<b>+ 7</b>
<b>RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE</b>	<b>- 592</b>	<b>- 31</b>	<b>+ 988</b>	<b>+ 7</b>

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit.-Abteilung Statistik.-

Il n' y a donc pas eu, comme on aurait pu s'y attendre au cours d'une longue période de baisse continue du chômage, de transfert de chômage entre les régions les plus touchées et les régions les moins touchées. Le contraste de deux Allemagnes à l'intérieur de la république fédérale dont l'une reste écrasée sous le poids du chômage et d'une importante population de réfugiés, et dont l'autre atteint souvent presque au plein emploi persiste et la ligne de démarcation entre elles ne s'est pas déplacée. Il est d'autant plus frappant que l'égalité ne se soit pas rétablie par une sorte de nivellement spontané, que sur le plan administratif, toutes les entraves qui gênaient les mouvements de personnes ont pratiquement disparu, si ce

n'est dans la mesure où la pénurie de logement nécessite le maintien de certaines restrictions. C'est donc essentiellement à la situation du logement qu'il faut attribuer cette rigidité du marché du travail. Une politique cohérente de l'emploi supposerait donc que les crédits de la reconstruction soient répartis entre les Länder non plus en fonction des besoins actuels en logements de la population telle qu'elle est actuellement répartie, mais suivant un plan qui tiendrait essentiellement compte des possibilités d'emploi présentes et à venir et qui serait ainsi amené à accorder la priorité aux centres industriels de l'Allemagne de l'ouest.

Cette mauvaise répartition géographique de la main- d'œuvre s'accompagne d'une mauvaise répartition sur le plan professionnel ou d'un manque de formation professionnelle qui est un autre élément du chômage structurel. Il est difficile de déceler, à l'examen des statistiques les goulots d'étranglement ou les professions les plus encombrées. Aucune statistique ne donne de précisions suffisantes sur la qualification professionnelle ; or, ce sont précisément les ouvriers très qualifiés qui manquent le plus souvent. La répartition des chômeurs par groupes professionnels est d'autre part très contestable et il ne faut y chercher que des indications très générales ; voici à titre d'exemple le pourcentage des chômeurs par rapport à la population salariée dans quelques groupes professionnels, au 30 juin 1950 pour les hommes seulement :

Groupes professionnels	% chômeurs par rapport à la population salariée
Mines	1,6
Industries chimiques	4,9
Production et transformation du papier	5,8
Mécaniciens et professions annexes	5,8
Tous groupes professionnels	10
Manceuvres	12,9

Alimentation	14,5
Forêt, chasse, pêche	19,9
Production et travail du cuir	20,4

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit - Abteilung Statistik.-

Le cas des mines mérite une attention particulière. L'effectif des salariés au travail dans les mines avait augmenté de façon constante jusqu'au mois de mai 1950 ; depuis, il se maintient difficilement et accuse même parfois des pertes.

Évolution de l'emploi dans les mines de charbon et de lignite		
Mois	Effectifs des mineurs du fond et du jour	Départs
Janvier 1950	343 910	5 299
Février	344 580	4 896
Mars	346 141	5 760
Avril	348 257	6 481
Mai	348 819	6 000
Juin	348 028	6 545
Juillet	347 480	6 777
Août	347 237	7 429
Septembre	346 120	8 334
Octobre	346 028	7 789

SOURCE : Bundesministerium für Arbeit - Abteilung Statistik.-

Il semble que de nombreux ouvriers, autrefois employés dans la métallurgie aient profité des besoins accrus de ces industries pour reprendre leur ancien métier où le travail est moins dur et où les salaires ne sont pas inférieurs à ceux de la mine. Mais il est frappant que malgré la présence de plus de 800 000 chômeurs hommes, les

mines ne puissent pas recruter 7 à 8 000 mineurs par mois.

Le cas des mines n'est pas le seul goulot d'étranglement que l'on voit se dessiner dans le domaine de la main-d'œuvre. Dans le bâtiment par exemple il existe en beaucoup d'endroits une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Il apparaît donc que si l'on ne parvient pas à assurer par un double effort dans le domaine du logement dans le domaine de l'éducation professionnelle une mobilité suffisante de la main-d'œuvre pour lui permettre de s'adapter aux besoins de l'économie à la fois dans sa répartition géographique et dans sa répartition professionnelle, des goulots d'étranglement apparaîtront bien avant que le plein emploi ne soit réalisé et ceci d'autant plus que la durée du travail déjà très élevée enlève au marché de la main-d'œuvre un élément important d'élasticité.

\*

\* \*

Ainsi, si l'on avait pu être tenté jusqu'en 1949, d'expliquer par une insuffisance globale de la demande, conséquence de la réforme monétaire et de la politique déflationniste appliquée par la suite, le chômage qui se développe depuis juin 1948, cette interprétation ne résisterait pas à l'examen de l'évolution de la conjoncture économique et du marché du travail pendant l'année 1950. Il ne paraît plus possible, devant la persistance du chômage malgré le développement extraordinaire de l'économie allemande, de soutenir qu'une expansion générale de la demande, pourrait y remédier. La concentration d'un chômage massif dans certaines régions déterminées - et dans certaines professions - traduit bien un phénomène structurel auquel on ne saurait appliquer les mêmes remèdes.

L'origine de ce problème de structure, c'est avant tout le bouleversement démographique et économique qui résulte de la guerre et la présence en Allemagne occidentale de 9 millions de réfugiés dont la majeure partie est concentrée dans les régions frontalières de la zone orientale, régions peu industrialisées et dans lesquelles, de plus, les capitaux hésitent à s'investir en raison des menaces de guerre. La réforme monétaire n'a pas créé le problème ; elle l'a seulement mis en évidence. Le remède, c'est certainement une redistribution de la population plus conforme aux potentiels économiques des différentes régions et la première condition de cette redistribution c'est une politique rationnelle du logement ; c'est

aussi un large programme d'éducation et de rééducation professionnelle et un effort en vue de limiter l'augmentation de la durée du travail. Mais de telles mesures sont à elles seules insuffisantes, surtout si l'on tient compte de l'augmentation continue de la population salariée. Dans la situation actuelle de l'Allemagne le plein emploi ne saurait se réaliser que par un accroissement de la production et de l'activité économique. Or, à la fin de 1950, l'économie allemande manifestait déjà des signes d'essoufflement ; des goulots d'étranglement sont apparus par exemple dans le domaine de l'énergie (la production du charbon tend à plafonner) et dans le domaine de l'acier (la production de l'acier a pratiquement atteint la limite que lui permet son équipement et la limite de capacité des laminoirs paraît atteinte également). Le développement de l'économie allemande au delà du niveau qu'elle avait atteint à la fin de 1950 implique donc la réalisation de très importants investissements. C'est là et non dans l'augmentation avant toute chose du volume global de la demande qu'il faut voir la-cléf du problème du chômage en Allemagne.

En ceci, le chômage qui sévit actuellement en Allemagne se rapproche davantage, par sa nature et par les remèdes dont il relève, du chômage que l'on rencontre dans les pays insuffisamment développés.

## **CONCLUSION**

Le chômage est donc devenu une maladie chronique de la nouvelle république allemande. Il n'est pas sans intérêt de rappeler pour conclure les prises de position à ce sujet du gouvernement et des partis politiques allemandes.

On est frappé par l'existence d'une certaine concordance de vues derrière les violences verbales échangées entre le gouvernement et l'opposition. Le fait que ni les uns ni les autres n'aient envisagé certains moyens de combattre le chômage qui auraient été tout au moins discutés dans d'autres pays en pareille conjoncture, est très significatif.

On remarque par exemple qu'il n'a jamais été question d'une diminution du nombre des heures de travail et de la **série** des mesures qui permettraient d'occuper une main-d'œuvre plus nombreuse pour un même niveau de la production. Il est plus frappant encore que les syndicats ne se soient pas départis de la modération dont ils

ont fait preuve dans les revendications de salaires et qu'ils n'aient jamais préconisé sérieusement pas plus que la S.P.D. un relèvement général des salaires destiné à accroître le pouvoir d'achat des masses ouvrières et à stimuler l'industrie allemande des biens de consommation en augmentant la demande de ces biens.

Cette attitude paraît commandée par la peur toujours vive de l'inflation ainsi que par la préoccupation de ne pas fermer à l'exportation allemande les marchés étrangers en augmentant les prix de revient.

Les partis de l'opposition et les syndicats sont donc d'accord avec le gouvernement pour estimer que la solution du problème du chômage ne saurait être recherchée en dehors d'un développement rationnel de la production et les uns et les autres voient par conséquent dans la politique des investissements la clef du problème.

C'est ici que se situe le divorce entre le gouvernement et l'opposition S.P.D.

Le gouvernement n'envisage le problème que dans le cadre d'une politique économique, strictement libérale et il aboutit à une impasse, ce dont il paraît faire lui-même l'aveu au § 188 du Mémoire Général qu'il a adressé le 15 décembre 1949 à l'OECE :

"Il est à craindre qu'il y ait même lieu de ralentir l'exécution du programme d'investissements car toute augmentation du niveau de la production par des investissements conduit automatiquement à une augmentation de l'emploi et ainsi à une augmentation du pouvoir d'achat".

Autrement dit une politique d'investissements orientée vers le secteur des biens d'investissement et des biens de production permet bien de réduire le chômage en augmentant le volume de la main-d'œuvre employée dans ces industries, mais le pouvoir d'achat supplémentaire distribué sous forme de salaires s'oriente vers la demande de biens de consommation dont la production ne se trouve guère accrue, du moins à brève échéance. D'où la nécessité pour le gouvernement fédéral de consacrer une large part des crédits étrangers à l'achat de biens de consommation,

afin d'éviter une hausse des prix dans ce secteur, ou si l'aide étrangère est insuffisante, de ne procéder que très progressivement à de nouveaux investissements. Le gouvernement est ainsi très logiquement conduit à admettre qu'il est impuissant à résoudre à brève échéance par ces propres moyens le problème du chômage, à moins, concluent dans le même paragraphe les auteurs du mémorandum, d'abandonner la politique libérale suivie jusqu'alors et de recourir à des mesures de rationnement. Or, le gouvernement se refuse par principe à un tel revirement de sa politique.

Le S.P.D. et les syndicats par contre admettent ces contraintes, conditions indispensables à leur avis d'une politique active de reconstruction économique et de création d'emplois. Ils ne méconnaissent pas les dangers d'inflation que comporte une politique de plein emploi mais ils estiment qu'on doit y faire face par une politique fiscale appropriée, le contrôle des prix et le contrôle des échanges et au besoin par le contingentement et le rationnement. Ils reprochent d'autre part au gouvernement de laisser les investissements entièrement à l'initiative privée. Ils jugent nécessaire un contrôle du crédit par l'état qui doit orienter les investissements vers les activités les plus profitables à la collectivité toute entière. Ils préconisent en somme une politique économique qui n'est pas sans analogies, toutes proportions gardées, avec la politique d'austérité du gouvernement travailliste britannique.

A plus longue échéance cependant, le problème du chômage allemand se pose différemment ; il tend à déborder le cadre de la politique intérieure allemande pour devenir un problème d'ordre international, comme le notait déjà en mars 1950, un rapport du secrétariat général de l'OECE<sup>37</sup> :

« La situation critique de la balance des paiements, notamment depuis la dévaluation, et les mesures de libération des échanges ont posé un véritable problème en ce sens que toute mesure destinée à favoriser l'emploi risquait d'accroître la consommation intérieure et les importations alors que la

---

<sup>37</sup>Document CE/WP2 (50) 1/17 du 24 mars 1950. Groupe de travail N° 2 du comité exécutif sur la stabilité financière- intérieure : Observations du secrétariat général au sujet du mémorandum de l'Allemagne sur la stabilité financière intérieure.

nécessité imposait au premier chef de contenir les prix à un niveau peu élevé, de limiter la consommation intérieure et d'encourager ainsi les exportations ».

« Derrière ces dilemmes se dresse un problème d'une importance plus grande encore. Le plein emploi, même au niveau de productivité de 1936, entraînerait un nouvel accroissement de la production totale d'environ 40 % par rapport au niveau actuel, voire de 60 % pour la production industrielle. Un tel accroissement de production assurerait évidemment à l'Allemagne la prépondérance dans de nombreux secteurs de l'économie de l'Europe occidentale. Il en résulterait un niveau d'exportations également beaucoup plus élevé, ce qui, en raison de la structure même de l'économie allemande, se traduirait par des exportations de produits manufacturés représentant plusieurs fois le volume actuel. On doit considérer comme inévitable que la concurrence faite par l'Allemagne aux autres pays industriels européens devienne très âpre, à moins d'une expansion extraordinaire des marchés mondiaux. »

« Malgré d'assez graves difficultés de financement, il ne semble pas que le niveau d'investissements nécessaire pour étayer un tel volume de production doive dépasser les possibilités du pays si l'on considère le niveau d'investissements d'avant-guerre et compte tenu de la contribution qu'apporterait à cet égard l'expansion générale de la production ».

« En résumé », conclut le rapport de l'OECE, « si les difficultés que présente actuellement la situation financière de l'Allemagne peuvent indubitablement être atténuées par des modifications de structure et de technique monétaire, la solution du problème à longue échéance que constitue la viabilité de l'Allemagne et de son corollaire, celui de la stabilité financière, est essentiellement, étant donné l'obligation où est l'Allemagne d'importer des produits alimentaires et des matières premières et l'accroissement de sa population, une question d'échanges et de politique sur le plan international, et dépend de la place qui sera faite à l'Allemagne dans le concert des nations ».

Si la politique du gouvernement fédéral allemand doit recevoir une justification, c'est bien en abordant le problème sous cet angle qu'il faut la chercher.

Son souci essentiel a été, tout en maintenant la stabilité monétaire, de restaurer la capacité de concurrence de l'industrie allemande en augmentant la productivité et en adaptant progressivement la production et les prix aux conditions du marché mondial. Pour réaliser cette adaptation nécessaire, il a choisi de libérer l'économie allemande des contrôles intérieurs et de s'avancer aussi loin que possible sur la voie de la libération des échanges. Il a été aidé dans cette voie par la position politique qu'occupe l'Allemagne sur le plan international et qui lui a permis en se posant champion du libéralisme économique qui était prôné par les États-Unis, et en exploitant le danger politique qu'aurait constitué pour l'Europe occidentale un affaiblissement économique de la république fédérale, d'assurer au pays un train de vie qui ne correspondait pas à ses moyens. S'il avait au contraire choisi de réaliser avant toute chose et dans l'immédiat le plein emploi, il est à craindre que le maintien des divers contrôles qu'impliquait une telle politique, n'ait abouti à perpétuer une économie artificielle dont la productivité serait restée insuffisante et qui serait restée isolée sur le plan international et repliée sur elle-même.

On a souligné une certaine analogie entre l'Angleterre et la nouvelle République Fédérale allemande, fondée sur la ressemblance de leur structure économique comme sur le chiffre et la densité de leur population ; mais l'Allemagne occidentale est une Angleterre sans Commonwealth et c'est de l'étranger qu'elle doit importer 4% environ des produits alimentaires qu'elle consomme et une grande partie des matières premières nécessaires à son industrie. Cette Allemagne n'est-elle pas naturellement vouée à un libre échangisme qui sera l'expression pacifique de sa force d'expansion en même temps qu'une nécessité vitale ? A moins qu'une planification ne soit conçue dans un cadre plus large où l'Allemagne occidentale aura sa place et que la réalisation ou le maintien du plein emploi ne devienne l'objectif commun d'un ensemble suffisamment important de pays solidaires.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **I. DOCUMENTATION STATISTIQUE**

#### **A - Documentation statistique générale sur l'Allemagne**

Pour l'avant-guerre et la guerre

STATISTISCHES JAHRBUCH FÜR DAS DEUTSCHE REICH (publié par le Statistisches Reichsamt, Berlin)

Pour la période de 1928 à 1944, les données statistiques publiées dans l'annuaire cité ci-dessus ont été résumées et chaque fois que cela était possible, corrigées compte tenu des modifications territoriales que l'Allemagne a subies en 1945 et décomposées par zone d'occupation et par Land. Ce travail a été effectué par les services du Länderrat de zone américaine et publié sous le titre suivant :

STATISTISCHES HANDBUCH VON DEUTSCHLAND (1928 - 1944) (publié par le Länderrat de la zone américaine, Franz Ehrenwirth-Verlag, München 1949)

Après la capitulation de l'Allemagne et jusqu'en 1948, les seules PUBLICATIONS STATISTIQUES officielles ont été celles des autorités d'occupation des différentes zones :

Pour la zone américaine :

STATISTICAL ANNEX TO THE MONTHLY REPORT OF THE MILITARY GOVERNOR (US)

Pour la zone britannique :

MONTHLY STATISTICAL BULLETIN OF THE CONTROL COMMISSION FOR GERMANY (BRITISH ELEMENT)

Pour la zone française :

BULLETIN STATISTIQUE DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

La première publication statistique officielle des autorités allemandes fut publiée par l'Office de Statistiques de la Bizone, à partir d'août 1948 sous le titre :

## STATISTISCHE MONATSAHLEN

(herausgegeben von Statistischem Amt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes)

À partir d'avril 1949, cette publication fut remplacée par une revue publiée par le même organisme et comportant désormais en plus d'une partie purement statistique, des études et un commentaire sur l'évolution de la situation économique :

### WIRTSCHAFT UND STATISTIK

(W, Kohlhammer-Verlag, Stuttgart), Mensuel.

Depuis septembre 1949, « Wirtschaft und Statistik », comporte deux éditions différentes, une édition allemande qui comprend toujours une partie réservée à des études et à des commentaires et une édition destinée aux autorités alliées réduite uniquement à la partie statistique. Cette dernière édition a remplacé les publications statistiques des autorités d'occupation occidentales qui ont cessé de paraître en septembre 1949 au moment de la création du premier gouvernement allemand de la République Fédérale. Elle est rédigée en langue allemande mais elle a été complétée par des glossaires qui donnent la traduction en anglais et en français des têtes de colonne. L'office de statistiques de la Bizone, chargé de son élaboration ayant été transformé en un office fédéral compétent pour l'ensemble de la République Fédérale, les statistiques publiées dans Wirtschaft und Statistik primitivement limitées à la Bizone ont été peu à peu étendues à l'ensemble du territoire de la République Fédérale par l'incorporation des chiffres de la zone française et ceci généralement avec un retour en arrière jusqu'à la date de la réforme monétaire.

La collection de Wirtschaft und Statistik est ainsi devenue un instrument de travail précieux pour l'étude de la période postérieure à la réforme monétaire.

On trouve également des données utiles, sous une présentation plus commode dans les annuaires suivants :

DEUTSCHLAND IN ZAHLEN 1949

DEUTSCHLAND IN ZAHLEN 1950

(publiés par le Wirtschaftswissenschaftliches Institut der Gewerkschaften –  
Bund-Verlag, Köln)

DEUTSCHLAND JAHRBUCH 1949  
par Klaus Mehnert et Heinrich Schulte  
(West-Verlag, Essen, 1949)

En ce qui concerne les statistiques démographiques, nous avons  
consulté :

Statistik der Bundesrepublik Deutschland, Band 32  
ALPHABETISCHES GEMEINDEVERZEICHNIS FÜR DIE  
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND.

Vorläufiges Ergebnis nach der Volkszählung von 13.9.1950.  
(Statistisches Bundesamt/Wiesbaden  
W. Kohlhammer-Verlag, Stuttgart-Köln, juin 1951)

## **B - Statistiques du Travail en Allemagne Occidentale**

En matière de statistiques du travail, les données les plus importantes ont paru dans les publications citées précédemment. Des statistiques plus détaillées et plus complètes étaient diffusées régulièrement aux administrations et aux organismes intéressés, d'une part par l'administration du travail de la Bizone, d'autre part par le Secrétariat Permanent de la Conférence des Ministres du Travail de la zone française d'occupation. Après la création de la République Fédérale d'Allemagne, ces statistiques ont été diffusées par le Ministère Fédéral du Travail (section statistique). Cette diffusion a été très restreinte, jusqu'en août 1950, en raison des moyens de reproduction utilisés, ronéo ou tirage sur papier sensible. Mais depuis août 1950, les statistiques du Ministère fédéral du travail font l'objet d'une publication imprimée plus largement diffusée :

ARBEITS-UND SOZIALSTATISTISCHE MITTEILUNGEN

(herausgegeben vom Bundesministerium für Arbeit, Bonn) mensuel

## **C - Statistiques internationales du travail**

Si l'on ne veut pas avoir recours aux publications nationales des différents pays, les données essentielles sont fournies par :

L'ANNUAIRE DES STATISTIQUES DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

et par la :

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

(publication mensuelle du Bureau International du Travail, Genève)

## **II. ÉTUDES ET RAPPORTS**

### **A - Documentation générale sur les problèmes de l'emploi et du chômage**

J.M.- Zeynes :

THÉORIE GÉNÉRALE DE L'EMPLOI DE L'INTÉRÊT ET DE LA MONNAIE,  
Payot - Paris 1949

Mrs. Joan Robinson :

INTRODUCTION À LA THÉORIE DE L'EMPLOI

(Traduction publiée par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques)

Presses Universitaires de France, Paris

L'ÉCONOMIE DU PLEIN EMPLOI

Traduction de six études de T. Balogh, F.A.Burchardt, M. Kalecki, K.Mandelbaum, E.F. Schumacher, G.D.N.Worswick, membres de l'Institut de Statistiques de l'Université d'Oxford.

(publié en français par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques - Direction de la Conjoncture et des Études Économiques)

Presses Universitaires de France, Paris 1949

Dr. Rolf Wagenführ

DER WEG ZUR VOLLBESCHÄFTIGUNG

Bund-Verlag, Köln, 1950

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Bureau International du Travail, Genève 1950

Nations Unies. Département des questions économiques :

"LE MAINTIEN DU PLEIN EMPLOI. ANALYSE DES POLITIQUES DU PLEIN EMPLOI DES GOUVERNEMENTS ET INSTITUTIONS SPECIALISÉES".

(Lake Succès, juillet 1949)

Nations Unies. Département des questions économiques :

MESURES D'ORDRE NATIONAL ET INTERNATIONAL NÉCESSAIRES POUR RÉALISER LE PLEIN EMPLOI. (Rapport du groupe d'experts constitué par le Secrétaire Général) New-York, décembre 1949

Conseil de l'Europe :

LES OBJECTIFS DE PLEIN EMPLOI DANS LE CADRE DU PROBLÈME DE LA COOPÉRATION EUROPEENNE.

Strasbourg, avril 1951

## **B - Les statistiques de la main-d'œuvre du point de vue méthodologique**

- Bureau International du Travail :

Statistiques de l'emploi, du chômage et de la main-d'œuvre, Étude méthodologique (Rapport élaboré pour la sixième conférence internationale des staciens du travail, Montréal 4-12 août 1947)

Genève 1948

- Dr. Josef Nothaas

EINFÜHRUNG IN DIE SOZIALSTATISTIK

(Neue soziale Praxis - Eine Schriftenreihe des Bayrischen Staatsministeriums für Arbeit und soziale Fürsorge - Heft Nr. 4)

Richard Pflaum-Vurlag, München 1948

- Organisation Européenne de Coopération :

Rapport du Groupe mixte de travail pour les questions statistiques sur les statistiques de l'emploi et du chômage

Première partie : Document MO (50) 17 du 5 avril 1950

Deuxième partie : Document MO (50) 31 du 7 août 1950

## **C - Documentation sur la réforme monétaire**

### 1 - Les textes :

J.O. du C.C.F.A.	N° 57 du 28/2/1947
	N° 175 du 23/ 6/1948
	N° 176 du 24/ 6/1948
	N° 177 et N° 177bis du 27/6/48
	N° 205 du 1/10/1948
	N° 210 - 211 du 19-22/10/1948
	N° 219 - 220 du 19-23/11/1948

J.O. du C.C.F.A.	N° 250 - 256 du 1/4/1949
	N° 258 - 259 du 8-12/4/1949
	N° 268 - 269 du 13-17/5/1949

à défaut, on trouve les textes essentiels dans :

BULLETIN DE LEGISLATION COMPARÉE 1948

N° 31 -.32, p. 1071 - 1142

LA RÉFORME MONÉTAIRE ET BANCAIRE de juin 1948 Paris - Imprimerie

Nationale.

2 - Commentaires :

Paul Leroy-Beaulieu

LA RÉFORME MONÉTAIRE DANS L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

Conférence prononcée à la Faculté de Droit de Paris le 25 février 1949.

M. Mitzakis

LES FINANCES DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION EN

ALLEMAGNE en 1948 - 1949.

Conférence faite à Baden-Baden le 14 avril 1948 aux stagiaires du Centre d'Études Germaniques de Strasbourg

Voir Réalités Allemandes N° 4 d'avril 1949 p.9 à 21 édité par la Division de l'Information du C.C.F.A.

M. Mitzakis

LA RÉFORME MONÉTAIRE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

dans Revue Économique N° 3. d'octobre 1950, p.311 à 34

Paris - Armand Colin

M.R. Goetz-Girey

LE MARK ALLEMAND DEPUIS LA RÉFORME MONÉTAIRE

dans Revue de Science et de Législation financière

Tome XLII N° 2.d'avril - mai - juin 1950, p. 188 – 218.

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

Pascal Lebée

CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DE LA RÉFORME MONÉTAIRE ALLEMANDE

dans Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques N° 20.

"Études économiques- allemandes"

Paris, Armand-Colin 1951.

## **D - Documentation générale sur l'économie allemande depuis 1945**

Études et Conjonctures :

série bleue, N° 3 de mai - juin 1950

LA- SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE .  
DEPUIS LA RÉFORME MONÉTAIRE.

p. 23 à 55

Paris, Presses Universitaires de France.

Henri Ménahem :

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ALLEMANDS ET DROIT INTERNATIONAL

Thèse de Doctorat

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence Paris, 1950

Étude du Conseil Économique et Social de l'ONU (Commission Économique  
pour l'Europe)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE EN 1949

Notes et Études documentaires de la Présidence du Conseil

série économique et financière XLI et XLII N° 1355 et 1356 des 21 et 22 juillet  
1950

Georges Goldman :

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PROFESSEUR ERHARD, avril 1951

(Mémoire présenté au Centre d'Études Germaniques de L'Université de  
Strasbourg) Volume photocopié

A. Piettre :

LES DÉSÉQUILIBRES PERMANENTS DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

A. Piettre :

L'ÉCONOMIE ALLEMANDE A LA CROISÉE DES CHEMINS

dans cahier N° 1 du Centre d'Études Germaniques de l'Université de  
Strasbourg

Paris, Librairie de Médicis, septembre 1951

A.Sauvy

LA POPULATION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET LE PLAN SCHUMAN  
p.381

Sully Ledermann

LA POPULATION DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Premiers résultats du recensement du 13 septembre 1950 P. 515

dans Population, revue trimestrielle de l'institut National d'Études  
démographiques 6<sup>ème</sup> année N° 3 de juillet - Septembre 1951

Paris, Éditions de l'INED.

Sully Ledermann :

LA POPULATION ALLEMANDE - SITUATION ACTUELLE ET  
PERSPECTIVES

dans Population N° 3 de janvier - mars 1947

DOCUMENTS

Revue mensuelle des questions allemandes publiée par le Bureau  
International de Liaison et de Documentation

Offenbourg (Bade) passim

MONTHLY REPORT OP THE CONTROL COMMISSION FOR GERMANY  
(British Element) passim

MONTHLY REPORT OF THE MILITARY GOVERNOR

(Office of the Military Government for Germany - U.S.)

passim

LA FRANCE EN ALLEMAGNE - mensuel - (publié par la Division de  
l'Information du Commandement en Chef Français en Allemagne) passim

RÉALITES ALLEMANDES - mensuel -

(Haut Commissariat de la République Française en Allemagne, Direction  
Générale des Affaires Politiques Division Information) passim

Général Lucius D. Clay :  
Guerre froide à Berlin  
Éditions Berger-Levrault, Paris, 1950

DIE DEUTSCHE WIRTSCHAFT ZWEI JAHRE NACH DEM  
ZUSAMMENBRUCH

Publication collective du Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung de Berlin  
Berlin 1947

Dr. rer. pol. E. Müller :  
DAS FLÜCHTLINGSPROBLEM IN WESTDEUTSCHLAND  
(D.G.B. Gewerkschaftliche Schriftenreihe - Band 5 :  
Sozialpolitik, Heft 9)  
Bund-Verlag, Köln, 1949

MITTEILUNGEN DER BANK DEUTSCHER LÄNDER  
Francfort, passim

GEWERKSCHAFTLICHE MONATSHEFTE  
herausgegeben von Bundesverband des Deutschen Gewerkschaftsbundes  
(Zeitschrift für soziale Theorie und Praxis)  
Bund-Verlag, Köln, passim

MITTEILUNGEN DES WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTLICHEN INSTITUTS  
DER GEWERKSCHAFTEN  
passim, Band-Verlag, Köln

WIRTSCHAFTSKONJUNKTUR  
Berichte des Instituts für Wirtschaftsforschung  
Richard Pflaum-Verlag, München, pasim

**E - Documentation particulière sur le chômage et l'emploi en**

## Allemagne depuis 1945

E.R. Beckner :

UNEMPLOYMENT AND UNDEREMPLOYMENT IN THE BIZONAL AREA OF GERMANY

(Office of the Military Government for Germany U.S.

Manpower Division - Berlin, juillet 1949)

ENTWICKLUNG UND URSACHEN DER ARBEITSLOSIGKEIT IN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND (1946 – 1950)

(publié par le Ministère fédéral du travail - Bonn Mars 1950)

DIE STRUKTUR DER ARBEITSLOSIGKEIT

Dauer **der** Arbeitslosigkeit und Alter der Arbeitslosen,

(publié par le Ministère fédéral du travail - Bonn Novembre 1950)

VOLLBESCHÄFTIGUNG

Ergebnisse einer Arbeitstagung des Wirtschaftswissenschaftlichen Instituts der Gewerkschaften in Oerterhausen vom 16. bis 19.3.1950

Bund-Verlag, Köln, 1950

\*

\* \*

# TABLE DES MATIÈRES

TITRE.....	1
ABRÉVIATIONS.....	2
INTRODUCTION.....	2
PREMIÈRE PARTIE - Le chômage latent.....	16
CHAPITRE I - L'ÉCONOMIE ALLEMANDE AYANT LA RÉFORME MONÉTAIRE.....	17
CHAPITRE II - LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AVANT LA RÉFORME MONÉTAIRE.....	25
DEUXIÈME PARTIE - Le chômage déclaré.....	40
CHAPITRE I - L'ASSAINISSEMENT ÉCONOMIQUE ET LA RÉFORME MONÉTAIRE.....	40
CHAPITRE II - L'EFFET DE CHOC ET L' APPARITION DU CHÔMAGE.....	54
CHAPITRE III – LA PÉRIODE D'ADAPTION ET LA CROISSANCE DU CHÔMAGE .....	78
CHAPITRE IV - L'ESSORT DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ET LA PERSISTANCE DU CHÔMAGE .....	98
CONCLUSION .....	120
BIBLIOGRAPHIE .....	124
I. DOCUMENTATION STATISTIQUE.....	124
A - Documentation statistique générale sur l'Allemagne.....	124
B - Statistiques du Travail en Allemagne Occidentale .....	127
C - Statistiques internationales du travail.....	127
II. ÉTUDES ET RAPPORTS .....	128
A - Documentation générale sur les problèmes de l'emploi et du chômage ..	128
B - Les statistiques de la main-d'œuvre du point de vue méthodologique .....	129
C - Documentation sur la réforme monétaire .....	130
D - Documentation générale sur l'économie allemande depuis 1945 .....	131
E - Documentation particulière sur le chômage et l'emploi en Allemagne depuis 1945.....	134
TABLE DES MATIÈRES .....	136
GRAPHIQUES .....	137

## **GRAPHIQUES**

### **Annexe I**

Évolution du chômage en Allemagne occidentale depuis la réforme monétaire

### **Annexe II**

Évolution de l'emploi et du chômage en Allemagne occidentale

### **Annexe III**

Évolution du marché du travail en zone française

### **Annexe IV**

Offres et demandes d'emploi par groupe professionnel en zone française  
d'occupation

### **Annexe V**

Augmentation ou diminution de l'emploi et du chômage dans les Länder de  
l'Allemagne occidentale au 30 sept 1950 par rapport à juin 1949 (réforme monétaire)

### **Annexe VI**

Répartition des réfugiés et densité du chômage dans les Länder de l'Allemagne  
occidentale

### **Annexe VII**

Évolution de l'emploi dans l'industrie en Allemagne occidentale

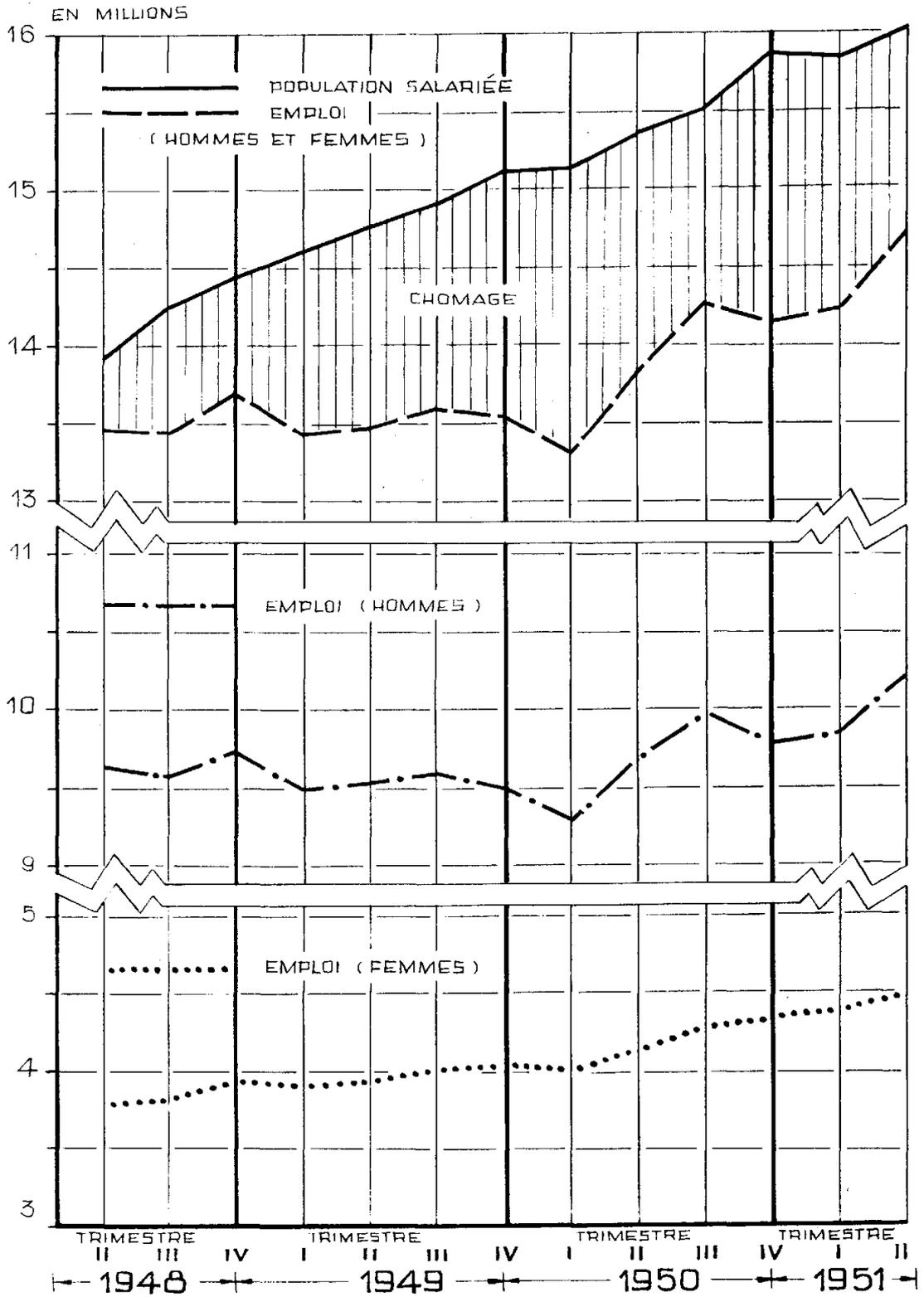
### **Annexe VIII**

Évolution des prix et des salaires en Allemagne occidentale



## Annexe II

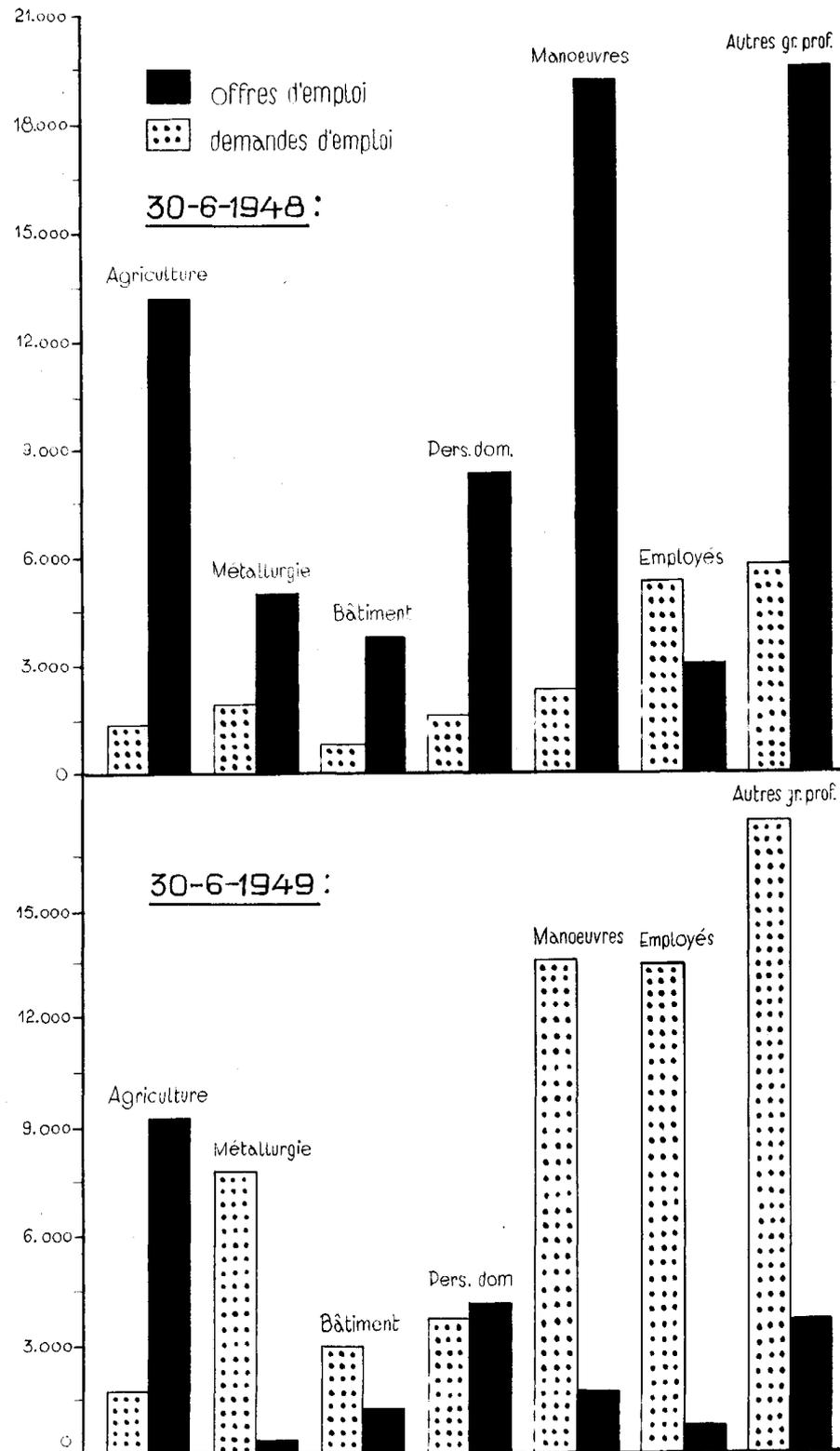
### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE





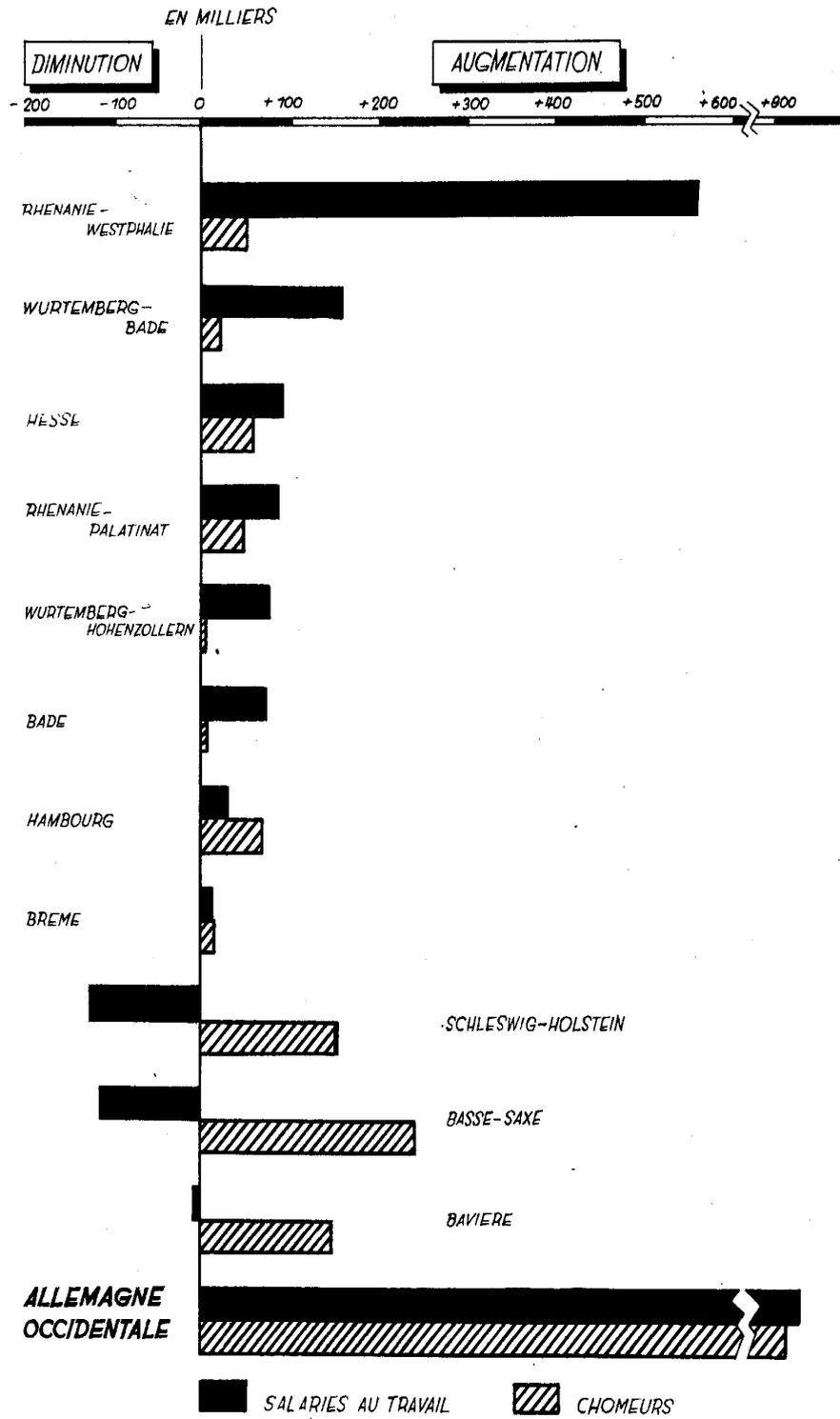
## Annexe IV

### OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI PAR GROUPE PROFESSIONNEL EN ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION



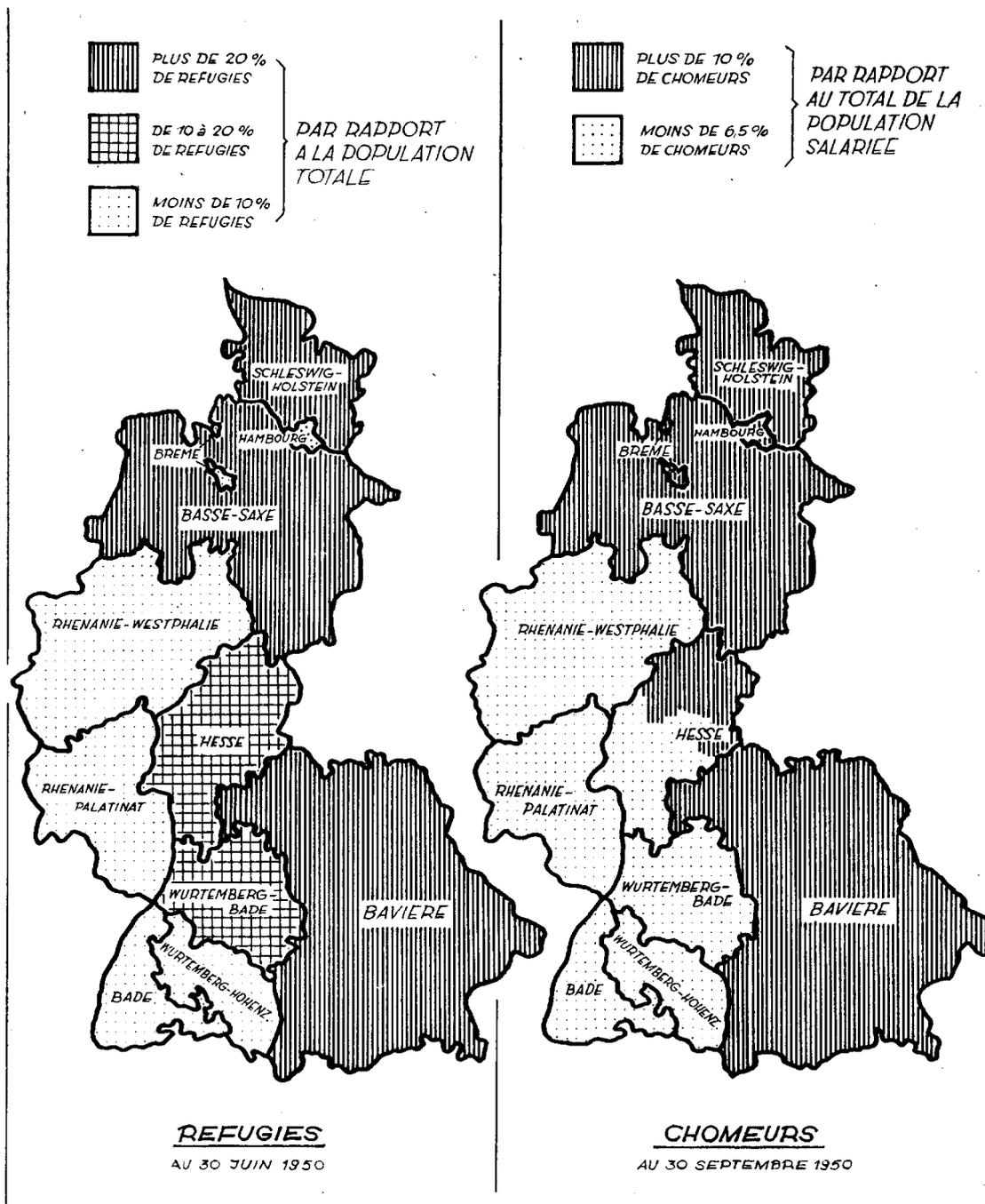
## Annexe V

### AUGMENTATION OU DIMINUTION DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE DANS LES LÄNDER DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE AU 30 SEPT. 1950 PAR RAPPORT À JUIN 1948 (RÉFORME MONÉTAIRE)



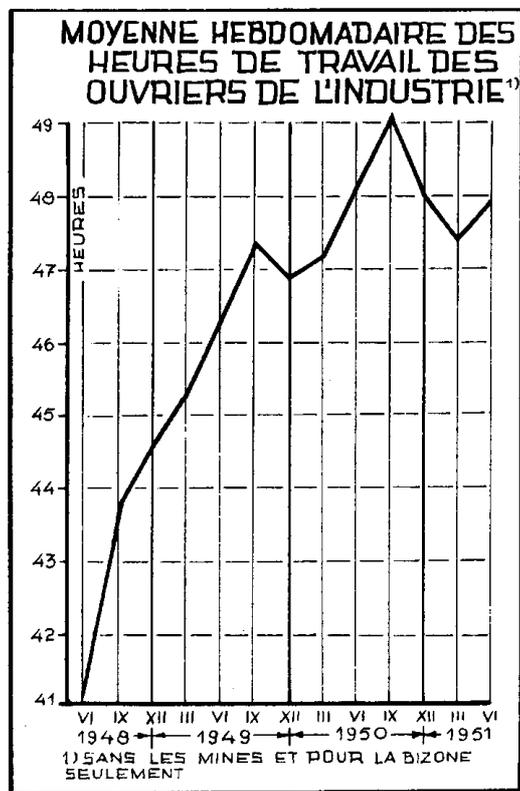
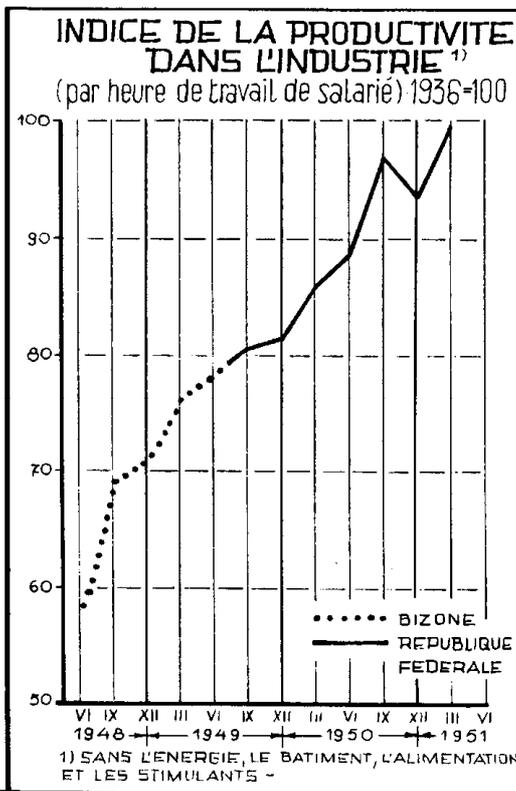
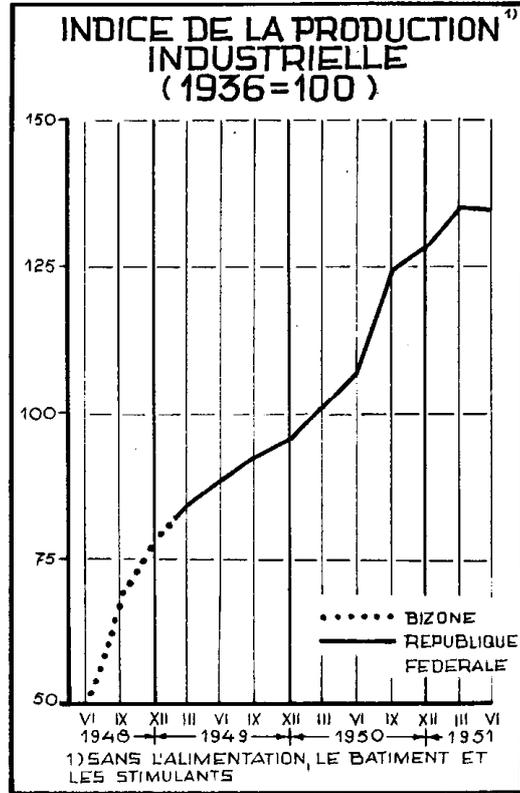
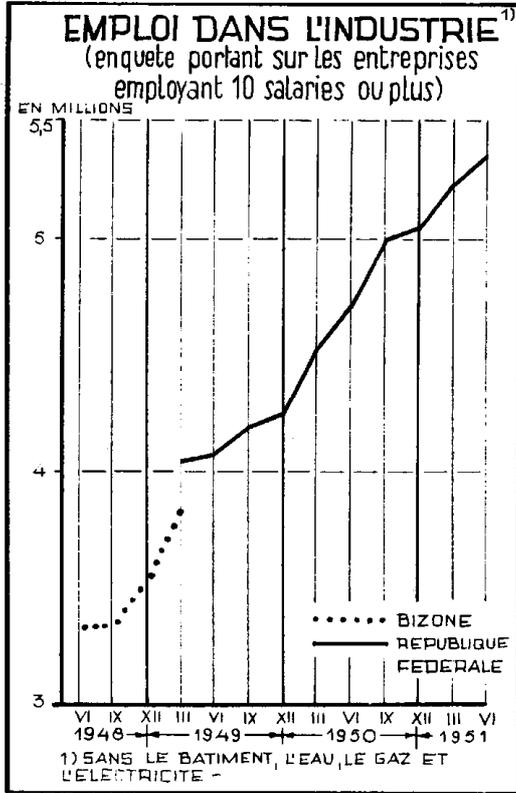
## Annexe VI

### RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS ET DENSITÉ DU CHÔMAGE DANS LES LÄNDER DE L'ALLEMAGHE OCCIDENTALE



## Annexe VII

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE



## Annexe VIII

### ÉVOLUTION DES PRIX ET DES SALAIRES EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

